

MADAGASCAR

Revue de Presse décembre 2009

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
01/12/09 : Rajoelina refuse le Sommet Maputo III proposé par les 3 autres mouvances et la SADC.....	01
03/12/09 : l'UE « regrette le comportement d'Andry Rajoelina », Mangalaza en conflit avec les ministres de la HAT.....	05
09/12/09 : consensus entre les 3 mouvances à Maputo. Rajoelina parle de « haute trahison ». Pas de vol retour.....	13
12/12/09 : les 25 membres des 3 mouvances frappés par une interdiction de rentrée à Madagascar	18
17/12/09 : Rajoelina officialise la fin du processus de Maputo et annonce des élections législatives le 20 mars	24
19/12/09 : retour des « exilés », limogeage du PM Mangalaza, remplacé unilatéralement par Cécile Manorohanta	30
20/12/09 : nomination du colonel Camille Albert Vital comme Premier ministre	32
23/12/09 : échec de la tentative d'installation du Congrès de la Transition par les 3 mouvances	35
26/12/09 : Madagascar exclu de l'Agoa	39
28/12/09 : échec d'une mutinerie de sous-officiers.....	42
Droits humains, gouvernance	48
Prostitution juvénile, VIH/SIDA, discrimination des handicapés, peine de mort, impunité, amnistie, réconciliation, blanchiment, expatriées au Liban, ACAT	
Actualité économique	50
Impacts économiques de la crise politique	50
Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	51
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles	53
Divers, « business »	55

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} décembre : Rajoelina dit non à un « Maputo III » proposé par les 3 autres mouvances. La mise en place du Congrès de la Transition est toujours bloquée.

Andry Rajoelina dit non à un « Maputo III » proposé par les 3 autres mouvances. « J'ai décidé de ne pas me rendre à Maputo les 3 et 4 décembre », a-t-il affirmé au cours d'une déclaration à la presse. Le président de la Transition avait déjà exprimé son refus de se rendre à l'extérieur pour discuter de la formation du gouvernement de consensus. « Les négociations sont terminées. Nous sommes désormais dans la phase d'application des accords », a-t-il affirmé. « Il faut respecter la souveraineté, l'honneur et l'intérêt des Malgaches. [...] J'estime que c'est honteux de se rendre à l'extérieur pour discuter d'une histoire de lutte de chaise et d'intérêt », a-t-il déploré. Il a également soulevé le problème des dépenses occasionnées par le voyage. Ablassé Ouedraogo, envoyé spécial de Jean Ping, président de Commission de l'UA, a proposé une visioconférence : « Nous ne pouvons pas interdire aux trois mouvances d'y aller. Dans ce cas, elles seront là-bas et nous ici, pour discuter par l'intermédiaire d'une visioconférence. Techniquement, nous avons les moyens pour cela ». Andry Rajoelina a fait remarquer que la nouvelle rencontre à Maputo a été convoquée par le président mozambicain qui n'a pas attendu le rapport de la récente mission d'évaluation dépêchée par le GIC. Il voit dans cette initiative une prise de position partisane. Il a formulé une menace à peine voilée en cas de forcing des autres mouvances : « Il est difficile de penser à un gouvernement sans la mouvance Rajoelina », a-t-il mis en garde, dénonçant une coalition qui se serait formée contre lui. La tâche de Joaquim Chissano, dont l'arrivée est attendue à Antananarivo, se complique encore. Pour Emmanuel Rakotovahiny, « au-delà de la formation du gouvernement, d'autres questions pendantes comme l'interprétation de l'attribution des postes ministériels aux autres sensibilités nécessitent un éclaircissement », ajoutant au sujet du refus opposé par Andry Rajoelina de se rendre à Maputo : « Je ne le comprends pas dans la mesure où il était partant pour aller à Paris il y a une

semaine». Andry Rajoelina aurait reçu une invitation émanant du président mozambicain Armando Guebuza et du chef de l'équipe conjointe de la médiation, Joaquim Chissano. Il a donné en revanche un accord de principe pour une visioconférence et aurait proposé de la tenir au centre de conférences international d'Ivato : « je propose même que ces négociations se fassent en direct à la télé et à la radio nationales. Et les autres chaînes audiovisuelles privées peuvent toutes les capter. La transparence doit être de mise pour que le peuple puisse voir et comprendre ».

Commentaire de Tribune : « vis-à-vis d'une population largement lassée de la politique et qui commence à penser aux fêtes de fin d'année, la méthode [d'Andry Rajoelina] n'est pas complètement inefficace pour faire passer le message que l'ordre règne et qu'il n'y a que quelques politiciens aigris qui cherchent à le perturber en exagérant l'ampleur des discordances ».

Relations tendues entre la Présidence et la presse. Plusieurs journalistes venus couvrir la conférence de presse d'Andry Rajoelina ont été refoulés. Motif : les personnes concernées n'étaient pas dans la liste des « invités » arrêtée par le service Communication de la Présidence. Le quotidien *Les Nouvelles* écrit : « L'on s'étonne d'une telle interdiction, [...] alors qu'il s'agissait bel et bien d'une conférence de presse. Par ailleurs, le conférencier étant le numéro 1 de l'Etat, une « censure » de son intervention ne serait pas pour servir la transparence de sa gestion des affaires nationales... ». *Midi* parle lui aussi de « censure », son journaliste figurait parmi ceux dont l'accès au Palais a été interdit. La chaîne *Matv* a également fait part de l'interdiction d'entrée opposée à ses reporters. D'autres organes auraient également été victime de cette initiative d'Ambohitsorohitra, dont *L'Express*, *Taratra* et *Gazetiko*. Une situation plutôt inédite au Palais présidentiel, fait-on remarquer.

Norbert Lala Ratsirahonana : accélérer le calendrier électoral. « Si les 4 mouvances n'arrivent pas à s'entendre sur la formation du nouveau gouvernement, il faut s'atteler à la mise en place des autres institutions de la transition conformément à la charte de Maputo et organiser au plus vite les élections », a déclaré Norbert Lala Ratsirahonana, président du parti AVI.

Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès, s'exprime sur les difficultés de mise en place de la nouvelle assemblée. « Cela fait plus de deux semaines que nous avons demandé aux mouvances de nous faire parvenir la liste de leurs partisans appelés à siéger au Congrès, mais jusqu'ici seule la mouvance Ravalomanana a répondu », a-t-il déploré. Une liste de 52 noms de la mouvance Ravalomanana a donc été déposée, elle est constituée d'une partie des 105 députés TIM élus en 2007. Le président du Congrès précise : « D'autres responsabilités seront confiées aux autres sensibilités de la mouvance. Manandafy Rakotonirina, par exemple, sera le vice-Premier ministre chargé du commerce ». Mamy Rakotoarivelo dément avoir débloqué 8 milliards Ar. pour verser des indemnités aux députés, anciens ou nouveaux : « L'engagement de dépense que nous avons pris ne concerne que les salaires prévus pour novembre et décembre ».

Les chefs de régions font allégeance au pouvoir. Au cours d'une conférence de presse, ils ont lancé une mise en garde à l'encontre des partisans des mouvances politiques qui prévoient d'effectuer des tournées politiques dans les régions. La mouvance Ravalomanana est particulièrement visée, selon *Midi*. « Ce ne sont pas des déplacements officiels mais de véritables mouvements politiques visant à semer les troubles au sein de la population des régions », a expliqué l'un d'entre eux. Les chefs de région ont déclaré être opposés à une nouvelle médiation internationale et ils ont invité Andry Rajoelina à ne plus rien céder. Pour un député TIM, « les chefs de régions actuellement en fonction ne représentent personne ni aucune collectivité pour parler ainsi. Ils ont été nommés par le gouvernement de fait de Roindefo lequel est actuellement caduc. Ils peuvent être accusés d'usurpation de fonction ».

Mise en place du CES : Un lobbying contre les politiques. Des membres de la société civile, des groupements économiques, et des «partenaires socio-économiques», se sont concertés pour réclamer à l'unanimité une composition apolitique de cette institution de la Transition. Pour ce faire, «*nous allons faire du lobbying auprès des mouvances politiques* », a indiqué Fara Pierre Bernard, membre de la société civile. Toutes les entités apolitiques ont adopté cette position visant à écarter les représentants des mouvances du CES. L'objectif est d'obtenir que celles-ci renoncent à leur quota de 4x10 sièges. En supposant acquise cette revendication, l'assemblée propose la répartition suivante : 40% des sièges pour les groupements de la société civile, 30% pour les groupements économiques et autant pour les «partenaires socio-économiques», comme les ordres professionnels. 87 organisations tous corps confondus avec 125 participants ont pris part à cette réunion. Consultées sur la possibilité de concrétisation d'une telle initiative, Fara Pierre Bernard, membre du comité préparatoire du CES au sein de la société civile, précise : « *deux mouvances sur quatre n'ont pas encore répondu à notre proposition en mentionnant qu'elles se penchent encore sur la formation du gouvernement, et les deux autres n'y trouvent aucune objection* ». La Vérité écrit : « *Indubitablement, le goût irrésistible du pouvoir a également atteint la Société civile. Qu'est-ce qui différencie les partis politiques donc de cette entité, sinon la conquête de pouvoir ?* »

2 décembre : Projet de réunion à Maputo - Forte pression sur Andry Rajoelina pour qu'il revienne sur sa décision de ne pas faire le déplacement. Le Monima se range dans l'opposition et réclame le retour de Monja Roindefo à la Primature. Le Leader Fanilo réclame l'organisation d'une élection législative afin de sortir de l'impasse.

Maputo III : les trois mouvances se concertent au Carlton et font pression sur Rajoelina pour qu'il revienne sur sa décision de ne pas faire le déplacement. « *Si nous voulons former le gouvernement, il faut partir à l'étranger* », a insisté Fetison Andrianirina, au nom des 3 mouvances. « *On voit bien qu'il y a de la part des tenants actuels du pouvoir une nette volonté d'obstruction* », a-t-il martelé. « *Madagascar étant toujours sous son joug et cette situation exige sans aucun doute une réaction sans appel de la communauté internationale consistant à réaffirmer par des actes concrets et ciblés sa condamnation d'un tel mépris des conventions et des principes juridiques fondamentaux. [...] Pour l'instant, on ne voit rien venir à cause de la défaillance de volonté et de détermination de Monsieur Andry Rajoelina. Beaucoup de gens qui l'entourent s'incrument à leur poste et menacent de semer le trouble conduisant Rajoelina à une valse-hésitation (...) et de surenchère en surenchère* », a-t-il ajouté. Albert Zafy a menacé de jouer l'arme de l'«ampamaoka» pour convaincre la mouvance Rajoelina de revenir sur sa décision. Il promet à nouveau une «opération vérité», preuves à l'appui, et suspecte des membres de la Transition d'être compromis dans le trafic de bois de rose. Andry Rajoelina confirme sa volonté de ne pas se rendre à Maputo et d'organiser une visioconférence. Les services techniques de la présidence sont mobilisés. Les 3 mouvances répliquent que si Andry Rajoelina refuse de se rendre à Maputo, il faut autoriser le retour de Didier Ratsiraka et de Marc Ravalomanana, sous réserve que les autorités s'engagent à assurer leur sécurité et que l'armée n'intervienne pas. Pour la première fois les 3 mouvances ont dévoilé les ministères litigieux. Il s'agit de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire, des Mines et des hydrocarbures, de l'Éducation nationale, et de l'Économie et de l'industrie. Le premier département est convoité par les mouvances Rajoelina et Ravalomanana, les deuxième et troisième par celles de Rajoelina et de Zafy, tandis que le quatrième est disputé par les camps Rajoelina et Ratsiraka. Les protagonistes se sont entendus pour que le ministère de la Communication et celui de la Justice reviennent à des personnalités «neutres». Reste en suspens l'attribution des ministères réservés aux «autres sensibilités» par les accords d'Addis-Abeba qui soulèvent des problèmes d'interprétation. « *Les ministres de la défunte HAT devraient s'effacer dans délai et sans*

condition » selon les 3 mouvances qui rappellent que « la Charte de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba sont de valeur constitutionnelle ».

Cinq questions à régler pour la mouvance Ravalomanana. Dans un communiqué, le porte-parole de la mouvance énumère cinq questions à traiter lors du prochain Sommet de Maputo : la création d'une équipe de suivi des accords, la fixation des dates des échéances électorales, la mise en place de la commission électorale indépendante, l'opérationnalisation de la coprésidence et du Conseil présidentiel, la formation du gouvernement et de la mise en place des institutions de la Transition.

Contretemps pour Chissano. La venue de Joaquim Chissano à Antananarivo, annoncée par la mission d'évaluation conjointe pour cette semaine, est remise en cause. L'invitation envoyée aux quatre chefs de mouvance par le président mozambicain Armando Guebuza à venir à Maputo ne semble pas étrangère à ce contretemps. « *Joaquim Chissano a-t-il finalement opté pour la tenue d'une rencontre malgache-malgache à l'extérieur du territoire malgache ?* », s'interroge le site *Mada*.

Le Leader Fanilo demande « une élection au suffrage universel des membres du Congrès de la Transition ». Il propose que le scrutin ait lieu avant le 30 avril 2010 et soit organisé par un organisme indépendant, supervisé par la Communauté internationale. Il propose de maintenir le statu quo dans la composition actuelle du gouvernement jusqu'à ce que la nouvelle assemblée soit mise en place. Le Premier ministre de consensus, Eugène Mangalaza, resterait chef du gouvernement, mais il aurait sous ses ordres les ministres désignés unilatéralement par Andry Rajoelina le 8 septembre. Pour le parti, la seule issue au blocage actuel est de faire appel à l'arbitrage de l'électorat car les mouvances ne parviendront jamais à s'entendre. Le Premier ministre de consensus serait alors désigné par le parti ayant le plus grand nombre de députés élus.

Le Parti Monima se range dans l'opposition et exige le retour de Monja Roindefo à la Primature afin de remettre en place tous les acteurs majeurs du mouvement populaire qui ont conduit au changement de régime. Il exige que le président de la Transition reconnaisse publiquement les erreurs qu'il a commises, notamment en procédant à la signature des Accords de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Il propose l'organisation dans de brefs délais d'élections supervisées par une commission strictement indépendante des mouvances politiques. Il annonce enfin que Monja Roindefo sera candidat à la prochaine élection présidentielle.

En Afrique du Sud, le mouvement « légaliste » s'organise. Une importante délégation de parlementaires et de militants sont actuellement en Afrique pour préparer les réunions de Luanda et de Maputo. Parmi eux, une délégation du GTT international. Une dizaine de députés ont fait le voyage de Luanda pour assister à la session de l'assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, réunissant les pays bénéficiaires des accords de Cotonou et l'UE, bailleur de fonds. La délégation est menée par le député Raharinaivo Andrianatoandro, récemment libéré après plusieurs mois d'internement. Elle entend témoigner de la réalité de la crise à Madagascar et demander à l'UE de ne pas relâcher la pression sur Andry Rajoelina. La délégation prépare également avec Marc Ravalomanana le Sommet de Maputo III. Le coprésident des ACP-UE, Louis Michel, a dénoncé la nonchalance des différentes parties au respect des accords pour apaiser la crise qui frappe le pays.

3 décembre : à Luanda, Louis Michel, coprésident de l'Assemblée paritaire UE-ACP « regrette le comportement d'Andry Rajoelina ». Eugène Mangalaza entre en conflit de compétence avec les ministres de la HAT. Maputo III se prépare sans Andry Rajoelina.

Andry Rajoelina en tournée d'inauguration à Antsiranana enfonce le clou : il ne se rendra pas à Maputo III. Le président de la Transition a répondu sèchement à la demande pressante des 3 mouvances. Il réaffirme son projet de maintenir le statu quo dans la gestion du pays. «*Qu'ils veuillent entrer [dans la Transition] ou non, les affaires nationales doivent tourner*», a-t-il assuré. Il marque ainsi son intention de garder les ministres de la HAT, faute de gouvernement d'union nationale. L'avenir immédiat du processus de transition est plus que jamais incertain. Les deux parties se livrent une bataille sans merci et personne ne veut perdre la face. Le déplacement à Maputo des 3 autres mouvances est confirmé, le vol sera pris en charge par la SADC. Les organisateurs de la SADC ont opté pour des délégations de 6 membres y compris le chef de file. Fetison Andrianirina a lancé un ultime appel à Andry Rajoelina. «*Tout le monde, y compris la communauté internationale, identifie le facteur de blocage. Venez avec nous pour discuter. [...] Tout le monde est excédé. Les trois mouvances sont également en quête d'une reconnaissance internationale*». Andry Rajoelina a déclaré préférer faire le déplacement à Copenhague, pour le Sommet de l'ONU sur le climat. L'heure étant à l'économie, «*seulement* » 12 personnes de la Transition feraient le déplacement avec Andry Rajoelina. [Le chiffre de 42 membres a été avancé par Midi, se référant à une source officielle des Nations Unies].

Analyse du Courrier : «*Même adversaires politiques d'autrefois, les trois anciens chefs d'Etat ne vont pas rester les bras croisés devant cet affront du jeune loup de la politique. Le fait est qu'Andry Rajoelina n'a pas 36 solutions. Soit il fonce jusqu'au bout pour mener à bon port ce qu'il a entamé depuis le début de l'année et concrétisé par la prise de pouvoir du 17 mars et la mise en place de l'autorité de fait. Soit il accepte de négocier et de partager le gâteau avec les trois autres mouvances au nom d'une transition consensuelle. Mais quoi qu'il fasse, il sera pris entre deux feux et n'en sortira pas sans perdre des plumes. L'attitude d'Andry Rajoelina est un défi lancé à la SADC qui, jusqu'ici, hormis les déclarations, n'a rien fait par rapport au changement de régime anticonstitutionnel* ».

Rencontre Ratsiraka-Ravalomanana à Johannesburg. Didier Ratsiraka, accompagné de sa fille Annick, de Tantely Andrianarivo et de Jean-Jacques Rasolondraibe, a quitté Paris à bord d'un vol commercial. Une rencontre avec Marc Ravalomanana est prévue pour discuter de la mise en place du gouvernement de Transition, avant de se rendre ensemble à Maputo.

Le Premier ministre du gouvernement d'union nationale en conflit de compétence avec les ministres de la HAT. Eugène Mangalaza essaie de s'affirmer dans la gestion des affaires nationales et passe à la vitesse supérieure malgré le problème de formation du gouvernement. Mais il se heurte aux ministres du gouvernement de la HAT, confirmant sur le terrain le conflit de compétence dans la gestion des affaires nationales. Le 30 novembre, le chef du gouvernement a adressé une lettre aux secrétaires généraux des ministères, leur demandant d'interdire toute opération et mouvement relatifs aux bois précieux. Parallèlement, Calixte Ramiandrasoa, ministre de l'Environnement de la HAT s'est saisi du dossier pour se mettre en avant. Comme Eugène Mangalaza, il a rappelé l'expiration du délai d'exploitation des bois précieux, tout en se targuant d'avoir réussi à faire rentrer des recettes dans la caisse de l'État pour les exportations illicites. La communication passe difficilement entre Eugène Mangalaza et certains ministres, qui refusent d'obtempérer. Le projet de loi de Finances 2010 a été préparé au cours du Conseil des ministres où le Premier ministre était absent. La ministre de la Justice se montre évasive quant à ses relations avec Andry Rajoelina et Eugène Mangalaza. «*Nous sommes là pour expédier les affaires courantes* », a-t-elle expliqué.

Appel d'offre pour la carte d'identité biométrique : la vice-primature chargée de l'Intérieur a lancé un appel d'offres restreint pour la fourniture et livraison de matériels informatiques, avec un délai de réponse extrêmement court (date limite : 7 décembre). Le financement serait assuré sur le budget 2009. La valeur du marché serait proche de 2 millions d'euros. Les observateurs s'interrogent sur la disponibilité effective de ce crédit et sur le fait de savoir si la décision a été prise en concertation avec le premier ministre de consensus, le ministère de l'intérieur du nouveau gouvernement devant en principe revenir à la mouvance Zafy.

Tension au sein des Forces armées, révèle *L'Express*. Des menaces d'arrestation seraient dans l'air contre certains officiers qui ont fait des déclarations publiques. D'autres officiers seraient prêts à prendre leur défense.

Louis Michel, coprésident de l'assemblée paritaire UE-ACP « regrette le comportement d'Andry Rajoelina ». Lors de son discours à Luanda à la 18ème session de l'Assemblée Parlementaire il a déclaré : *« Comme nous l'avons dit dans notre déclaration du 16/11/09, nous sommes fort préoccupés par la situation à Madagascar. Nous avons d'ailleurs exprimé la nécessité de mettre en place une enquête internationale indépendante sur les graves violations des droits de l'homme telles que les arrestations arbitraires et les actes de torture commis par les forces de sécurité. C'est le deuxième sujet d'urgence de cette session. L'instabilité politique caractérise le pays depuis des années. Celui-ci se trouve d'ailleurs actuellement dans l'impasse. Nous saluons les efforts de médiation du groupe international de contact et de l'Union africaine qui ont permis d'aboutir il y a peu à un accord à Addis-Abeba. Mais si l'ambiance post Addis appelle à la retenue et à la conciliation, force est de regretter le comportement d'Andry Rajoelina et de son équipe dans l'application des divers accords signés. Nous ne sommes donc pas encore entrés dans la phase de sortie de crise : avoir signé un accord est un premier pas mais ce n'est pas suffisant »*.

La session a vu la participation active des quatre parlementaires malgaches, à savoir Raharinaivo Randrianantoandro, Henri Randrianjatovo, Lanto et Naïke Eliane. Ces députés et sénateurs ont participé à une « réunion de conciliation », durant laquelle ils ont pu apporter des éclaircissements sur ce qui s'est passé à Madagascar pendant les moments chauds de la crise et sur les atteintes aux droits de l'homme qu'ils ont subies.

Epée de Damoclès : sursis de 15 jours pour l'AGOA. L'ambassadeur des Etats-Unis a annoncé que Madagascar ne dispose plus que de 15 jours pour mettre en place le gouvernement, la CENI, le CNR et la feuille de route de ces institutions. Si cette échéance n'est pas respectée l'AGOA ne sera pas reconduit pour l'année 2010. Ce sera Barack Obama lui même qui tranchera, a déclaré l'ambassadeur.

4 décembre : les 3 mouvances parties pour Maputo sont en quête de reconnaissance internationale et d'autonomie dans la nomination du gouvernement. Attentat contre le cortège d'Andry Rajoelina.

Les membres des délégations des mouvances et le Premier ministre ont rallié Maputo. Conscients de la difficulté de la tâche, ils refusent de se prononcer quant à la possibilité de former un gouvernement à l'issue de la rencontre. Albert Zafy a balayé d'un revers de la main le poids de l'absence d'Andry Rajoelina. *« Rajoelina n'est rien sans les autres. Par conséquent, s'il ne vient pas, c'est son affaire »*, a-t-il déclaré, ajoutant : *« sans nous, il n'est rien. Nous l'avons placé là. Et il fait preuve de son incapacité à gérer tout seul le pays. À mon avis, il y a d'autres personnes valables dans sa mouvance. Pourquoi ne pas y prendre quelqu'un d'autre, pour assumer la tâche ? »*. Zafy Albert traduit la décision d'Andry Rajoelina comme une défection. *« Une défection qui est synonyme de démission »*, conclut le président du CNR, qui n'exclut pas une Transition sans Rajoelina. *« Nous allons à Maputo pour décider, mais non pour faire du*

tourisme. Il se pourrait donc que les trois mouvances, faute de la mouvance Rajoelina, se partagent la gestion de la Transition », laisse-t-il entendre. Le consensus majoritaire serait cette fois-ci la règle. Fetison Andrianirina a soutenu pour sa part que les 3 mouvances sont parties à Maputo dans le but de conquérir la reconnaissance internationale. Selon Midi, « à l'allure où vont les choses, il y aurait deux Transitions à Madagascar, celle dirigée par Andry Rajoelina qui envisage de maintenir la HAT et de reconduire l'actuel gouvernement (avec ou sans le retour de Monja Roindefo), et une autre qui serait le résultat de Maputo III, ou tout simplement une Transition qui verrait la cohabitation des mouvances Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy. A la différence de la première, la Transition issue de Maputo III pourrait bénéficier de la reconnaissance internationale ».

Maputo III. Mise en garde des membres de la HAT. « Si les trois mouvances décident de former un gouvernement sans la mouvance Rajoelina, une punition sévère sera prise à leur encontre. [...] Un gouvernement fondé en exil ne pourra jamais entrer à Madagascar ». Les membres de la HAT préconisent l'organisation des élections dans un bref délai et la reprise des négociations entre les 4 mouvances à Madagascar. Ils ajoutent que « les membres du Gouvernement de la HAT devraient continuer à exercer leurs fonctions car jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucun décret abrogeant leur nomination ».

« **On va vers le clash ?** », titre Sobika. « Le départ des 3 mouvances, plus le 1er ministre Eugène Mangalaza pour Maputo et la fin de non recevoir de la Mouvance Rajoelina sur cette réunion préfigurent un "clash" entre les deux formations. Elles ne sont plus sur la même longueur d'onde et chacune semble vouloir tracer sa propre route de la Transition. D'un côté Andry Rajoelina est prêt à continuer avec le gouvernement tel qu'il existe aujourd'hui et pour une durée indéterminée, et de l'autre, les 3 mouvances sont en quête de reconnaissance internationale et d'autonomie dans la nomination du gouvernement. [...] Les 3 mouvances vont devoir revenir de Maputo avec des propositions concrètes pour justifier l'utilité de leur déplacement. Qu'elles vont elles être ? Un gouvernement sans la mouvance Rajoelina ? C'est possible. De son côté, ce dernier ne sera pas en reste et pourrait profiter de ces propositions pour remettre en cause les accords de Maputo et d'Addis-Abeba. [...] Cette crise semble repartie pour un nouveau cycle. Au détriment de qui ? Tout le monde le sait maintenant. En aparté, la voiture blindée du Président de la Transition aurait été victime d'un tir à balle ».

Général Ramakavelo : « Niels Marquardt, conseiller de Ravalomanana ». Au cours d'une conférence de presse des membres de la HAT, le général Désiré Philippe Ramakavelo a laissé entendre que « Niels Marquardt est un conseiller politique de l'ancien président Ravalomanana. [...] La preuve, les deux personnalités se sont rencontrées à plusieurs reprises depuis le début de cette crise, notamment le jour où Ravalomanana a décidé de transférer le pouvoir à un directoire militaire », a-t-il soutenu. Par ailleurs, il pense que les membres de l'équipe conjointe de médiation, dirigée par Joaquim Chissano, partage également la même pratique. « Ils savent depuis le début des négociations que la cohabitation à quatre au sein du Gouvernement est pratiquement impossible », a-t-il fait savoir.

Attentat contre le cortège d'Andry Rajoelina. A son retour d'Antsiranana, le cortège présidentiel a été victime d'un attentat avec une arme de guerre dans les faubourgs de la capitale. La Mercedes blindée a subi le coup d'une balle tirée à partir d'un immeuble. La balle, de la taille d'un pouce, s'est plantée dans la carrosserie de la voiture. Des enquêtes balistiques ont été lancées. Coïncidence ou hasard des événements, l'incident est intervenu au moment où la tension politique est montée d'un cran à cause du blocage dans la formation du gouvernement. Il s'est produit la veille du départ des délégations des 3 mouvances vers Maputo. Les services de sécurité se sont empressés d'esquiver la question politique. « Nous sommes là, en tant que responsables de la sécurité présidentielle. Nous ne

connaissions rien à la politique », a assuré le chef de la sécurité. Pour *Les Nouvelles*, « rien ne dit pour l'instant que cet attentat contre Andry Rajoelina serait le fait d'une mouvance ou d'une diversion ».

5 décembre : dans l'attente du résultat du Sommet de Maputo III, l'atmosphère politique est lourde, laissant craindre le pire. Le consensus de Maputo I est en cours d'implosion.

Maputo III : les discussions entre les trois mouvances ont débuté à Maputo, sous l'égide du seul Joaquim Chissano. Les participants hésitent à mettre sur pied le gouvernement de Transition, objet de cette réunion. Ils tentent de contourner la question de la formation du gouvernement en élargissant le débat et en explorant de nouvelles pistes de réflexion. L'ancien président mozambicain a concédé que l'absence du chef de la mouvance Rajoelina «gêne tout le monde car il doit être ici afin d'avoir un échange de vues approfondi. [...] Les points de vues ne sont pas complets ni partagés. Tous les quatre (chefs de file) doivent participer de manière active à la mise en place du gouvernement, ainsi que des différentes institutions. [...] Il ne s'agit pas de former un gouvernement depuis l'étranger, mais de continuer les négociations entamées à l'étranger parce que deux présidents vivent à l'étranger», a-t-il indiqué. «Maputo III doit absolument sortir un gouvernement qui sera officialisé à Madagascar», a répliqué Didier Ratsiraka. Après le départ des délégations des trois mouvances, le camp Rajoelina est monté au créneau pour mettre en garde contre toute formation unilatérale du gouvernement. Les membres du gouvernement en passant par ceux des « Forces du changement » se sont relayés pour menacer ceux qui tentent d'aller dans ce sens. Un membre de la HAT est allé jusqu'à évoquer une éventuelle interdiction de séjour pour ceux qu'il qualifie de «putschiste». «Un gouvernement en exil ne pourra jamais rentrer à Madagascar», a-t-il conclu. Andry Rajoelina se serait toutefois dit disponible pour une participation au Sommet par vidéoconférence, selon Joaquim Chissano. « Si les autres nous disent qu'ils acceptent, alors ce sera organisé, mais il faut que ça vienne d'eux », a-t-il précisé.

« Les membres des délégations des 3 mouvances seront-ils arrêtés à leur retour de Maputo ? », s'interroge Midi, qui se déclare préoccupé par les menaces verbales proférées par des pro-Rajoelina. Deux pro-Zafy, Georges Ruphin et Robert Razaka, mettent en garde : « Toute agressivité verbale ou corporelle risque de conduire le pays vers une guerre civile ». Dans son édit, le quotidien *Les Nouvelles* écrit : « l'atmosphère politique est plus que jamais lourde, laissant présager le pire, l'imminence d'une turbulence ». Tribune remarque que l'OIF n'a pas envoyé de représentant à Maputo et que RFI semble très discrète sinon absente, laissant supposer que la France apprécie guère cette rencontre qui laisse sur la touche Andry Rajoelina.

Commentaire du site 24 heures : « Madagascar le consensus rêvé de Maputo 1 est en cours d'implosion. Les haines et les calculs politiques ont mis fin à l'illusion d'une transition consensuelle malgré les accords signés à Maputo et Addis-Abeba. Une transition imposée se dessine ces derniers jours, mais là deux camps s'opposent et l'issue est indécise. Une chose est certaine la crise malgache continue et s'amplifie ».

Le Matin titre : « La Haute Autorité de la Transition, enterrée mais survivante ». Des membres de cette institution de fait, caduque depuis les accords d'Addis-Abeba, n'hésitent plus à s'exprimer publiquement et à conjuguer la HAT au temps présent, tel Evariste Marson. Le quotidien s'interroge : « A combien s'élève la facture d'entretien de cette haute assemblée à qui ne bénéficie pas la mise en place de la Transition version Maputo ? ».

La Transition qualifie de « coup d'Etat » la réunion de Maputo. C'est un « simple coup d'Etat », a déclaré le ministre des Postes, des Télécommunications du gouvernement de Transition. « Former un gouvernement d'union nationale en dehors de Madagascar ou en terre étrangère, ne peut être qu'une honte à la fierté de la Nation et du peuple malgache », a-t-il-dit lors

d'une intervention sur une chaîne privée. La Présidence de la Transition a par ailleurs fait savoir qu'elle « ne cautionne pas ces actions honteuses et destructives de l'image de notre pays ».

Le président de la Transition reprend sa tournée dans les régions. Il s'apprête à se rendre à Fenoarivo Atsinanana pour participer à une cérémonie visant à restituer aux paysans des terrains passés entre les mains de certains dignitaires du précédent régime. Son épouse est en visite à Toamasina. Un déplacement axé sur des actions sociales envers les familles défavorisées. Elle a rencontré des jeunes femmes, victimes de viol et de violence conjugale.

Attentat contre Andry Rajoelina : diversion ? Selon *Les Nouvelles*, Didier Ratsiraka pense à une simple mise en scène. «*Toutefois, note-t-il, je condamne toute tentative visant à attenter à la vie d'une personne qui qu'elle soit. Ce n'est pas digne de nous autres Malgaches et les divergences de vues politiques ne doivent pas être réglées par un attentat. Nous, nous voulons un Andry Rajoelina à Maputo et vivant*». Si cette tentative d'attentat est confirmée, l'amiral serait prêt à mettre en cause les activistes qui gravitent autour d'Andry Rajoelina et qui ont fait pression sur lui pour qu'il refuse de se rendre à Maputo. Le site *Madonline* voit dans cette information une manipulation politique car les faits ne sont pas avérés. La thèse de la diversion est tout naturellement privilégiée. Le site fait le rapprochement avec l'épisode des bombes artisanales découvertes un peu partout dans la capitale au mois de juin, qui avait servi de prétexte pour Andry Rajoelina de ne pas assister à une réunion à Addis-Abeba. L'agence *Matera* indique cependant qu'un suspect aurait été identifié en la personne d'un capitaine retraité, bras droit d'un officier proche de Marc Ravalomanana.

Andry Rajoelina a répliqué aux déclarations de Didier Ratsiraka : «*La politique c'est comme le showbiz. Il y a un temps où l'on est célèbre, il y a un temps où l'on est plus. Une fois ce moment venu, il faut prendre sa retraite. Un attentat profite à quelque chose. Citons le cas de Ratsimandrava¹, à qui profitait effectivement cet incident ? Je ne vais pas répondre, je vais laisser Didier Ratsiraka répondre à cette question* ».

Les ex-détenus politiques assurent que Marc Ravalomanana serait accueilli par la Justice et envoyé en prison s'il rentrait au pays. Voninahitsy Jean Eugène et Pety Rakotoniaina se sont relayés pour lancer un ferme avertissement à l'endroit de l'ancien président.

Les pays partenaires techniques et financiers de Madagascar font preuve de circonspection. Ils évitent de se positionner par rapport au Sommet de Maputo. L'ambassadeur allemand, qui représente l'UE, a refusé de se prononcer sur l'attitude qu'adopteront son pays et l'Europe face aux éventuelles décisions prises lors du rendez-vous des trois mouvances. Sa position est largement partagée par le corps diplomatique. «*Pas de commentaire* », a esquivé Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France. L'ambassadeur des Etats-Unis a déclaré : «*J'ignore si le système de vidéoconférence est installé. En tout cas, nous ne pouvons pas critiquer ceux qui tentent de dialoguer pour chercher des solutions* ». L'idée d'un consensus majoritaire avancée par Albert Zafy ne semble pas encore à l'ordre du jour, d'où l'attentisme de la communauté internationale.

Assemblée ACP-UE : les parlementaires pour des sanctions individuelles et la suspension des négociations portant sur les richesses nationales. L'assemblée générale des parlementaires qui s'est tenue à Luanda a condamné la prise de pouvoir, qualifié de «*coup*

¹ Le 11 février 1975 - soit 6 jours après son accession à la magistrature suprême - Richard Ratsimandrava a été abattu par balles par un commando formé d'éléments du Groupe Mobile de Police. Le capitaine de frégate Didier Ratsiraka a été suspecté d'avoir commandité l'opération pour pouvoir hériter du pouvoir.

d'État» à Madagascar. Elle demande aux quatre mouvances de trouver une issue politique à la crise et réclame des sanctions individuelles en cas de non-respect des engagements des accords signés à Maputo et à Addis-Abeba. L'assemblée «demande à tout gouvernement intérimaire de Madagascar de ne conclure aucun accord ou contrat avec d'autres pays ou entreprises portant sur les richesses naturelles et le patrimoine national». La mesure ne devrait pas être levée «avant que des élections ne soient tenues et que la population malgache n'octroie un mandat légitime à un nouveau gouvernement». Les parlementaires exhortent cependant la communauté internationale à accroître son aide humanitaire et à «rétablir progressivement l'octroi de l'aide à Madagascar, dès que les institutions de Transition et le gouvernement d'union nationale seront en place». Ils appellent les acteurs politiques à «placer la lutte contre la pauvreté en tête de leurs priorités ». Enfin, ils ont demandé la «libération immédiate de tous les prisonniers politiques et l'annulation des procédures judiciaires engagées contre eux». [Texte intégral : <http://storage.canalblog.com/65/94/448497/47127885.pdf>]

6 & 7 décembre : le pouvoir promet une sévère réaction en cas de tentative de formation de gouvernement malgache à l'extérieur. Les 3 mouvances se montrent soucieuses de soumettre leurs propositions au président de la Transition dès leur retour de Maputo. Rajoelina fustige les 3 mouvances et les accuse de vouloir l'éliminer physiquement.

Maputo III : des informations au compte-gouttes. En dépit du peu d'informations disponibles sur le déroulement de la rencontre, il a été indiqué que la discussion portait sur la formation du gouvernement, l'un des points de blocage du processus de Transition, et ce malgré l'absence des délégués de la mouvance Rajoelina. Les trois chefs de file se seraient retirés des discussions pour comparer leurs listes de candidats aux postes ministériels auxquels ils peuvent prétendre en vertu de l'Accord d'Addis-Abeba, puis ils sont revenus en séance, sous la présidence de Joaquim Chissano. Selon certaines sources, les 3 mouvances se partageraient les ministères litigieux, à l'exception de la Justice et la Communication. Ils auraient l'intention de laisser au camp Rajoelina les places qui lui sont réservées par les Accords. Fetison Andrianirina a affirmé que la mouvance Rajoelina participait à distance aux négociations. *«Monsieur Chissano est en contact permanent avec Madagascar. La mouvance Rajoelina a des liaisons avec Maputo»,* a-t-il indiqué. Des délégués des autres mouvances ont confirmé la déclaration du co-président. Les membres des délégations se sont montrés prudents pour évoquer une éventuelle désignation d'un gouvernement en l'absence de la mouvance Rajoelina, contrairement à ce qui avait été évoqué lors de leur départ d'Antananarivo. Les rares commentaires obtenus de représentants des mouvances se veulent optimistes : *« Le problème sera résolu aussitôt que les trois délégations seront rentrées au pays ; les propositions de la part des trois mouvances sont déjà entre les mains du Premier ministre de consensus ; il ne reste plus que les noms issus de la mouvance Andry Rajoelina. Le Premier ministre recueillera ces noms et proposera l'ensemble au président de la Transition qui prendra les décisions finales et rendra public ce gouvernement de consensus et d'union nationale ».* Et d'ajouter que le gouvernement pourrait être sur pied dès 9 décembre. *« Maputo III doit absolument sortir un gouvernement qui sera officialisé à Madagascar »,* a indiqué Didier Ratsiraka.

Forces armées : les hauts responsables en conclave. Aucune information n'a filtré sur cette rencontre. Le Cemgam, le général Ndriarijaona André, se montre discret concernant l'attitude des Forces armées face à l'évolution de la situation politique. *«On n'est pas encore au courant de la mise en place d'un gouvernement [lors de la réunion des 3 mouvances politiques à Maputo], mais on va prendre des mesures si cela s'avère exact»,* a-t-il soutenu sans préciser la nature des éventuelles initiatives. Le général a lancé un nouvel appel à l'endroit de la Grande muette. *« L'unité est la plus importante. Ne vous laissez pas tenter par quoi que ce soit ».*

Andry Rajoelina fustige les 3 mouvances. Absent des discussions de Maputo, il multiplie les sorties pour convaincre l'opinion du bien-fondé de sa démarche. Après le Sud et le Nord, il continue ses tournées en province, se rendant cette fois-ci dans la partie orientale de l'île pour une série d'inaugurations et d'attribution de titres fonciers (Selon *Le Courrier*, les 1.500 titres fonciers remis à la population concernent les terres abusivement accaparées par le régime Ravalomanana. Des terrains qui figuraient parmi les terrains cédés à Daewoo). Il déclare ne pas être concerné par le marchandage de sièges : « *je ne peux pas assumer une telle responsabilité. Le Premier ministre devrait m'apporter la liste des ministrables pour que je puisse les nommer* », a-t-il avancé. Le président de la Transition affiche une certaine aisance à riposter aux propos des « 3 mousquetaires » anciens présidents, qu'il qualifie de « *pappies* » ayant atteint l'âge de la retraite. La mouvance Rajoelina tente de faire passer son bras de fer avec les trois mouvances pour une bataille entre les vrais responsables du pays et des « *revenants* » opportunistes. Le chef de l'État se lance dans des accusations graves contre les anciens présidents. Il laisse entendre que Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana tentent de l'éliminer physiquement. Il suspecte les deux anciens chefs de l'Etat d'être le cerveau de l'attentat dont il a été victime en revenant de sa tournée à Antsiranana. Ses interventions confirment son durcissement. Andry Rajoelina a promis de « *prendre ses responsabilités* » en cas de formation du gouvernement au cours la réunion de Maputo. Des bruits courent sur une éventuelle interdiction d'entrée sur le territoire national pour les délégués des trois mouvances.

8 décembre : après Maputo III, qui a débouché sur un consensus en 3 mouvances, Andry Rajoelina avalisera-t-il cette « démarche provocatrice » ? Bon nombre d'observateurs répondent par la négative.

La mouvance Rajoelina refuse la répartition gouvernementale proposée par les 3 mouvances à l'issue du Sommet de Maputo III. Cette proposition aurait été transmise au chef de l'Etat par Joachim Chissano lors d'un entretien téléphonique. Celui-ci avait attendu en vain la liste des personnalités qu'Andry Rajoelina proposait pour compléter le gouvernement. Le communiqué de la Présidence s'en tient à une répartition arrêtée le 13 novembre par les médiateurs. C'est la première fois que la mouvance Rajoelina fait référence à cette répartition qui n'a jamais été communiqué ni évoquée à l'issue des négociations qui se sont déroulées jusqu'à fin novembre. Le communiqué de la Présidence précise : « *La mouvance Rajoelina n'adhère pas à une telle démarche provocatrice, ne la cautionne et ne la cautionnera pas* ». La situation reste donc plus que jamais bloquée. Une issue est difficilement envisageable alors que les oppositions et les provocations se multiplient entre les quatre mouvances signataires. Le KMDT [Comité de défense de la démocratie et de la Transition] et d'autres formations para-politiques appellent Andry Rajoelina à rejeter les accords de Maputo et à prendre les mesures appropriées à l'endroit des trois mouvances.

Les forces armées elles aussi, par l'intermédiaire du général Bruno Razafindrakoto, Commandant en chef de la Gendarmerie nationale, assisté par le Chef d'Etat major des forces armées, le général Ndriarijaona André, ont encore une fois proclamé qu'elles n'obéiront qu'à leur chef suprême, Andry Rajoelina. Le colonel responsable de la sécurité dans la région Analamanga avait déclaré la veille et l'avant veille qu'il ne tolérerait aucun trouble lorsque les délégations des trois mouvances rentreront au pays et qu'il prendra les dispositions pour faire régner l'ordre. L'aéroport d'Ivato, où les représentants des 3 mouvances doivent débarquer, a été sécurisé.

La répartition des ministères, selon Maputo III : le porte parole des 3 mouvances feint d'ignorer ce refus catégorique d'Andry Rajoelina et annonce que le gouvernement Mangalaza sera mis sur pied sous 48 heures, dès le retour de Maputo. Le Premier ministre

Eugène Mangalaza serait chargé de remettre leur décision au président de la Transition. Il aurait été décidé de la clé de répartition suivante : Commerce, Affaires Etrangères, Agriculture et Réforme Agraire, Enseignement Supérieur et Recherche, Décentralisation et Aménagement du Territoire ainsi que Transports pour la mouvance Ravalomanana. Finances et Budget, Energie, Santé Publique, Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies, Travaux Publics ainsi que Fonction Publique, Travail et Lois Sociales pour la mouvance Ratsiraka. Forces Armées, Enseignement technique et Professionnel, Jeunesse et Loisirs, Economie et Industrie, Elevage ainsi que Sports pour la mouvance Rajoelina. Et Environnement et Forêts, Education nationale, Mines et Hydrocarbures, Tourisme et Artisanat, Intérieur, ainsi que Pêche et Ressources Halieutiques pour la mouvance Zafy. Le mariage des 3 mouvances a accouché de la mouvance des « *neutres* » qui hérite de 7 ministères que sont la Population et les Affaires sociales, la Justice, l'Eau, la Culture et le Patrimoine, la Communication, la Gendarmerie et la Sécurité intérieure. On ignore le rapport de cette nouvelle appellation avec les « *autres sensibilités* » évoquées à Maputo I et II et à Addis-Abeba. Selon la proposition retenue, les ministres à la tête de ces départements devront être nommés par Andry Rajoelina à partir d'une liste de noms suggérée par les entités concernées par le secteur. Pour le cas de la Justice, il s'agit du Syndicat des magistrats de Madagascar. Pour le portefeuille de la Communication, sa désignation pourrait revenir à 4 journalistes et 4 personnes issues de chacune des 4 mouvances. Les 3 mouvances auraient également bouclé les dossiers des autres institutions. Chaque entité politique aurait remis les listes des membres du Congrès de la Transition, du Conseil supérieur de la transition ou encore le Comité National de Réconciliation, à l'exception de la Haute Cour de la Transition et de la CENI. Les résolutions adoptées incluent entre autre l'éclaircissement des attributions et des droits des membres du Conseil présidentiel de la Transition.

L'initiative des 3 mouvances vise à forcer la main de Rajoelina afin qu'il revienne à la table des négociations. Faute d'accord, les 3 mouvances veulent démontrer que le président de la Transition et sa mouvance sont responsables du blocage du processus.

L'élection présidentielle au plus tôt en décembre 2010, estime Jean-Eric Rakotoarisoa. Lors de sa prise de pouvoir, en avril, Andry Rajoelina s'était fixé comme objectif d'organiser ce scrutin en octobre 2010. Le constitutionnaliste a justifié son pronostic par la mésentente entre les quatre mouvances. Les travaux de préparation des élections, entre autres la création de la carte d'identité nationale biométrique, l'élaboration des listes électorales et de la loi électorale et la mise en place du bulletin unique, nécessitent plus de temps, a-t-il rappelé, affirmant que la préparation d'une nouvelle Constitution exige au moins 5 mois de travaux. Concernant la situation de blocage dans la constitution du gouvernement, M. Rakotoarisoa a conseillé aux quatre protagonistes d'attribuer les postes ministériels disputés à des techniciens. Ce point de vue est partagé par le syndicat des administrateurs civils

Polémique autour du déplacement d'Andry Rajoelina à Copenhague : le Sommet de délaissé par les dirigeants malgaches. Le président de la Transition n'a pas honoré l'invitation du Danemark pour le Sommet sur le changement climatique. Le pays sera représenté non par des décideurs mais des techniciens et experts issus des ministères et des institutions privées internationales. Jean de Dieu Maharante et Mamy Ratovomalala, respectivement ministre de l'Elevage et ministre des Mines et des hydrocarbures de HAT, ont soutenu la légitimité du déplacement du président de la Transition. Ils dénoncent l'initiative d'Emmanuel Rakotovahiny, de Fetison Andrianirina et d'Albert Zafy, qui auraient adressé un courrier aux autorités onusienne et danoise pour s'opposer à la participation d'Andry Rajoelina. L'objectif de cette initiative est de toute évidence de discréditer le chef de la délégation malgache, à l'image de la mésaventure qu'on lui a déjà

fait subir à New York, quelques mois plus tôt lors de la 64^è Assemblée générale des Nations Unies.

Le début du procès de Raharinaivo Andrianantoandro reporté au 2 février 2010. Le tribunal de première instance en a décidé ainsi après avoir constaté que les conditions pour la tenue de l'audience n'étaient pas réunies. L'agence de communication Doma Pub [du groupe Injet appartenant à Andry Rajoelina] s'est constituée partie civile avec l'État malgache dans cette affaire pour destruction des panneaux publicitaires. Le député, en liberté provisoire depuis le 20 novembre, devra s'expliquer sur sa participation à la manifestation organisée par les défenseurs de l'application des Accords de Maputo, le 11 septembre. Il est notamment accusé de dégradation de biens publics et d'atteinte à la sûreté de l'État, faits pour lesquels il a été placé sous mandat de dépôt à Antanimora le 15 septembre. Après avoir été victime de problèmes de santé, il a été hospitalisé le 23 octobre. Et, afin de revendiquer la libération des détenus politiques, ainsi que la mise en place du gouvernement d'union nationale, Raharinaivo Andrianantoandro a entamé le 15 octobre, une grève de la faim à laquelle il a mis fin le 25 novembre. Le meneur légaliste vient également de participer à l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP qui s'est réunie à Luanda du 30 novembre au 3 décembre.

9 décembre : Andry Rajoelina dénonce vigoureusement les résolutions adoptées par les 3 mouvances à Maputo et parle de « haute trahison ». Les délégations bloquées à Maputo par la décision d'interdire le trafic aérien entre le Mozambique et Madagascar.

Les 3 mouvances sans avion de retour. Attendues le 8 décembre en soirée, les trois mouvances n'ont pas pu rentrer de Maputo. Les médias ont annoncé dans la nuit que l'appareil d'Air Madagascar, affrété par la SADC, qui devait les prendre au Mozambique n'a pas reçu les autorisations de vol nécessaires. « *Comment vont-elles pouvoir rentrer au pays ?* », écrit Tribune. « *Serait-ce l'exil forcé pour les délégations qui ont participé à Maputo III ? Ou seront-elles accueillies ce jour par des mandats d'arrêt ?* ». On apprenait peu après que l'espace aérien malgache avait été interdit à tous vols provenant du Mozambique, et ce jusqu'au mois de mars 2010.

Violentes réactions de la mouvance Rajoelina suite aux déclarations des 3 mouvances à l'issue de leur sommet de Maputo. Alors que la signature et la présentation des résolutions de Maputo III venaient juste de s'achever, les textes relatifs à la déclaration conjointe et aux résolutions adoptées par les 3 mouvances ont été diffusés dans le pays par Internet. Aussitôt, les répliques de la mouvance Andry Rajoelina et de la présidence de la Transition ont fusé sur les stations radio et TV pour dénoncer vigoureusement « *la violation des accords de Maputo et d'Addis-Abeba* » par les signataires. Le terme de haute trahison a été proféré. Andry Rajoelina a dénoncé une volonté de l'éliminer et a affirmé qu'il s'agissait d'un coup d'État. Il a déclaré notamment : « *Je prendrai des mesures, je ne laisserai pas tomber la lutte populaire, je vais trouver des solutions. [...] Les trois autres [mouvances] doivent savoir qu'ils ont été reniés par le peuple. Et je suis conscient qu'avoir accepté de partager avec eux le pouvoir est contre la volonté du peuple. [...] Me qualifier de putschiste n'est pas fondé. Un putschiste renverse un pouvoir par les armes. Le 17 mars, c'est Ravalomanana qui a démissionné et qui a transféré le pouvoir. J'accepte que ce fût un changement anticonstitutionnel. Mais il y a plusieurs formes de coup d'État s'il faut le qualifier ainsi. Ce que Ravalomanana avait fait en 2002, était aussi un coup d'État électoral* ». Évoquant la rencontre des trois mouvances à Maputo, Alain Ramaroson a affirmé qu'Andry Rajoelina prend maintenant en charge le pays. « *Il fait son travail et il a les prérogatives d'un président de la République. Donc, il ne peut pas être convoqué comme un chef de mouvance quelconque pour aller à Maputo* ».

Interrogé par *TV Plus*, Eugène Mangalaza s'est exprimé avec prudence. Il n'ose pas, comme chef de gouvernement de consensus s'attachant à préserver ce titre et cette charge, évoquer le contenu des textes ni les décisions et résolutions prises à Maputo. Il appelle à l'apaisement et au sens des responsabilités de chacun.

Avec cet accord, « les trois mouvances ont exprimé leur volonté d'éliminer Andry Rajoelina de la tête de l'Etat », a estimé la Présidence de Transition dans un communiqué qui précise que l'accord « porte atteinte à la souveraineté nationale » et constitue un acte de « haute trahison ». En outre les signataires ont « violé » les principes de partage du pouvoir établis auparavant et mettent Andry Rajoelina « sur le même pied d'égalité » que les coprésidents. « La Présidence de la Transition prend acte de la volonté des trois mouvances de sortir de la Charte de la Transition et de son Acte Additionnel et prendra les dispositions qui s'imposent ».

Joaquim Chissano a qualifié l'issue de cette rencontre de « pas en avant ». « Maintenant, nous allons voir quels en sont les résultats », a déclaré à la presse l'ancien chef de l'Etat mozambicain après la signature des résolutions et accords par 3 chefs de mouvance.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA très préoccupé. Il s'est dit très « inquiet de l'impasse dans laquelle est plongée la formation du gouvernement d'unité nationale à Madagascar, ce qui pourrait compromettre les progrès réalisés jusqu'à présent pour mettre fin à la crise ».

Selon Reuters, les observateurs estiment que Rajoelina est de plus en plus isolé après avoir refusé l'invitation lancée par Chissano de participer à la réunion de Maputo.

Pour Sobika, « au vu de ce qui se passe, nous sommes partis pour arriver à des élections sans passer par la case Transition définie dans les accords de Maputo ».

« **Les Officiers réclament des militaires au gouvernement** », titre *Midi*. Les différents dirigeants des Forces armées auraient rencontré les représentants du Corps diplomatique résidant à Madagascar, tels que l'ambassadeur américain Niels Marquardt et l'ambassadeur français Jean-Marc Châtaigner, afin de présenter les résolutions prises au cours des réunions des officiers et sous-officiers qui se sont succédé ces derniers jours. La source évoquée par le quotidien aurait fait savoir que les Forces armées prévoient de prendre les ministères qui font l'objet de conflit entre les mouvances politiques. La mise en place d'un directoire militaire aurait également été évoquée et débattue au cours des réunions à huis clos des hauts responsables militaires.

Les trois mouvances acculent Andry Rajoelina. Les chefs de file demandent la mise en place des institutions de la Transition, tout en qualifiant son président de facteur de blocage. « Face au drame que vit la nation malgache, les chefs de file des mouvances présentes à Maputo décident de mettre en place immédiatement toutes les institutions de la Transition », lit-on dans les résolutions prises à l'issue de la réunion. Eugène Mangalaza devrait présenter dès son retour la liste des ministrables, établie selon la clé de répartition décidée à Maputo. Les 3 chefs de file demandent par ailleurs l'intervention de la communauté internationale pour « appliquer sensu stricto les Accords de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba [...] et prendre les mesures de redressement qui s'imposent ».

HCT : le CSM désigne ses trois représentants. Conformément à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) a désigné trois personnalités pour siéger à la Haute Cour de la Transition (HCT). On été nommés : Imbiky Anaclet, ancien ministre de la Justice, Florent Rakotoarisoa, ancien membre de la HCC et José William Rabe. Le CSM avait reçu 43 candidatures. La mise en place de la HCT devra encore attendre les

propositions émanant de la Présidence de la Transition, du Conseil Supérieur de la Transition, du Congrès, du Conseil National de Réconciliation et des mouvances politiques.

CES : la liste des représentants de la société civile est prête. En application des dispositions de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, les membres de la société civile ont finalisé la liste des 29 personnes qui vont représenter cette entité au sein du Conseil Economique et Social (CES). Elle sera complétée ultérieurement par les représentants du secteur privé, des partenariats politiques et sociaux et éventuellement des représentants des mouvances politiques. Sur ce dernier point, en dépit du fait que les autres membres du CES ne souhaitent pas l'intégration de représentants de la société politique, les membres de la société civile ont décidé d'attendre les résolutions de Maputo III, notamment la liste des représentants politiques, pour finaliser les composantes du CES. Les trois mouvances réunies à Maputo ont recommandé la désignation des membres du CES au plus tard le 14 décembre.

10 décembre : annonces et rumeurs sur fond de tension. Possible nomination d'un gouvernement mixte civil-militaire. Rumeur de mandat d'arrêt contre les dirigeants des 3 mouvances bloqués à Maputo. La France « regrette » les déclarations de Maputo III.

Le pont semble définitivement coupé entre le président de la Transition et les 3 mouvances. Les accords politiques signés par les mouvances politiques depuis le mois d'août ne tiennent plus qu'à un fil. *«Le cas échéant, il se peut qu'on remplace le Premier ministre Eugène Mangalaza, qui se montre partial»*, a laissé entendre Augustin Andriamananoro, ministre des Télécom. Depuis quelques jours, les discussions concernant l'opportunité de la nomination d'un Premier ministre militaire vont bon train. Un officier supérieur vient de donner du crédit à cette éventualité, confirmant la tenue de réunions des hauts responsables des Forces armées depuis la fin de la semaine. L'exécution du projet rendrait caducs tous les accords politiques signés par les 4 mouvances politiques depuis le mois d'août. Le limogeage d'Eugène Mangalaza symboliserait l'écroulement du processus consensuel et inclusif. *« Le geste des 3 anciens présidents pourrait avoir des impacts incalculables pour l'avenir»*, a déclaré Andry Rajoelina, laissant entendre que le contexte le pousse à réagir. Le président de la Transition a qualifié d' *«intolérable»* et de *«provocateur»* le geste des dirigeants des 3 mouvances, *« ils déshonorent le pays »*, a-t-il dit. En cause les résolutions prises à Maputo et la lettre signée par les co-présidents et Albert Zafy demandant des mesures contre son accueil au Sommet des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague. Face à la campagne médiatique du régime, les délégués des 3 mouvances, bloqués à Maputo, apportent leur version des faits. *«Il n'a jamais été question d'amender l'Acte additionnel, comme il n'a jamais été question de former un gouvernement»*, a rétorqué Ange Andrianarisoa, chef de délégation Ratsiraka. *«Nous avons fait un rappel sur le fonctionnement de l'Exécutif de la Transition. Joaquim Chissano nous a ensuite invités à poursuivre la répartition des portefeuilles ministériels»*, a-t-il ajouté. L'ancien président de l'Assemblée nationale soupçonne un acte prémédité derrière la manœuvre d'Andry Rajoelina. *«Il s'est préparé à ce qu'il fait en ce moment, bien avant le Sommet à Maputo»*, a-t-il suspecté. Andry Rajoelina a refusé de se prononcer sur l'existence de mandats d'arrêt contre les participants du Sommet de Maputo III qui devrait être une suite logique de ce qu'il dénonce comme un *«coup d'État»* et un acte de *« haute trahison »*.

Interdiction de survol de l'espace aérien et blocage des délégations à Maputo : l'Aviation Civile de Madagascar explique qu'elle n'a fait qu'appliquer les instructions du ministère des Transports qui a décrété l'interdiction de l'espace aérien malgache à tous les vols en provenance du Mozambique pour une durée de 3 mois. Les ambassadeurs Niels Marquardt des Etats-Unis, Moser Wolfgang d'Allemagne et Jean-Marc Châtaigner de France, ont été

reçus par Andry Rajoelina. Ils seraient intervenus pour faciliter le retour au pays des délégations des 3 mouvances (une trentaine de personnes). Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka, quant à eux, sont déjà rentrés à leur résidence d'exil, l'un à Johannesburg, l'autre à Paris. Interrogé au cours de sa conférence de presse sur les raisons du blocage du retour des délégations, Andry Rajoelina a esquivé en évoquant que la logistique de leur transport incombe à l'organisateur de ce sommet [le gouvernement mozambicain], et que les problématiques d'autorisation de vol relevaient du ministère des Transports.

Pour Sobika, « exiler toute une opposition serait se mettre à dos une bonne partie des grandes "familles" bourgeoises, industrielles et politiques de Madagascar et cela reviendrait à scier la branche sur laquelle on est assis ».

Annonces et rumeurs sur fond de tension. Une édition spéciale du JT de la TV nationale a fait état de la découverte à l'aéroport d'Ivato de 143 fusils Baïkal en pièces détachées, qui auraient été introduits clandestinement dans le pays à l'aide de faux noms d'expéditeur et de destinataire. Cette découverte a eu lieu le même jour où la Compagnie Madécasse a déposé une plainte suite à la disparition de 150 kg d'explosifs de carrière. Ces annonces ont lieu dans le même temps que les rumeurs se propageaient sur la préparation d'un gouvernement militaro-civil. On évoquait aussi beaucoup la préparation de mandats d'arrêt contre les acteurs de la déclaration de Maputo III.

La France encourage la tenue d'une réunion du GIC avec toutes les parties à Madagascar. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, la France regrette que les « résolutions » signées le 8 décembre par les trois chefs de file malgaches présents à Maputo s'écartent du cadre consensuel prévu par les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. « A ce titre, la France partage pleinement l'opinion exprimée le 7 décembre par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA qui a demandé aux parties malgaches "de trouver une solution à l'impasse actuelle dans le strict respect des Accords de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. [...] Dans ce contexte, la France encourage l'équipe de médiation internationale et particulièrement l'UA, à convoquer dans les meilleurs délais un GIC de haut niveau à Tananarive afin de lever les derniers blocages relatifs à la mise en œuvre des accords de Maputo et d'Addis-Abeba. La réunion de ce groupe répondra, par ailleurs, à la demande d'assistance internationale formulée par la déclaration des chefs de file à Maputo ».

Chronique de Vanf (L'Express) : inventer le miracle. « La seule légitimité sociale des hommes (et des femmes) politiques est d'inventer sans cesse des solutions, certainement pas de créer continuellement des problèmes au pays et à la population. La solution se trouve dans le consensus et l'inclusivité. Un gouvernement remanié par Andry Rajoelina, c'est de l'unilatéralisme. Un autre gouvernement formé sans la mouvance Rajoelina, c'est une autre forme d'unilatéralisme. [...] Autant, il était inopportun de remanier unilatéralement un gouvernement, que les partisans de la HAT se plaisent à dire issu de la « lutte populaire », autant il me semble irréaliste de former un gouvernement à 3, en excluant la 4^{ème} mouvance. [...] La tension actuelle est la victoire des extrémistes que compte chacune des 4 mouvances. [...] Il appartient aux modérés, que compte en nombre plus grand chacune des 4 mouvances, ainsi que les « autres sensibilités », d'inventer une solution. Faire que le GIC retrouve une crédibilité au-delà du solo maladroite de Joaquim Chissano à Maputo III, en associant enfin la COI qui se voit offrir une chance supplémentaire d'exister via un éminent représentant des îles. Faire que les 3 mouvances puissent revenir librement à Madagascar. Faire que la parole donnée, à 4 et uniquement à 4, soit scrupuleusement respectée. Inventer le miracle, en somme ».

11 décembre : en acceptant de signer un accord à Maputo, les opposants d'Andry Rajoelina sont tombés dans un piège. L'idée d'attribuer le poste de Premier ministre à la Grande muette fait son chemin, elle marquerait la fin du processus consensuel et inclusif pour la Transition.

Albert Zafy défie Andry Rajoelina : bloqué au Mozambique, il promet de réagir à l'attaque du président de la Transition contre les résolutions de Maputo III. « *Nous allons passer à l'action s'il [Andry Rajoelina] s'obstine à ne pas mettre en place les institutions* », a-t-il prévenu. « *On verra. S'il compte franchir le pas, nous allons réagir. Personne n'est propriétaire de Madagascar* », a-t-il soutenu avec virulence. « *Quoi qu'il arrive, nous reviendrons au pays* », a-t-il garanti très déterminé, « *malgré les rumeurs d'arrestation* ». L'ancien chef de l'État accuse le président de la Transition d'instrumentaliser les résolutions de la réunion de Maputo pour justifier sa position. « *Dans le texte final, il n'est jamais question de coup d'État. Que celui qui trouve quelque chose à redire sur le sujet se prononce* », a-t-il lancé. À l'allure où vont les choses, la tendance vers la reprise des négociations s'amenuise. Les deux camps, les trois mouvances d'un côté, celle de Rajoelina de l'autre, se rejettent la responsabilité de l'échec du processus consensuel et inclusif et donnent l'impression de se préparer à changer le fusil d'épaule.

Pour l'instant, les délégations des trois mouvances doivent d'abord faire face à un défi, celui de regagner la Grande Ile. Elles sont cantonnées à l'hôtel Afrin de la capitale mozambicaine. Tous les frais relatifs aux séjours des délégations bloquées à Maputo seraient pris en charge par le GIC et le gouvernement local. L'idée d'un retour sur place de Marc Ravalomanana est évoquée pour les aider à contourner la fermeture de l'espace aérien.

Une certaine effervescence commence à régner dans les régions en raison du contexte prévalant au pays. Les représentants des trois mouvances basés à Antsiranana et à Toliara se sont réunis pour débattre de l'attitude à adopter face au retard de la formation du gouvernement et au blocage du retour des délégations de Maputo. « *La décision de Andry Rajoelina est inacceptable. Nous condamnons énergiquement les dispositions prises par Andry Rajoelina et son équipe et nous appelons à leur démission parce qu'ils sont en train de provoquer la dislocation de la société et de la solidarité malgache* », a déclaré l'association Toliara Mijoro sur la station « *légaliste* » Fahazavana.

L'ancien sénateur Arema, membre du CRN, Robert Razaka, a imploré les autorités de fait qu'elles lèvent l'interdiction de retour. « *Ces délégations ont honoré l'invitation de personnalités officielles dont celle d'un chef d'Etat et président en exercice d'une nation amie qui veut aider Madagascar à résoudre des problèmes qui n'ont pu être résolus dans le pays* », dit-il.

Gouvernement militaro-civil : les Forces armées sont prêtes. L'idée d'attribuer le poste de Premier ministre à la Grande muette fait son chemin. « *Si l'objectif est de faire tourner la machine administrative, nous disposons de spécialistes pour cela* », a répondu le général Noël Rakotondrasana, ministre des Forces armées. Interrogés sur le sujet, le général André Ndriarijaona et le général Bruno Razafindrakoto, respectivement chef de l'état-major général de l'armée (Cemgam) et commandant de la Gendarmerie nationale, s'alignent sur la position du ministre. « *Tôt ou tard, nous serions impliqués dans la gestion de la crise politique actuelle* », a seulement nuancé le commandant de la Gendarmerie. Des observateurs s'étonnent de l'attitude des hauts gradés. « *Ce n'est pas normal. Cela pourrait réveiller les vellétés de cassure au sein des Forces armées. Il ne faut pas oublier que, malgré tout, il existe encore une partie silencieuse qui souhaite la vraie neutralité au sein de l'armée. Qu'on le veuille ou non, il existe également une partie qui penche du côté des trois mouvances* », ont-ils fait observer. La nomination d'un nouveau chef du gouvernement constituerait la fin du processus consensuel et inclusif pour la Transition et le retour à l'unilatéralisme. Eugène Mangalaza, Premier ministre du gouvernement d'union, reste la seule autorité à avoir obtenu le consensus des quatre mouvances politiques.

Protestation de l'Alliance des OSC contre la rétention des 3 mouvances à Maputo. A la veille de la célébration du 61ème anniversaire de la DUDH, l'Alliance des Organisations de la Société Civile (AOSC) qui adhère aux accords de Maputo et d'Addis-Abeba, a profité de la cérémonie organisée par le Système des Nations Unies à l'hôtel Panorama pour manifester silencieusement avec un bandeau sur la bouche et une croix blanche à la main. Ses représentants entendaient protester contre l'interdiction d'entrée sur le territoire malgache des délégations des 3 mouvances qui ont participé à la rencontre de Maputo III. Dans un communiqué, elles font référence aux articles de la DUDH qui, d'après elle, ont été violés par le pouvoir.

Les dirigeants de l'AOSC qualifient les résolutions de Maputo III d'unilatéralistes, en cas d'application sans concertation avec la mouvance Rajoelina.

Ruffin Rakotomaharo, président de l'Ordre des Journalistes Malgaches, interpelle la communauté internationale sur le blocage des délégations malgaches à Maputo. 4 journalistes qui ont couvert la rencontre se trouvent également bloqués. Il réclame leur rapatriement et dénonce non seulement l'entrave aux libertés de circulation et aux libertés de pensées et d'opinion mais aussi l'entrave au devoir du journaliste d'informer et le droit du public à être informé.

Manorohanta Cécile : « *L'Administration fonctionne* ». La vice-Premier ministre du gouvernement sortant de Monja Roindefo a fait comprendre que l'Administration fonctionne malgré les soubresauts politiques. Quoi qu'il arrive, selon elle, l'organisation d'élections remettra le pays dans l'ordre constitutionnel dans les plus brefs délais.

Andry Rajoelina se défend devant les ambassadeurs. Il a rencontré les ambassadeurs de Russie, d'Allemagne, des États-Unis, de France, de Libye, d'Afrique du Sud, la chargée d'affaires de l'UE et le coordonnateur du Système des Nations Unies. Le président de la Transition a rejeté la responsabilité de la situation actuelle sur les 3 mouvances qui se sont réunies à Maputo. Il accuse ces dernières de «*mauvaise foi*». À ses yeux, les 3 anciens présidents veulent «*induire en erreur la communauté internationale et le peuple malgache*». Il les accuse de vouloir usurper son titre ou encore de réviser d'une manière «*unilatérale*» le fonctionnement du conseil présidentiel.

Forte implication de la communauté internationale. Il semble que la communauté internationale ne baisse pas les bras et essaient de renouer le dialogue entre les mouvances. Joaquim Chissano, s'est déclaré encore disponible pour mener de nouvelles discussions entre les mouvances dans le but de trouver une solution. « *Il y a encore des choses qui doivent être discutées et ce n'est que la position de ceux qui étaient à Maputo... c'est pourquoi nous étions prêts à aller à Madagascar et en discuter avec [Rajoelina]* », a-t-il notamment avancé au téléphone. Il est donc plus qu'envisageable que Joaquim Chissano revienne. Certaines sources avancent les rôles que jouent dans cette médiation l'ambassadeur de France et son homologue américain. Le GIC pourrait se réunir à nouveau à Antananarivo le 17 décembre. En attendant, il a tenu à exprimer sa profonde inquiétude suite aux reports constants dans la formation d'un gouvernement

12 décembre : Andry Rajoelina et sa mouvance occupent seuls le terrain et préparent la mise en place d'un gouvernement unilatéral. L'Alliance des OSC ne s'opposerait pas par principe à la participation de l'armée à un gouvernement de consensus. Réunion du GIC le 17 décembre à Antananarivo.

Andry Rajoelina coupe les ponts avec les 3 mouvances. Il parachève quatre jours de campagne intensive pour torpiller le processus consensuel et inclusif de la Transition. Le retour à l'unilatéralisme devient chaque jour plus marqué. *«Il devient impossible et il n'est plus envisageable de collaborer [avec les trois mouvances]»,* a soutenu Andry Rajoelina. *«Si l'on tient compte de l'aspiration populaire, elle n'en veut plus. Si c'est ce qu'elle souhaite, nous allons le faire. J'ai saisi le message»,* a-t-il ajouté à propos de la cohabitation. *«Nous allons décider de ce qui est bien pour le peuple. Je sais que vous ne voulez plus entendre parler de mouvances»,* a-t-il soutenu. Comme en septembre, Andry Rajoelina annonce vouloir consulter des groupements représentatifs, avant de relancer son tandem avec l'ancien Premier ministre Monja Roindefo. Il s'est préparé à mettre en œuvre ses nouvelles orientations en rencontrant les hauts gradés, les ministres de l'ancien gouvernement Roindefo ainsi que les membres de la HAT. En l'absence des ténors des trois mouvances, qui se sont fait piégés par le gouvernement et sont toujours bloqués à Maputo, Andry Rajoelina et sa mouvance occupent seuls le terrain et préparent la mise en place d'un gouvernement unilatéral qui pourrait associer l'armée. *Midi* avance le nom du général Mounibou Ismaël comme autre possible premier ministrable. L'ancien chef d'Etat-major général de l'Armée (CEMGAM) de Didier Ratsiraka, à la retraite, reste très écouté. Qui plus est, la règle non écrite qui veut qu'un Côtier soit à la Primature lorsque le président est Merina, serait respectée.

En mission d'inauguration dans la région Haute Matsiratra, Andry Rajoelina a discrètement fait passer le message qu'il ne s'opposait plus au retour des délégations bloquées à Maputo, mais qu'il refusait que la possible tenue d'une réunion du GIC à Antananarivo se fasse en présence de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka, et qu'il n'entendait plus faire de concession sur les postes ministériels. Il a déclaré : *« s'ils ne sont pas satisfaits de ce qu'on leur donne, qu'ils rentrent et restent à Paris, en Afrique du Sud et à la Villa Elisabeth [résidence officielle de l'ancien président Zafy à Antananarivo] »*. Selon certaines sources, le retour des délégations pourrait intervenir rapidement, via Johannesburg.

Andry Rajoelina : prime de 15% pour les forces de l'ordre. Lors de son déplacement à Fianarantsoa, le président de la Transition a promis aux Forces armées que les primes mensuelles de 15% du salaire de base seront versées à partir de la semaine prochaine.

L'Alliance des OSC ne s'opposerait pas par principe à la participation de l'armée à un gouvernement de consensus. Face aux diverses propositions ou souhaits exprimés pour que les militaires soient associés au gouvernement de consensus et d'union nationale, ou que l'éventuel prochain Premier ministre soit un militaire, la société civile indique qu'elle n'y est pas opposée, dans la mesure où les quatre chefs de file le proposent et l'admettent.

La communauté internationale appelle au calme et au consensus. Les représentants à Madagascar du GIC ont encouragé les dirigeants politiques malgaches à chercher une résolution de crise consensuelle et à éviter les provocations. *« Nous encourageons tous les dirigeants politiques de Madagascar à contribuer activement et de bonne foi à la résolution des difficultés existantes, et à s'abstenir de toute rhétorique ou intimidation provocatrices »,* dit le GIC-Madagascar dans un communiqué. *« Tout acte unilatéral, d'où qu'il vienne, ne ferait qu'isoler Madagascar davantage (sur le plan international) »,* assure le communiqué dans lequel les diplomates font état de leur *« profonde inquiétude »*.

Réunion du GIC le 17 décembre à Antananarivo. La communauté internationale va intervenir à nouveau face au blocage du processus de la Transition et la tension croissante entre le camp Rajoelina et les mouvances des trois anciens présidents. On s'attend à une réunion de haut niveau, comme l'avait souhaité la France, par le biais de la déclaration du porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, le 9 décembre. La question est posée

de savoir si les anciens présidents auront pu rentrer à Madagascar et si Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana seront autorisés à y participer. Zafy Albert conditionne sa participation à celle des deux anciens présidents.

Maurice demande le respect de la Charte de Transition. Cette intervention fait suite à l'inquiétude grandissante des opérateurs économiques mauriciens dans la Grande Ile. « *Nous surveillons de très près la situation politique et économique. L'enjeu économique est grand* », a insisté le ministre des Affaires étrangères mauricien, Arvin Boolell, dans la mesure où les grandes puissances économiques menacent de prendre des sanctions.

Les Américains mettent en garde. Le Département d'État américain a exhorté les dirigeants à « *prendre des mesures concrètes en vue de rétablir un gouvernement démocratique constitutionnel et la primauté du droit* ». Il fait savoir que l'absence d'initiative allant dans ce sens avant le 15 décembre menace l'admissibilité de Madagascar à l'AGOA. Roland Ratsiraka a écrit à Barack Obama pour que Madagascar ne soit pas sanctionné.

13 & 14 décembre : 22 membres des 3 mouvances frappés d'interdiction d'entrée à Madagascar. Leur retour pourrait faire l'objet de négociations avant la tenue de la réunion du GIC « de haut niveau » du 17 décembre à Antananarivo.

Les délégués des 3 mouvances tentent de rentrer à Madagascar via l'Afrique du Sud et sont refoulés à l'embarquement sur un vol régulier d'Air Madagascar, après 8 heures d'attente. « *Nous avons été refoulés à la porte d'embarquement* », a raconté de Johannesburg Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès. « *Ils nous ont dit que les autorités malgaches avaient adressé des recommandations en ce sens pour préserver notre sécurité* ». Interrogé à ce sujet, le ministre de la Sécurité intérieure a confirmé avoir donné des consignes. « *C'est mon devoir de garantir la sécurité intérieure du pays* », a-t-il dit. La dernière rencontre de Maputo « *a frustré la majorité de la population, alors tant que la situation n'est pas calmée, ce n'est pas dans leur intérêt ni dans celui du pays qu'ils reviennent* », a assuré le ministre. « *C'est un acte purement administratif et il n'est que temporaire. Nous le lèverons une fois que la situation se sera décantée* », a-t-il expliqué.

Le gouvernement a publié une liste de 25 personnes frappées d'interdiction d'entrée sur le territoire malgache². Les 5 journalistes, les gardes du corps des chefs d'institutions et 3 membres de la mouvance Ravalomanana ne sont pas frappés par cette mesure mais ont décidé de rester avec les délégations, par solidarité. Andry Rajoelina a dépêché des éléments de la gendarmerie à l'aéroport d'Ivato pour dissuader les partisans des 3 mouvances à accueillir leurs délégués. Une certaine tension était observable à proximité de l'aéroport.

Le gouvernement mozambicain, les ambassadeurs d'Afrique du Sud, d'Allemagne et des Etats Unis sont intervenus pour tenter de faire rentrer les délégations. Elles ont ensuite rallié Pretoria, où elles sont logées, et seraient prises en charge par le gouvernement sud-africain. Les chefs de file ont pu s'entretenir avec Joachim Chissano. La veille, les représentants du GIC avaient appelé les dirigeants malgaches à chercher une résolution de crise consensuelle et à éviter les provocations. Tabera Andriamanantsoa, membre de la délégation de la mouvance Zafy, a déclaré son intention de saisir le Tribunal Pénal International suite à l'interdiction d'entrée des 3 mouvances sur le territoire national.

Le retour des délégations ferait l'objet d'une négociation avec la mouvance Rajoelina. Il serait conditionné à l'acceptation de certaines exigences. La réunion du GIC, prévue le 17 décembre à Antananarivo, ne pourrait pas avoir lieu si les mouvances ne sont pas de retour.

² A noter que dans la liste des 25 interdits de territoire figurent 3 personnalités qui n'ont pas quitté le pays. Le ministre de la Sécurité intérieure a rectifié son erreur, ce qui porte à 22 le nombre des « exilés »

Mesure d'interdiction : l'ambassade de France fait pression. Elle « *forme le vœu pressant que cette mesure d'interdiction d'entrée sur le sol malgache soit levée dans les meilleurs délais* ». L'ambassade appelle toutes les parties à « *s'abstenir de toute mesure contraire à l'esprit de dialogue et de réconciliation nationale, nécessaire à la mise en œuvre de bonne foi des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, dans le respect du cadre consensuel et inclusif prévu par ces Accords* ». Elle souhaite que « *toutes les conditions soient rapidement réunies pour permettre à la prochaine réunion du GIC au niveau de contribuer utilement au déblocage de la situation* ».

Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial du président de la Transition a rejoint Paris. Selon certaines indiscretions, il aurait rendez-vous avec les autorités françaises, y compris à l'Élysée.

The Time s'interroge sur l'attitude de Didier Ratsiraka : « *Dans cette aventure, des interrogations se posent sur le jeu de certains protagonistes. Notamment sur le rôle de Didier Ratsiraka. L'ancien président reste en effet un des soutiens de Tgv depuis le début de la crise. A Maputo III, il l'a une fois de plus montré en cédant au profit du jeune putschiste les ministères de l'Economie et des Affaires sociales. En tout cas, contrairement à Zafy Albert qui n'hésite pas à remonter les bretelles du président autoproclamé, Didier Ratsiraka n'a jamais désavoué les agissements de son protégé. Pour beaucoup, la mésaventure actuelle des chefs de mouvances et des membres de leurs délégations en Afrique australe a été concertée à « Malmaison » (Ndlr : nom de l'endroit où Ratsiraka et Tgv, avec la bénédiction des français, ont scellé des accords secrets sur le dos des deux autres mouvances). Pour d'autres, il s'agit tout simplement d'une revanche de Didier Ratsiraka sur le camp Ravalomanana qui l'a obligé à un exil doré en France pendant sept ans* ».

Appel à la vigilance du CCOC. Le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes « *appelle à la vigilance face au risque d'affrontement* » entre malgaches. Par ailleurs, il appelle l'armée à se ranger du côté du peuple et à assurer la sécurité des délégations ayant participé à Maputo III à leur retour au pays.

15 décembre : alors que les 3 mouvances sont toujours bloquées en Afrique du sud, Andry Rajoelina est incité à poursuivre unilatéralement la mise en place du régime transitoire.

Les initiatives pour la levée de l'interdiction de territoire des délégués des 3 mouvances se multiplient. Les familles des « *interdits de territoire* » ont publié un communiqué dans lequel elles exigent « *leur retour immédiat et en toute sécurité dans leur patrie et au sein de leurs familles respectives* ». Le texte fait référence aux articles 9 et 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. « *Cette interdiction de territoire dans leur propre pays est une entrave aux droits fondamentaux de chaque individu* ».

La légalité de la décision d'interdiction de territoire contestée. Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès et les membres des délégations bloqués en Afrique du Sud attaquent la décision du gouvernement. Ils accusent nommément Organès Rakotomihantarizaka, ministre de la Sécurité intérieure, de vouloir s'incruster au pouvoir en agissant ainsi. « *La note et non pas un arrêté d'un ministre sortant, présente trop d'incohérences pour tenir debout* », ont-ils fustigé. Ils trouvent notamment anormale la décision d'interdiction « *qui frappe des chefs d'institution de même rang qu'Andry Rajoelina* ».

Fetison Rakoto-Andrianirina : la décision de nous bloquer à l'extérieur est une faute diplomatique. Il déclare à Midi : « *c'est une faute diplomatique d'avoir pris la décision unilatérale de fermeture de l'espace aérien avec le Mozambique. C'est véritablement une offense vis-à-vis du*

Président Guebuza, du Président Chissano et du Peuple mozambicain qui ont bien voulu héberger cette réunion». Selon certaines sources, la SADC envisagerait de suspendre pour une période indéterminée l'autorisation accordée à Air Madagascar de survoler son espace aérien.

Commentant le fait que c'est la France qui a initié la réunion du GIC du 17 décembre, Rakoto Andrianirina déclare : « La France appuie notre retour pour qu'on puisse assister à cette réunion à laquelle sont conviés les chefs de file, dont le Président Ravalomanana. Si le blocage s'en trouve résolu, la gloire reviendra à la France, notre ancienne mère patrie. C'est tant mieux pour tout le monde ». A propos de la présence effective de Marc Ravalomanana à la réunion d'Antananarivo, il s'est contenté de dire : « Il est impératif d'abord de voir si sa sécurité sera effectivement assurée ».

La réunion de « très haut niveau » du GIC du 17 décembre confirmée. La quatrième réunion se teindra à l'hôtel Carlton d'Antananarivo. L'invitation a été adressée aux chefs de file des mouvances par Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et la sécurité de l'UA. *[Curieusement, l'invitation personnelle adressée à tous les chefs de mouvances semble ignorer que trois d'entre eux sont interdits d'entrée sur le territoire de Madagascar].* La tâche s'avère particulièrement délicate compte tenu du contexte politique hostile. Pour preuve, la tentative avortée de Joaquim Chissano, chef de l'équipe conjointe de médiation, parti en Afrique du Sud rencontrer les exilés, de joindre Andry Rajoelina au téléphone.

Andry Rajoelina incité à poursuivre unilatéralement la mise en place du régime transitoire. *Midi s'inquiète des propos tenus par quelques politiciens pro-Rajoelina, dénommés la « bande des cinq », sur les ondes de la radio nationale. Ces derniers estiment que « Ravalomanana a été déclaré persona non grata et qu'en conséquence, il ne peut pas entrer au pays ». Ils concèdent néanmoins que « l'amiral peut rentrer au pays à condition qu'il ne foment pas des troubles car, de toute façon, Ratsiraka est... à deux pas de la mort ». D'après le quotidien, la « bande des cinq » a demandé à Andry Rajoelina de ne pas fléchir devant le GIC et les trois mouvances, mais « de mettre en place les institutions de la Transition dont le gouvernement. Et ce, sans les trois mouvances ». Elle a également appelé le président de la Transition à « ne pas céder aux chantages et menaces de la communauté internationale en général et des bailleurs de fonds en particulier car en un an de crise, par exemple, les fonctionnaires ont toujours été payés, un Etat n'étant jamais, par ailleurs, en banqueroute ». Elle est enfin allée jusqu'à accuser le GIC-Madagascar d'avoir touché de l'argent de Marc Ravalomanana. Midi rapporte que ce n'est sans doute pas un hasard du calendrier si les 5 politiciens sont montés au créneau pour demander à Andry Rajoelina de diriger unilatéralement le régime transitoire et de convoquer un référendum qui consiste à demander aux électeurs s'ils veulent de lui comme président de la Transition. « Reste à savoir, conclut le quotidien, si la communauté internationale va cautionner pareille consultation populaire ».*

Le SEFAFI propose un référendum qui pourra être organisé après la saison des pluies ; il donnera aux citoyens de choisir entre les schémas de sortie de crise proposés par les deux pôles qui s'affrontent. *[cf. <http://justmad.canalblog.com/> Articles remarqués : Sortir de l'impasse]*

Le bâtonnier Hery Rakotomanana revendique la libération de Me Noro Rabemananjara qui s'est chargée de la défense de Manandafy Rakotonirina. L'avocate est encore détenue à Antanimora alors que son client a recouvré la liberté depuis plusieurs semaines. Une situation anormale, d'après le bâtonnier qui souligne l'existence d'un traitement inégal entre les détenus politiques de 2009. « Sur les personnes détenues pour les mêmes raisons durant cette crise, il y en a qui sortent, et d'autres qui restent en prison » déplore Rakotomanana Hery. Ainsi, au nom de l'Ordre des avocats, le bâtonnier somme l'Etat de libérer maître Noro Rabemananjara avant que l'Ordre ne prenne des mesures. « Si l'Etat joue la sourde oreille, la revendication peut se radicaliser » a-t-il menacé.

16 décembre : Situation bloquée pour les « exilés » en terre africaine. Des officiers tiennent une conférence de presse pour exiger le retour des mouvances et échappent à une arrestation de la FIS. Réunion du GIC à Antananarivo reportée en début d'année.

Intense activité diplomatique pour débloquer la situation des « exilés » en terre africaine. Ramtane Lamamra, commissaire à la Paix et à la sécurité de l'UA a indiqué : « *Des consultations sont en cours auprès du gouvernement et du président de la Transition* », faisant état de la participation de l'UA, de l'UE, de la France et des Etats-Unis. Sur le terrain, les délégués des trois mouvances confirment l'absence d'évolution de la situation. « *Pour l'instant, nous n'avons pas de nouvelles concernant notre retour* », a confié Ange Andrianarisoa, chef de délégation de la mouvance Ratsiraka.

La ministre de la Justice Christine Razanamahasoa : « *Aucun mandat d'arrêt contre les trois mouvances* ». Cette déclaration est intervenue après que des informations en provenance de Morondava aient fait état de la présence de militaires armés en faction à l'aéroport de la localité.

La réunion du GIC des 17 et 18 décembre reportée en début d'année. Une source du ministère des Affaires étrangères indique « *Le GIC a demandé à l'Etat malgache de prendre des dispositions pour l'organisation de cette réunion, mais le gouvernement estime que le moment est inopportun. Une trêve politique est préférable pour permettre à la population de passer les fêtes de fin d'année dans la sérénité, après la tension créée par les résolutions de Maputo III* ». De son côté, un conseiller de l'ambassade de France avait laissé entendre que la réunion n'aurait pas lieu « *si les membres des délégations des 3 mouvances ne sont pas de retour* ». Alain Joyandet, secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie, avait prévu de faire le déplacement. « *Les consultations entreprises par l'UA avec d'autres parties malgaches et des membres du GIC ont mis en évidence la nécessité de permettre le retour à Madagascar des personnalités* » ayant pris part aux dernières négociations de Maputo, explique un communiqué de l'UA. « *Nous sommes très préoccupés par la situation à Madagascar* » a commenté l'ambassadeur de France à Madagascar, Jean Marc Châtaigner.

Andry Rajoelina et ses collaborateurs affichent depuis quelques jours une ferme volonté de mettre fin à la Transition «consensuelle » et « inclusive ». Ils veulent aller aux élections sans être obligés de « *cohabiter* » avec les trois autres mouvances. L'équipe de la HAT penche de plus en plus vers la fin du processus de mise en œuvre des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Le président de la Transition serait déjà en quête d'un nouveau Premier ministre qui ne sera plus « *de consensus* ».

9 officiers se présentant comme les porte-parole de l'armée ont tenu une conférence de presse au Carlton. Ils sont issus des 9^{ème} et 10^{ème} promotions de l'Académie militaire. Un appel a été lancé aux hommes politiques pour qu'ils reprennent les négociations, et à l'armée pour qu'elle préserve sa neutralité. Les officiers se sont prononcés en faveur de la levée sans condition des sanctions qui frappent les 3 mouvances. Ils ont enfin appelé la population à l'apaisement. Cette conférence de presse intervient près d'un mois après celle qu'avaient tenu 9 autres colonels au Palais d'Ambohitsorohitra. Ceux-ci avaient déclaré alors que « *d'après les lois régaliennes, les ministères de souveraineté devaient revenir à la mouvance présidentielle, c'est-à-dire à la mouvance Rajoelina* ». Reste à savoir, indique Midi, si ces officiers ont obtenu l'autorisation du CEMGAM, le général Ndriarijaona André. Une autorisation nécessaire pour éviter des sanctions.

Tentative d'arrestation des 9 officiers ? Juste après cette déclaration, les lieutenants-colonels Charles Andrianasoavina et Lylison René se sont rendus au Carlton, avec un groupe de la FIS en civil. L'objet de leur visite sur les lieux n'a pas été révélé mais les commentaires les accusent d'avoir voulu intimider, voire d'avoir tenté de surprendre sur place le groupe des 9 afin de les arrêter. Ils ont fouillé l'établissement et ont confisqué le communiqué de presse rédigé par les colonels. Un représentant du CEMGAM se serait rendu sur place pour s'interposer et tenter de régler le différend. Les 9 officiers ont trouvé refuge dans un centre de loisir de la capitale, où ils ont été repérés. Ils ont pu rejoindre leur domicile mais ils sont convoqués à l'Etat-major pour s'expliquer.

Le chef d'état-major général de l'armée défend bec et ongles la neutralité de l'armée face à une conjoncture politique difficile. Dans une interview à *L'Express*, il s'explique sur les prises de position partisans qui s'expriment au sein de l'armée : « *Cela fait onze mois que le pays traverse une crise. Il ne faut pas oublier que les militaires sont des citoyens comme les autres. Il est possible que certains n'arrivent plus à se contenir, au point de passer outre le devoir de réserve qu'impose le port de l'uniforme. [...] Cela relève de l'indiscipline. [...] Il y a quelque part une réelle partialité, ou alors une volonté de trouver une solution à la crise* ». Le CEMGAM réaffirme que l'armée n'est pas divisée : « *Pour l'instant, il n'y a pas de menace. Les crises de 1991 et de 2002 ont laissé des séquelles dont les Forces armées ont beaucoup souffert. [...] Depuis les événements du Capsat, nous avons été étiquetés pro-Rajoelina. Mais c'est faux. Je n'ai pas connu Andry Rajoelina avant cet épisode. Si je me suis insurgé, c'est parce que j'étais contre les fusillades, parce que je n'acceptais pas que l'on tire sur mes compatriotes* ». S'agissant des rumeurs de nomination d'un Premier ministre militaire, il déclare : « *si cela était nécessaire, les Forces armées disposent des compétences pour assumer cette responsabilité. [...] Nous sommes le dernier rempart. [...] L'Armée n'est pas un instrument. Il arrive que des hommes politiques nous sollicitent pour des actions qui n'ont rien à voir avec notre rôle, mais j'ai toujours dit non* ». Noël Rakotonandrasana n'est pourtant pas réellement partant pour une éventuelle prise de pouvoir par l'armée, au sein d'un directoire militaire.

Association des détenus politiques de 2002 : l'Adpm ambitionne de mettre en place un bureau dans chaque région. Une première rencontre a eu lieu à Toamasina, région la plus frappée par les arrestations. *La Vérité* indique que sur 760 détenus politiques de 2002, 402 seraient originaires de cette partie Est de l'île, en raison du soutien apporté à l'ancien président Ratsiraka originaire de la région. Le président de l'Adpm a souligné que « *la réconciliation nationale devrait s'effectuer afin de mettre un terme à toutes controverses entre toutes les tendances politiques dans le pays et l'idée d'indemniser les victimes et détenus politiques de 2002 pourrait arranger définitivement la situation* ».

AGOA : Les Etats-Unis accordent un sursis d'une semaine à Madagascar pour constituer un gouvernement d'union nationale, consensuel et inclusif et pour donner un calendrier électoral clair. La liste définitive des pays éligibles sera publiée avant le 31 décembre. Le Congrès américain a déjà voté l'annulation de l'éligibilité de Madagascar. Au cas où le président Obama confirmerait le vote du Congrès, Madagascar devrait attendre décembre 2010 pour espérer être à nouveau éligible.

17 décembre : Andry Rajoelina officialise la fin du processus de cohabitation et annonce des élections pour une Assemblée constituante le 20 mars 2010. Les ministres de la HAT restent en fonction. Retour possible des 3 mouvances au pays avant Noël.

Andry Rajoelina tente de reprendre la main en convoquant des élections législatives le 20 mars 2010. « Aujourd'hui c'est le peuple qui doit décider. Aussi ai-je décidé d'organiser des élections législatives en date du 20 mars », sur financements propres à l'Etat a-t-il déclaré, avant d'ajouter que la nouvelle Assemblée devrait désigner un nouveau Premier ministre et, surtout, « voter la Constitution et nous mener vers la 4e République ». Cette décision découle, selon le président de la HAT, du fait qu'il serait « impossible de travailler en cohabitation avec les trois autres mouvances pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale ». Pour Jeune Afrique, « La décision de Rajoelina paraît pourtant davantage motivée par la volonté de reprendre la main que par la "mésentente" avec l'opposition, qui n'est pas nouvelle. L'homme n'a en effet jamais été autant isolé depuis que son bras de fer a commencé, en décembre 2008, avec l'ancien président Marc Ravalomanana. Dans son fief d'Antananarivo, sa cote de popularité est aujourd'hui au plus bas. Il a même perdu de précieux soutiens, notamment dans la nouvelle génération d'hommes politiques malgaches comme Roland Ratsiraka, neveu de l'ancien président, qui ne revendique plus son titre de vice-président de la HAT. Ravalomanana et Ratsiraka, les deux ennemis jurés, se sont même rapprochés depuis les négociations d'Addis-Abeba. [...] Rajoelina n'a pas évoqué dans son discours une quelconque élection présidentielle, qui est pourtant le but ultime que s'est fixé la médiation internationale. "Ce qu'on demande aujourd'hui à la communauté internationale, ajoute Rajoelina, c'est de ne pas trop rentrer dans les affaires de l'Etat malgache, les problèmes de ce pays ne se résoudre qu'à travers l'élection législative". Des propos qui confirment que Rajoelina tourne le dos aux efforts de médiation entrepris jusqu'à présent. "Je ne pense pas que [la tenue de législatives] soit la bonne solution", a déclaré Ange Andrianarisoa, chef de la délégation Ratsiraka. Pour lui, la priorité consiste d'abord à être autorisé à "rentrer à Madagascar". [...] Or que vaudrait une législative sans candidats de l'opposition ? »

Pas de nomination d'un nouveau Premier ministre avant les législatives du 20 mars. Andry Rajoelina ne met pas fin aux fonctions toutes théoriques d'Eugène Mangalaza, toujours dépourvu d'une équipe gouvernementale et en exil forcé en Afrique du Sud, mais il officialise la fin de la cohabitation avec les trois mouvances. Le président de la Transition s'engage à tenir une « conférence nationale » préalable à la mise en chantier de la nouvelle Loi fondamentale par l'Assemblée constituante. Il promet des élections libres et transparentes et annonce la mise en place de la CENI qui les organisera. Les élus auront un mandat de 5 ans. Avant la nomination d'un nouveau Premier ministre issu de la majorité qui se sera dégagée à l'Assemblée constituante, l'équipe gouvernementale actuelle continuera à faire tourner la machine administrative. Il ne signera aucun contrat avec l'international ou qui puisse engager la Nation. Avec cette annonce, le régime de Transition remet en cause les accords conclus depuis août 2009. Il n'a pourtant pas précisé s'il irait jusqu'à renier les clauses relatives à l'amnistie et les réparations à la suite des crises de 2001 et de 2009, remarque L'Express, qui poursuit : « Andry Rajoelina engage une épreuve de force avec les mouvances des trois anciens présidents en décidant de couper d'une manière définitive les ponts avec eux. Il utilise l'arme électorale afin de briser l'alliance objective née entre les 3 mouvances politiques en proposant les législatives à leurs membres pendant la saison des pluies ». Il « essaie déjà de mettre sous l'éteignoir les trois mouvances en exigeant un engagement de la part de leurs délégués, bloqués en Afrique du Sud, « de ne pas provoquer de troubles » comme condition à un retour au pays ».

Quelques points à clarifier listés par Le Courrier : comment seront désignés les membres de la future CENI si l'on veut qu'elle soit réellement indépendante ? Quel est le code électoral qui va s'appliquer pour ne pas subir de contestations ? Quelles règles de financement des partis pour éviter notamment l'achat des votes ? Beaucoup de partis ayant leur projet de code électoral en poche, qui va décider du choix ? Sur quelle base de recensement va-t-on bâtir les listes électorales ? L'appel d'offres pour la fourniture et la production de cartes d'identité nationale biométriques a-t-il encore sa raison d'être compte tenu des délais

impartis ? Quel sera le rôle du ministère de l'Intérieur par rapport à cette CENI ? Comment va-t-on traiter ceux qui ont été condamnés politiquement depuis les événements de 2002 ? Les membres du gouvernement « *de facto* » seront-ils tenus de ne pas se présenter à ces élections ou bien doivent-ils démissionner dès maintenant ?

Selon Tribune, Andry Rajoelina a abordé très rapidement les conséquences économiques et sociales de ses décisions. Le président a retourné à sa manière la question en présentant les sanctions comme relevant d'un chantage politique aussi bien du gouvernement américain que de l'UE. Or, explique-t-il, ce n'est pas l'Etat qui est sanctionné car il n'a pas besoin d'aide mais plutôt la population. Andry Rajoelina invoque même des saisines qui peuvent être faites contre les Etats qui ne prêtent pas assistance aux peuples qui sont dans le besoin ou qui ont besoin d'aides et qui ont droit à être protégés car ils sont très vulnérables.

Dans son intervention TV, Andry Rajoelina a déclaré qu'il ne recherchait pas une place, ni le pouvoir et qu'il n'a pas touché de salaire depuis qu'il n'est plus maire de la capitale.

Pretoria : Marc Ravalomanana rencontre les exilés politiques. L'ancien président de la République en exil en Afrique du Sud s'est montré solidaire des membres des délégations des 3 mouvances qui se sont rencontrés à Maputo et sont interdits d'entrée sur le territoire malgache. Profitant de la Journée sud-africaine de la Réconciliation, célébrée chaque année depuis l'abolition de l'apartheid, Marc Ravalomanana a lancé un appel à la solidarité. « *Nous en avons besoin* », a-t-il déclaré.

La France regrette l'attitude des autorités malgaches vis à vis des délégations des 3 mouvances. Dans un communiqué, la France « *regrette que le refus des autorités malgache de lever l'interdiction d'entrer sur le territoire national, opposée depuis le 12 décembre à un certain nombre de personnalités politiques malgache, ait ainsi empêché la tenue dans des conditions sereines et constructives de la 4ème réunion du Groupe international, retardant plus encore la finalisation du schéma de transition consensuelle défini par les Accords de Maputo (9 août) et d'Addis-Abeba (6 novembre), tant attendue par la population malgache* ».

Le Consortium de solidarité avec Madagascar (CdSM) condamne l'interdiction de territoire malgache à des citoyens malgaches. Dans un communiqué il écrit : « *Les surenchères entre les fractions politiciennes malgaches dans la bataille pour le pouvoir qui, depuis bientôt un an, affecte et ruine Madagascar, sa population, son économie etc. viennent de franchir – au défi de toute cohérence – un seuil dans le sens du mépris des droits de l'Homme avec l'interdiction de territoire malgache à des citoyens malgaches. Cela contrevient incontestablement aux articles 9 et 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Le CdSM soutient les familles, épouses, époux, enfants, pères et mères des interdits de territoire et leur exigence (par leur communiqué du 14 décembre) du retour immédiat et en toute sécurité de ceux-ci dans leur patrie et leurs foyers respectifs. Le CdSM appelle les composantes des sociétés civiles française et européenne à interpeller les autorités politiques respectives de France et d'Europe pour que ces dernières usent de leur entregent à faire entendre raison à toute « mouvance » tentée par des options clientélistes unilatéralistes qui mettent en péril toute perspective de sortie de crise, inclusive, consensuelle, pacifique et dans l'intérêt légitime de la population malgache* ».

Le Kmf/Cnoe se désolidarise des déclarations de la société civile au sujet des « exilés forcés ». En réponse au communiqué diffusé par l'Alliance des organisations de la société civile le 9 décembre concernant les droits de l'Homme et l'affaire des 3 mouvances bloquées en Afrique suite à Maputo III, le Kmf/Cnoe dément catégoriquement sa participation à la signature commune d'une telle déclaration ou à une quelconque manifestation.

Levée de l'interdiction d'entrée des 3 mouvances avant Noël. Le ministre de la Sécurité intérieure, Rakotomihantarizaka Organès, a annoncé que les délégations bloquées à Johannesburg pourraient rentrer très prochainement. « *L'interdiction d'entrée lancée contre eux sera levée avant Noël* », a-t-il laissé entendre. Et d'expliquer que « *les autorités, actuellement en place, sont en train de préparer les dispositions nécessaires pour faciliter leur retour et d'assurer la sécurité à leur arrivée* ». La note officielle interdisant l'espace aérien de Madagascar aux avions en provenance du Mozambique a été levée. Selon le ministre, la décision d'interdiction a été prise afin de préserver le calme et d'éviter les affrontements entre civils, à cause des résolutions prises par ces mouvances au cours du Maputo III. « *C'était tout simplement une décision d'ordre public et humanitaire* », a-t-il soutenu. Un appel à une trêve politique a été lancé. « *Je tiens à expliquer qu'il n'y a eu aucune pression internationale* », a insisté le ministre à propos de cette levée d'interdiction d'entrée. A propos des rumeurs sur l'existence d'un bateau étranger, transportant des mercenaires armés, venant de Marseille, rapportées par *Midi*, le Contrôleur général de la Police a déclaré que la PAF n'a aucune information en la matière.

Sanctions en vue pour les 9 officiers qui ont tenu une conférence de presse. Le général Ndriarijaona André a annoncé qu'« *ils seront sanctionnés, conformément aux disciplines militaires* ». Aucun officier n'est plus habilité à s'exprimer en public sans l'aval des premiers responsables du CEMGAM. Il leur a été demandé des éclaircissements sur les sources de financement qui leur ont permis de monter l'opération.

La réunion du GIC, reportée à la première semaine de janvier, ne pourra que constater la fin de la recherche d'une transition consensuelle. Les observateurs considèrent que les propos tenus par Andry Rajoelina laissent penser qu'il est désormais hors de question de poursuivre le processus menant vers une transition consensuelle, inclusive et neutre. Andry Rajoelina retrouve son titre de président de la HAT et les nominations faites lors du Sommet d'Addis-Abeba et de la réunion du 6 octobre sont devenues caduques.

Conseil des ministres de la Francophonie : la HAT défend sa position. Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation participe dans la capitale française au Conseil des ministres de la Francophonie. Il y mène des tractations en faveur de la position de la HAT concernant sa démarche pour résoudre la crise.

18 décembre : les contours de l'initiative du camp Rajoelina de mettre la haute main sur la Transition restent encore flous. Les exilés de Pretoria sur le retour, en attente de leurs réactions. La France a réagi très vite ; elle ne condamne pas mais demande des garanties.

Levée de l'interdiction d'entrée pour les exilés de Pretoria. Le gouvernement sud-africain organise leur retour. Le ministre de la Sécurité intérieure, Organès Rakotomihantarizaka, a abrogé la mesure d'interdiction d'entrée sur le territoire national. Ils pourront rentrer à condition d'adopter un « *bon comportement* », notion toute relative, estime *Le Courrier*, qu'il sera de bon ton de voir du côté du pouvoir en place. « *Et pourquoi ne pas décréter que les politiciens ne feront plus de politique ?* », ironise le quotidien.

Cécile Manorohanta, Premier ministre par intérim. En attendant une décision ferme sur le sort du Premier ministre, Eugène Mangalaza, les fonctions de chef de gouvernement sont provisoirement assurées par le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur de la HAT, Cécile Manorohanta. Le motif invoqué dans le décret de la présidence étant « *une mission à l'extérieur du Premier ministre* ».

Élections législatives : la France ne condamne pas mais demande des garanties. Si la communauté internationale est en général réservée après l'annonce des élections législatives en mars 2010, la France a tout de suite pris position. Elle ne condamne pas l'initiative d'Andry Rajoelina mais demande des garanties de transparence et d'équilibre. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères déclare : *« Nous avons pris connaissance des décisions annoncées le 16 décembre par le président de la Transition. La tenue d'élections rapides dès le mois de mars 2010 ne pourra contribuer à une solution durable que si leur organisation offre des garanties suffisantes de transparence, de contrôle par une commission électorale indépendante et la supervision par des observateurs internationaux. La France invite l'ensemble des parties malgaches à reprendre le dialogue afin de renouer avec le consensus indispensable à toute sortie de crise ».*

Pour L'Express, « l'absence de condamnation de la part du premier partenaire financier de Madagascar pourrait être perçue comme une première victoire du camp Rajoelina ». Le communiqué ouvre la voie à une nouvelle base de discussions en faveur du gouvernement en place. Certains observateurs font un lien entre la prise de position rapide de la France et le dernier voyage de Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial d'Andry Rajoelina, à Paris. Les autres pays partenaires et techniques jouent en revanche la discrétion et veulent en savoir plus sur le plan de sortie de crise avant de prendre position.

Les contours de l'initiative du camp Rajoelina de mettre la haute main sur la Transition restent encore flous. L'on ne sait jusqu'à quel point le président de la Transition compte renier ses engagements pris à Maputo I et à Addis-Abeba. La question se pose, entre autres, concernant l'intention du gouvernement sur les accords sur l'amnistie des anciens présidents et de leurs compagnons de lutte. Pour sa part, le gouvernement ne laisse pas passer l'ouverture de la France et le laps de temps de réflexion des autres pays partenaires pour tenter d'enfoncer le clou. Cécile Manoroahanta, vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur et Premier ministre par intérim, a précisé que le gouvernement ne ferme pas la porte à l'observation internationale des élections. *« S'il le faut, nous ferons une demande dans ce sens »*, a-t-elle indiqué. Elle a également affirmé la volonté du régime de faire appel à la société civile pour prendre une place prépondérante au sein de la CENI. Les trois autres mouvances, sur le point de rentrer au pays, n'ont pas encore fait de déclaration. Le financement des opérations (25 à 30 milliards Ar) serait déjà prévu au budget 2010. Mais la mise en place de cartes d'identité biométriques semble abandonnée. Cécile Manoroahanta a été formelle à ce sujet : *« d'autres mesures seront prises pour assurer la transparence des élections »*, a-t-elle insisté. Or, l'idée du renforcement de la sincérité de vote a été évoquée lors du lancement du projet au mois d'octobre, en soulevant l'existence, à titre d'exemple, de 30.000 cartes d'identité nationale *« flottantes »* à Mahajanga.

Quel est de devenir politique des personnalités déjà nommées dans le cadre des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba ? La question reste en suspens. Les co-présidents Fetison Rakoto Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny, le président du Congrès Mamy Rakotoarivelo, le Premier ministre Mangalaza ainsi que le président du CNR, Zafy Albert sont-ils redevenus des simples citoyens après la déclaration d'Andry Rajoelina qui a officiellement mis une croix sur une Transition issue des Accords de Maputo et de l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba ?

Kmf/Cnoe : référendum d'abord. Bruno Rakotoarisoa trouve inopportune la tenue des élections législatives avant le référendum sur lequel les électeurs seront appelés à se prononcer sur un projet de Constitution. Il propose avant tout une Conférence nationale qui aura pour mission d'élaborer ce projet de Constitution où la forme de l'Etat et les structures

de la IVème République seront déterminées. Par ailleurs, le secrétaire général du Kmf/Cnoe, juge trop court le délai de 3 mois pour préparer des élections législatives.

L'UNMDH réaffirme la nécessité de rechercher une solution consensuelle à la crise. L'Union Nationale Malgache des Droits Humains revendique l'application sans condition de la Charte de Maputo. La structure soutient que la participation de toutes les forces vives, entre autres, la société civile, les forces de l'ordre et les chefs d'Églises, à la recherche de solution à la crise est essentielle.

La « mouvance Légaliste » d'Ambroise Ravonison « refuse en bloc » la décision unilatérale d'organiser des législatives. Elle demande à la communauté internationale et à l'UA « d'appliquer immédiatement et sans délais supplémentaires les sanctions prévues personnellement contre les faiseurs du coup d'Etat [...] et de refuser en bloc la proposition unilatérale annoncée lors de l'allocution télévisée du 16 décembre. Dans le respect de la Charte de la Transition de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, nous demandons purement et simplement que l'on remplace Andry Rajoelina par un homme neutre. Et s'il le faut, la « mouvance légaliste » prendra ses responsabilités ». Ravonison accuse le président de la HAT d'avoir commis, «pour cette deuxième fois, un coup d'État institutionnel».

Analyse de Tribune : « Andry Rajoelina s'est montré habile en proposant une date précise et rapprochée pour un scrutin législatif, permettant d'éclipser temporairement la question de sa personne par trop sujette à controverses. L'opposition se retrouve gênée aux entournures : refuser sèchement les élections, ce serait risquer de porter seul la responsabilité de la continuation de la crise ; accepter de participer aux élections, c'est admettre que la présence d'Andry Rajoelina n'est pas forcément un blocage pour une sortie de crise. La perspective d'une élection législative contribue également à fissurer le mur de l'opposition. Il est bien plus facile pour celle-ci de s'unir contre Andry Rajoelina que de s'entendre pour nommer un chef de file comme candidat Premier Ministre. Et l'espoir secret d'Andry Rajoelina est certainement de voir émerger des groupes nouveaux, avec qui il pourrait éventuellement négocier des alliances pour desserrer l'emprise des partis traditionnels qui restreignent sa liberté de mouvement. Dans ce sens, alors que la société civile s'est gardée de participer trop activement à une transition trop courte et trop politisée, la perspective d'un mandat de cinq ans pour les nouveaux élus est susceptible de susciter des vocations nouvelles avec qui tout le monde serait obligé de discuter. Et il n'est pas exclu qu'un scrutin proportionnel soit choisi, ce qui rendrait moins spectaculaire une possible défaite du clan TGV ».

Analyse de 24 heures : « **Andry Rajoelina propose la transition de la Transition : une HAT sans Premier ministre** ». « Andry Rajoelina a annoncé la mise en place jusqu'en mars 2010 d'une transition dans la transition. Mettant fin ainsi à plus de quatre mois d'errances politiques dans des négociations pour une impossible sortie de crise consensuelle. Mais il n'apporte aucune solution immédiate à la crise. Il met en place un statu quo fragile et provisoire : une présidence de fait qui n'est ni de la HAT, ni de la Transition et un gouvernement de fait sans Premier ministre. Mais la HAT existe-t-elle toujours ? C'est aussi l'aveu d'un échec politique puisque la piste d'un Premier ministre militaire a dû être abandonnée faute de candidat consensuel au sein des forces armées. Il est d'autre part dans l'incapacité de procéder à une ouverture politique, ni même un remaniement ministériel. Cette situation durera, au moins, jusqu'au 20 mars 2010, date des élections législatives qui constitueraient, dans son projet, l'amorce d'un retour à une certaine constitutionnalité. Il évite ainsi, soigneusement, la question des élections présidentielles pour lesquelles il n'a toujours pas fixé de calendrier. La pieuse promesse d'une CENI qui les organisera avec « un gouvernement qui jouera un rôle de facilitateur » n'engagera que ceux qui voudront bien y croire. Un régime parlementaire ou semi-parlementaire (en attendant des précisions) à tendance présidentielle est instauré pour l'après 20 mars 2010 : l'assemblée propose un Premier ministre qui sera nommé par le président. Mais est-ce un réel choix politique et constitutionnel ou juste une façon d'éluder un épineux problème ? Les réponses

à vos questions sur un projet politique flou et l'absence de projet et solutions économiques seront pour le mois de janvier. Puisque qu'une trêve politique est mise en place pour la période des fêtes ».

Sanctions pour trois colonels de la gendarmerie, faisant partie du « Collectif des officiers aînés ». Les signataires de la déclaration du Carlton ont été démis de leur fonction au sein du cabinet du SEG. Outre l'éviction de leur fonction, les trois colonels attendent que soient prononcées d'autres sanctions à leur encontre.

19 décembre : retour des « exilés » d'Afrique du Sud, La logique « unilatéraliste » confirmée par Andry Rajoelina. Limogeage d'Eugène Mangalaza et remplacement par Cécile Manoroahanta. Menace de mise en place parallèle des institutions de la Transition par les 3 mouvances. La société civile rejette les législatives du 20 mars.

Les délégations des trois mouvances sont rentrées à Madagascar. L'Etat leur a interdit l'accès au salon d'honneur de l'aéroport d'Ivalo. Il a fallu l'intervention des militaires pour gérer les nombreux partisans venus les accueillir. Le commandant Roger Luc a été aperçu lors de l'arrivée des délégations, avec des hommes du 1er RFI qui avaient pour objectif d'assurer la sécurité des délégations. La proximité des fêtes de fin d'année, traditionnellement passées en famille à Madagascar, ainsi que la pression internationale ont pu contribuer à infléchir la position du gouvernement. L'« interdiction de retour » a été levée par les autorités quelques heures après la déclaration officielle française. Il semble que ce soit la menace de la SADC de fermeture pour Madagascar de tout son espace aérien (de l'Ile Maurice à l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe en passant par les pays des Grands lacs) en rétorsion à la note malgache de fermeture de l'espace aérien de la Grande Ile à tout vol en provenance du Mozambique qui ait déterminé la France à pousser de la voix.

Andry Rajoelina limoge le « Premier ministre de consensus », Eugène Mangalaza et nomme unilatéralement un nouveau Premier ministre. Nommé le 10 octobre au poste de chef de gouvernement de la Transition, suite à la réunion des quatre mouvances, Eugène Mangalaza quitte donc ses fonctions sans avoir pu former son équipe. Cécile Manoroahanta a été nommée unilatéralement Premier ministre, « chef du gouvernement de la Transition », pour une durée indéterminée. Elle occupait jusqu'à présent les fonctions de vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur et de Premier ministre par intérim depuis le départ de Monja Roindefo. Son lien familial avec Albert Zafy pourrait, le cas échéant, compter au vu de la position tranchée de ce dernier contre le plan d'Andry Rajoelina. Le passé de l'épouse d'un officier général à la tête du ministère de la Défense peut enfin être considéré comme un atout pour Cécile Manoroahanta³. Les décrets d'abrogation et de nomination font référence à une ordonnance « relative à l'organisation du régime de transition vers la quatrième République », signifiant de facto que le gouvernement d'Andry Rajoelina n'est plus lié à l'accord de partage du pouvoir signé le 9 août à Maputo. Il maintient à leur poste les ministres nommés du temps de Monja Roindefo.

Le Conseil des ministres a également abrogé la nomination des deux co-présidents (Emmanuel Rakotovahiny et Fetison Rakoto Andrianirina) et du président du Congrès (Mamy Rakotoarivelo).

³ Rappel : Cécile Manoroahanta, universitaire à l'ascension fulgurante, appartenait auparavant au parti TIM de Marc Ravalomanana, et avait démissionné de son poste de ministre de la Défense en février 2009 après la violente répression d'une manifestation qui avait fait une quarantaine de morts devant le palais présidentiel. L'ambassadeur de France l'avait faite Commandeur de la Légion d'honneur le 14 juillet.

Peu après leur retour, les 3 mouvances ont tenu une conférence de presse au Carlton, dont la teneur a été immédiatement condamnée par le pouvoir. Elles ont notamment annoncé, par la voix d'Albert Zafy, la formation dans les prochains jours d'un gouvernement d'union, et appelé l'armée à ne pas intervenir. L'ancien président à vivement réagi à l'éviction d'Eugène Mangalaza. *« Rajoelina a trahi sa parole. Nous ne pouvons plus lui faire confiance pour diriger le pays »,* a-t-il affirmé. La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a réagi aussitôt en indiquant que ces déclarations sont passibles de sanctions conformément aux dispositions du Code Pénal et du Code de la Communication. Elle a précisé que dans ce genre de délit, *« le gouvernement et surtout le Parquet se saisissent d'office du moment qu'il y a une atteinte grave à une institution de l'Etat dont le président de la Transition en incarne actuellement la souveraineté »*. La présidence de la Transition a également réagi par une ferme condamnation de ces interventions, soulignant par ailleurs qu'une trêve politique avait été décidée pour assurer la paix civile pendant la période des fêtes.

Elections législatives du 20 mars : rejet catégorique des 3 mouvances et menace de mise en place d'institutions parallèles. Selon elles, il n'appartient pas au gouvernement actuel d'organiser des élections. Pour marquer cette position, elles ont décidé de contre-attaquer et de poser un ultimatum. Selon le co-président Fetison Andrianirina (démis de ses fonctions), *« Rajoelina a toujours été la source de blocage de l'application des Accords de Maputo ainsi que de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. [...] Nous lui accordons un certain délai pour qu'il livre les représentants de sa mouvance au sein du gouvernement ainsi que dans les autres institutions de la Transition. Passé ce délai, nous allons mettre en place ces institutions avec nos représentants »*. Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès désigné lors des rencontres d'Addis-Abeba, ajoute : *« les 156 membres du Congrès, représentants des 3 mouvances, seront en réunion préliminaire dès le 22 décembre, au cas où la mouvance Rajoelina ne donnerait pas sa liste et si aucun décret de nomination n'est publiée »*. Fetison Andrianirina précise quant à lui : *« nous sollicitons le Premier ministre Mangalaza de former le gouvernement avec les représentants des trois mouvances. Nous allons poursuivre de la même façon pour instituer le Conseil Supérieur de la Transition et le Conseil National pour la Réconciliation »*. En résumé, si Andry Rajoelina décide définitivement de renier les accords de Maputo et d'Addis-Abeba, *« il n'est plus le président de la Transition mais le président de la Haute autorité de la Transition. Eugène Mangalaza reste Premier ministre de consensus »*, a ajouté Albert Zafy. Pour L'Express, *« la logique d'affrontement s'installe »* et les fêtes de fin d'année de verront pas de trêve politique...

Scrutin du 20 mars : la société civile rejette les législatives. Elles les qualifient d'illogiques tant sur le principe que du point de vue technique. Pour le président du Kmf/Cnoe, le président a mis la charrue avant les bœufs en fixant la date des législatives au 20 mars. Il trouve plus raisonnable d'élaborer un cadre juridique clair avant de procéder au scrutin. *« Le type de régime sous la IVe République et le nombre des députés ne sont pas, entre autres, définis »*. Il justifie ainsi la nécessité d'adopter au préalable une Constitution. Il a également critiqué la dénomination d'Assemblée constituante qu'Andry Rajoelina veut conférer à l'institution parlementaire dont la durée du mandat serait de 5 ans. *« L'Assemblée constituante ne devrait pas bénéficier d'un long mandat. Sa mission est de mettre en place la Constitution et d'être dissoute après »*. La présidente de la Plate-forme nationale des organisations de la société civile, Lalao Randriamampionona, a axé ses explications sur des questions de principe. *« L'objectif n'est pas simplement de trouver une voie de sortie de la crise, mais plutôt d'obtenir l'adhésion de tous dans le processus de mise en place de la IVe République »*. La présidente de l'Union nationale malgache des droits humains a rappelé que la réforme électorale figure dans la liste des revendications véhiculées lors des derniers événements politiques. *« Il faut un délai adéquat pour réaliser un recensement et établir des listes électorales fiables. Même l'utilisation du bulletin unique a besoin d'une longue préparation »*, a-t-elle indiqué.

20 & 21 décembre : la course solitaire de TGV. Un deuxième Premier ministre nommé en 48 heures. Le colonel Camille Albert Vital remplace Cécile Manorohanta. Retour à la situation d'avant Maputo I. Les 3 mouvances préparent la rentrée du Congrès de la Transition, après avoir arrêté la liste des 156 membres de leur quota.

Andry Rajoelina, redevenu président de la HAT, nomme le colonel Camille Albert Vital au poste de Premier ministre. 48 heures auparavant Andry Rajoelina avait nommé Cécile Manorohanta, alors vice-premier ministre chargée de l'Intérieur, Premier ministre et chef du nouveau gouvernement de Transition. Le décret n'indique pas le motif du remplacement. Le texte précise que *«les vice-premiers ministres, les ministres et les secrétaires d'État déjà nommés, en attendant la nomination du gouvernement, restent en place»*. Aussitôt après sa nomination, le colonel Vital a présidé son premier Conseil des ministres. S'adressant à la population, il a déclaré : *«Nous sommes dans une situation très délicate, voire même effrayante. Mais face à cette situation, j'ai accepté ce titre pour y apporter du mien, et j'appelle la population à être indulgente»*. Le colonel a appelé les dirigeants de l'opposition à travailler avec lui. Ses priorités sont *«la sécurité et les élections»*. Agé de 57 ans, ce saint-cyrien en retraite, converti en opérateur économique, ingénieur en génie civil, formé dans l'ex-URSS sous le régime Ratsiraka, est originaire de Tuléar. Il serait de la famille de la députée TIM Eliane Naika dont l'ambassadeur de France a obtenu la libération après avoir été violente lors de son incarcération. Comme Jacques Sylla, Camille Vital aurait également la nationalité française. Opposant depuis 2002 à Marc Ravalomanana, il fut, en 2007, *«candidat empêché»* à la mairie de Toliara par ce dernier. Il est en disponibilité depuis 2007. La nomination d'un vice-Premier ministre, probablement issu des rangs de la gendarmerie, est attendue. Pour *Tribune*, *«Nombreux sont ceux qui se posent des questions sur cette soudaine sortie de l'anonymat qui serait la traduction ou l'expression d'une manœuvre d'origine étrangère pour ne pas citer le pays soupçonné»*. Pour *Les Nouvelles*, cette désignation est hautement stratégique, puisque le nouveau PM est issu de la même région que Monja Roindefo, dont la révocation avait soulevé la réprobation dans le sud du pays. Cette nomination précipitée aurait pour objectif de contrecarrer l'offensive des trois mouvances annoncée dès leur retour d'exil forcé en Afrique du Sud. Elle consacre l'effondrement du processus de partage du pouvoir recherché par la communauté internationale. *Tribune* écrit : *«on est exactement retournés à la même situation qu'entre le 17 mars et juillet 2009, avant que ne s'enclenche la série des Maputo. On a affaire à un pouvoir issu d'un coup d'Etat appuyé par les militaires, non reconnu par la communauté internationale, et bâti sur des fractures béantes au sein de la société malgache»*.

Le quotidien *Les Nouvelles* indique cependant : *«on croit savoir que le nouveau chef du gouvernement avait déjà siégé dans le proche entourage de Didier Ratsiraka. Pour dire qu'en le nommant Premier ministre, Andry Rajoelina n'a pas encore totalement renié le consensus recherché. Camille Vital n'est d'aucune mouvance mais ses anciennes relations avec Didier Ratsiraka amènent à avancer qu'en succédant à Eugène Mangalaza, il pourrait être considéré comme étant «apparenté» à la mouvance. Enfin, cette nomination répond aux aspirations de nombreux observateurs qui ont proposé la désignation d'un premier ministre militaire... avant même lesdites résolutions de Maputo III»*.

Selon RFI, le colonel Vital aurait été désigné par ses pairs. La station s'interroge : *«Faut-il voir dans ce choix un avertissement des militaires qui ont porté Andry Rajoelina au pouvoir ? L'armée qui arbitre le jeu politique a-t-elle voulu signaler qu'elle sera le dernier rempart si la situation venait à dégénérer dans le pays ? Ceux qui ont choisi le colonel Vital cherchent sans doute à renforcer la cohésion d'une armée que l'on dit divisée»*.

Rencontre Zafy-Mangalaza- Mgr Odon Arsène Razanakolona. Midi affirme que les trois personnalités se sont rencontrées pour évoquer la situation du *«Premier ministre de consensus»* Mangalaza Eugène. Zafy Albert aurait chargé Mgr Odon Razanakolona de

convaincre Andry Rajoelina de maintenir Mangalaza Eugène dans ses fonctions. L'archevêque d'Antananarivo n'aurait pas eu le temps d'accomplir sa mission, ayant été pris de court par la nomination précipitée du colonel Camille Vital.

Présidence de la transition : ferme condamnation des propos tenus par les 3 mouvances. « Prenant acte des propos critiquant sévèrement le Président de la Transition ainsi que les membres du gouvernement, la présidence de la Transition tient à affirmer sa ferme condamnation. Nous rappelons qu'une trêve politique a été décidée pour assurer la paix civile pendant les périodes des fêtes de la Nativité et de fin d'année. A peine arrivés sur le territoire malgache, les membres des trois mouvances revenus de Johannesburg ont proféré menaces, outrages et propos haineux incitant à des dérives ou des troubles. Nous rappelons que nous sommes dans un Etat de droit et que de tels comportements sont passibles de peine d'amendes et d'emprisonnement ».

Congrès de la Transition : les 3 mouvances posent leurs pions. D'anciens détenus, exilés politiques et dirigeants de manifestations forment les membres du Congrès de la Transition issus des 3 mouvances. Les noms des 156 membres du Congrès de la Transition (CT) issus des mouvances Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy sont officialisés, malgré la décision de rupture de la collaboration avec les 3 mouvances prise par Andry Rajoelina. La liste contient des militants inconditionnels des précédents régimes. Libéré, cette année, de sa détention à la maison de force de Tsiafahy suite aux événements de 2002, le colonel Coutiti⁴ Assolant, représentera la mouvance Ratsiraka. Ayant purgé leur peine pour l'affaire du dynamitage de ponts en 2002, les anciens députés Arema, Merci Ratoabolamanana et Jean Denis Rakotomahafaly, retrouveront aussi leur siège. La mouvance Ratsiraka a nommé également l'ancien ministre Herivelona Ramanantsoa, exilé en France. Dans son camp, la mouvance Ravalomanana a recasé une partie importante de ses anciens députés, notamment 4 d'entre eux qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires et ont été détenus à Antanimora sous le régime de la HAT. La mouvance Zafy a désigné les dirigeants locaux du Comité pour la Réconciliation Nationale (CRN) ainsi que ceux du mouvement revendiquant la mise en place d'une transition à l'époque où Marc Ravalomanana était encore au pouvoir. La première réunion du Congrès de la Transition est prévue le 22 décembre. Un communiqué de la présidence annonce toutefois que la convocation faite par Mamy Rakotoarivelo doit être considérée comme « nulle et non avenue ».

Médiation : Joaquim Chissano embarrassé. La tournure des événements semble gêner le chef de l'équipe conjointe de médiation. Il s'en remet à la communauté internationale pour la suite à donner au processus de transition consensuel et inclusif. Il évite de se prononcer sur l'échec du processus de Maputo. Pour l'instant, la communauté internationale, à l'exception de la France, ne s'est pas encore exprimée sur l'initiative d'Andry Rajoelina de rompre avec le processus. Il en est de même des organisations régionales comme la SADC et de l'UA.

22 décembre : incertitude sur la tenue de la première séance du Congrès de la Transition composé des 3 mouvances, alors que le Conseil des ministres de la HAT a confirmé

⁴ Originaire de l'île Sainte-Marie avec une ascendance comorienne, la tête du lieutenant-colonel Coutiti avait été mise à prix l'équivalent de 15.000 euros dans le cadre des poursuites judiciaires engagées contre les crimes et délits commis pendant le conflit post électoral de 2002. Le nom de Coutiti a été étroitement lié aux tragédies de ce conflit dans l'extrême nord du pays. Il a été mis en cause dans l'assassinat de civils et de frères d'armes. Lors des événements politiques de 1991, jeune lieutenant, il avait été condamné pour de dures exactions commises envers la population civile d'Antsiranana et avait été amnistié par le président sortant. Suite à la crise de 2002, il avait été condamné à 3 peines de prison à perpétuité, 47 ans de travaux forcés, 57 ans d'emprisonnement ferme pour différentes inculpations dont l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, plusieurs meurtres, destruction de biens publics, détournement d'armes.... Il a été libéré par la HAT le 21/03/2009.

l'abrogation de la Charte de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Trois personnalités « légalistes » convoquées par la Justice.

Mise en place du Congrès ce jour : une rentrée parlementaire à haut risque. Le maintien du rassemblement des 156 membres du Congrès de la Transition issus des 3 mouvances, malgré la dissolution de l'institution par la HAT, fait craindre des affrontements. Les manifestants du Magro sont mobilisés pour accompagner leurs représentants au siège de l'Assemblée nationale. *« Nous atteignons le point de non-retour. On s'y retrouvera »,* a lancé un leader *« légaliste »*, acclamé par la foule des supporters. L'accès au palais a été interdit à l'ancien président du Congrès, Mamy Rakotoarivelo la veille de l'ouverture de la session. Celui-ci a tenu à rester discret et à ne pas dévoiler ses intentions. Le co-président du Conseil présidentiel, Fetison Rakoto Andrianirina, a adopté la même attitude. Les forces de l'ordre ont mis en place un dispositif pour empêcher les parlementaires d'accéder au palais. Des renforts ont été placés dans d'autres lieux stratégiques de la capitale, à titre préventif. Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie d'Antananarivo a lancé une mise en garde et a rappelé que *« Mamy Rakotoarivelo n'est plus président du Congrès de la Transition »*. Le ministre des télécommunications a appelé également la population à ne pas se rendre aux manifestations pour éviter d'éventuelles troubles et a appelé les politiciens à une trêve. Après l'installation des congressistes dans l'hémicycle, les leaders du Magro se sont fixé comme objectif la *« prise »* des ministères et celle des régions.

Mamy Rakotoarivelo a été aperçu au palais d'Etat d'Ambohistorohitra en compagnie de l'ambassadeur de France. Mamy Rakotoarivelo a précisé à Midi : *« La rencontre a été initiée par l'ambassadeur de France, avec qui j'ai eu auparavant des échanges de vue sur la situation politique. Je lui ai fait part de ma très vive inquiétude face à la volonté manifestée par Andry Rajoelina de diriger le pays de manière unilatérale. Je lui ai également transmis mon souhait de tenir la réunion du Congrès de la Transition prévue le 22 décembre dans un climat de sérénité. Enfin, je lui ai fait part du souci des dirigeants des 3 mouvances face aux menaces incessantes d'arrestation à leur endroit. [...] J'ai sollicité son appui pour désamorcer la situation devenue de plus en plus délétère en cette période de fin d'année. Monsieur l'ambassadeur s'est alors proposé de me faire rencontrer Andry Rajoelina. Proposition qui a été acceptée par les deux parties. [...] J'ai demandé à Andry Rajoelina de laisser le Congrès de la Transition se réunir, mais il a opposé une fin de non recevoir à cette demande en arguant que la Charte de Maputo ainsi que l'Acte additionnel d'Addis-Abeba ont été abrogés. Il a réaffirmé pour l'occasion sa volonté de diriger unilatéralement la Transition malgré mes objections et réserves. A son avis, la cohabitation entre les 4 mouvances est irréalisable ».*

Affaire des bombes artisanales : Fetison Andrianirina et Mamy Rakotoarivelo convoqués. Les partisans de Marc Ravalomanana n'en finissent pas avec la Justice. Cette dernière s'intéresse aux ténors de la mouvance de l'ancien président dans la cadre de cette affaire remontant au mois de juin. *« Je confirme l'existence de convocation des ces individus devant le doyen du juge d'instruction »,* a affirmé Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice. Fetison Andrianirina, Mamy Rakotoarivelo et Yves Aimé Rakotoarison, respectivement ex-co-président, ex-président du Congrès et ancien député Tim, sont directement mis en cause. *« Je ne suis pas en mesure de déterminer s'il s'agit d'une simple convocation pour audition ou pour inculpation »,* a avancé la ministre. Mamy Rakotoarivelo a confirmé la venue de la gendarmerie à son domicile pour lui remettre sa convocation mais il était absent. D'autres partisans de Marc Ravalomanana sont aussi concernés par cette enquête.

Eugène Mangalaza occupe encore le palais de Mahazoarivo, siège de la Primature, et ce malgré l'abrogation de sa nomination par le président de la HAT. Eugène Mangalaza, a affirmé que c'est un accord entre les mouvances signataires des Accords de Maputo et

d'Addis-Abeba qui l'a désigné chef de gouvernement et ce sera un nouvel accord qui le destituera. Raison pour laquelle, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale, qui n'a pas pu voir le jour jusqu'à maintenant, ignore le décret de nomination de son « *successeur* ». Le colonel Camille Vital, nouveau Premier ministre de la HAT, réside à l'hôtel Colbert. Celui-ci a exprimé le souhait de rencontrer le Premier ministre Eugène Mangalaza qu'il qualifie de « *raiamandreny* », pour que la passation s'effectue de manière pacifique. La date de la formation du nouveau gouvernement n'est pas encore connue. Les membres du gouvernement Roindefo continuent d'exercer leurs fonctions.

Les 3 mouvances saisissent le Conseil d'Etat : elles attaquent le décret d'abrogation de la nomination d'Eugène Mangalaza et demandent son sursis à exécution. Les trois mouvances estiment que c'est un autre coup d'État qu'Andry Rajoelina a perpétré en violant les accords consensuels qu'il a signés, le décret de nomination du colonel Camille Vital ne faisant référence qu'aux ordonnances du mois de mars et nullement aux accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Et de conclure qu'Andry Rajoelina a définitivement quitté lesdits accords et retourne dans l'unilatéralisme.

Élections législatives : réunion des partis les 7 et 8 janvier. Le gouvernement veut donner un habillage consensuel aux législatives du 20 mars. « *Tous les partis politiques, y compris ceux des trois mouvances, sont invités à une réunion les 7 et 8 janvier* », a déclaré Augustin Andriamananoro, ministre des Télécommunications. La réunion a pour objet de « *définir les règles du jeu en vue des élections* », a soutenu le ministre. « *C'est une phase de réflexion. Il s'agira de recueillir leur avis [celui des partis politiques] afin de les associer à l'élaboration du cadre de travail, de la feuille de route de la CENI. C'est cette institution qui va organiser les élections en collaboration avec les observateurs internationaux, le ministère de l'Intérieur, les autorités locales* », a-t-il ajouté. Dans une certaine mesure, l'organisation rappelle la réunion des partis politiques du 17 décembre 2008 au palais d'Iavoloha, organisée par l'ancien président Ravalomanana. À l'époque, l'initiative avait pour but de briser l'élan de rassemblement autour d'Andry Rajoelina, alors maire d'Antananarivo. Cette fois-ci, le gouvernement tente de ratisser large afin d'habiller la défaillance d'un processus consensuel dans l'organisation des élections afin que celles-ci soient reconnues. L'objectif de diviser les trois mouvances n'est pas exclu de l'initiative, analyse *L'Express*. *Tribune* estime que les législatives vont se jouer entre les partis pro-HAT puisque les trois mouvances vont probablement boycotter ce scrutin, mais la lutte risque d'être fratricide entre les différents leaders.

Monja Roindefo, ex-Premier ministre d'Andry Rajoelina, se montre très critique. Interviewé par RFI lors de son passage à Paris, il déclare : « *Cette nouvelle situation témoigne de la limite des Accords de Maputo, et je déplore le fait qu'Andry Rajoelina soit inconstant et continue à bricoler pour gérer Madagascar. Il faut revenir à un cadre raisonnable : vers des assises nationales inclusives et consensuelles* ». Il accuse le président de la HAT d'être « *dans une logique affrontement* ». Interrogé sur les raisons de son séjour en France, il répond : « *Je cherche à dévier la France de ses positions actuelles. Le pays doit avoir une vision plus large de Madagascar et ne doit pas privilégier une voix unique. Il faut que tous les partis soient entendus* ».

23 décembre : la tentative d'installation des congressistes issus des mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana a échoué. La mobilisation populaire n'était pas au rendez-vous et les leaders ont brillé par leur absence. Imbroglie juridique de la nouvelle Transition « unilatérale »

7 blessés et 14 personnes arrêtées lors de violents affrontements à Antananarivo. Quelques centaines de personnes (beaucoup moins qu'attendu) ont répondu tôt le matin à l'appel des 3 mouvances qui ont tenté d'investir le palais de l'Assemblée nationale ainsi que les bureaux de la commune d'Antananarivo quadrillés par des éléments des forces de l'ordre, lourdement armés. Les deux camps en présence ont commencé à parlementer mais des éléments incontrôlés ont réussi à faire dégénérer le face-à-face. Les militaires ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants. Ces derniers ont riposté par des jets de pierres. Des courses poursuites se sont engagées entre les forces de l'ordre et les manifestants qui ont également érigé des barrages dans quelques quartiers environnants. Lors d'une conférence de presse, les responsables militaires ont indiqué que des avis de recherche ont été lancés contre les meneurs de ce mouvement. 11 des 14 manifestants ont été auditionnés par le parquet, 9 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt. Certains sont soupçonnés d'avoir distribué de l'argent aux « barragistes ». Annick Rajaona, porte-parole d'Andry Rajoelina, a refusé de qualifier ce rassemblement de manifestations. « *Il n'y a pas eu d'arrestations, les forces de l'ordre ont simplement éparpillé ceux qui lançaient des pierres* », a-t-elle affirmé. Elle n'a pas nié l'usage de gaz lacrymogènes. Sobika écrit « *qu'en 11 mois de crise, l'armée a acquis beaucoup d'expérience dans la gestion des manifestations populaires. A moins d'un vrai raz de marée populaire, on voit mal comment les 3 mouvances peuvent espérer prendre les différentes institutions espérées par des manifestations d'autant que l'ambiance locale n'est pas à la mobilisation politique* ». « L'échec était prévisible », selon le site.

Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès, absent au rassemblement, se justifie. Il déclare à Midi : « *les dirigeants des 3 mouvances font l'objet de menace d'arrestations dans le but inavoué de décapiter le mouvement. Andry Rajoelina a d'ailleurs fait savoir que les poseurs de bombe seraient passés aux aveux 6 mois après pour nous accuser ma personne ainsi que Fetison Rakoto Andrianirina et Yves Aimé, de les avoir patentés. Même l'ambassadeur de France a tenu à faire remarquer qu'il s'agit là d'aveux très tardifs* ».

La Vérité ironise sur l'absence constatée des principaux leaders de l'opposition aux abords du palais de l'Assemblée nationale, alors qu'ils avaient tenté de galvaniser leurs troupes pour la « grande marche » qui devait installer les congressistes des 3 mouvances.

Les pro-Ratsiraka connus à l'instar des colonels Tata, Rahitso, Coutiti Assolant, ou des personnalités comme Gara Jean Robert, Ndrianasolo, Herivelona Ramarcel Ramanantsoa, ... ont eux aussi brillé par leur absence. Le Courrier s'interroge : « *par quel concours de circonstance ou pour quelle motivation ces personnalités, qui, pour la plupart, ont été persécutées et emprisonnées par le régime Ravalomanana et libérées par Andry Rajoelina, mèneraient-elles un même combat aux côtés de leur ancien bourreau ? [...] Certains observateurs estiment que les trois mouvances ont besoin de « l'expérience » de ces hommes de terrain pour mener à bien leur combat contre l'unilatéralisme de la HAT. Mais sont-elles réellement parvenues à les convaincre ?* ».

Réorganisation de la Transition : un imbroglio juridique règne depuis l'ordonnance du 18 décembre qui conforte le pouvoir de Rajoelina, confirmant le rejet des trois mouvances.

Pour L'Express, le régime cafouille dans la définition des contours de la Transition. En un an, il a adopté trois lois constitutionnelles avec une dernière version qui emprunte quelques traits des textes de mars 2009. L'ordonnance revient à la première appellation du numéro un de la Transition après une parenthèse de trois mois, reflétant le va-et-vient dans la gestion des textes régissant le régime transitoire. La Présidence de la Transition s'est de nouveau référée à la Loi fondamentale de la III^e République. Andry Rajoelina avait pourtant annoncé « *l'enterrement de la Constitution de la III^e République* » à son retour du Sommet de Maputo. Les ordonnances du 17 mars relatives au transfert de pouvoir à Andry Rajoelina sont ressuscitées. En revanche, le texte de base de la Transition du 18 décembre prévoit 5 institutions. L'exécutif est composé de la présidence de la HAT et du gouvernement. Le

Parlement comprend le Haut Conseil de la Transition (HCT) qui joue le rôle du Sénat et l'Assemblée nationale. Le nouveau texte confirme le maintien de la HCC jusqu'à la fin de la Transition. Au mois de mars, le régime avait pourtant prévu la mise en place de la Haute Cour de la Transition. Tous les membres de la défunte HAT sont récupérés et reversés au sein du HCT. L'Assemblée nationale sera composée des députés qui seront élus à l'issue des législatives. Dans un premier temps, ils assureront la mission d'une assemblée constituante pour adopter une nouvelle Constitution, avant de devenir membres de droit de la chambre basse de la IV^e République.

Radio Fahazavana (« légaliste ») : le journal suspendu pendant 1 mois. En qualité de présidente du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, la ministre de la Communication, Nathalie Rabe, a annoncé que l'émission politique « *Ampenjika* » de la radio est suspendue pendant un mois. « *Si la Radio Fahazavana persiste à poursuivre son journal et son émission, la fermeture sera prononcée à son encontre* », a averti Nathalie Rabe qui a évoqué le motif d'ordre public pour justifier sa décision. « *Car cette radio a sensibilisé les partisans des trois mouvances à apporter des cailloux durant le rendez-vous de Tsimbazaza* », a-t-elle précisé. « *Ampenjika* » est une tribune libre qui reçoit des appels téléphoniques en direct. Cette mesure peut sembler inéquitable, écrit *Le Courrier*, puisque la radio *Viva*, appartenant au président de la HAT, procéderait aux mêmes incitations sans aucune sanction à ce jour. La HAT utilise les méthodes qu'elle reprochait à Marc Ravalomanana, il y a un an. Le Premier ministre aurait vivement réagi à cette initiative de la ministre de la Communication.

Une réunion spéciale consultative de haut niveau du GIC aura lieu à Addis-Abeba (et non à Antananarivo) le 6 janvier. Réunion restreinte, sans les parties malgaches, a annoncé Ramtane Lamamra, commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA. *Le Courrier* met l'accent sur le « *silence de cathédrale* » de la communauté internationale, à l'exception très remarquée de la France. Par pur respect du principe universel de la trêve des confiseurs ? L'évolution de la situation sur terrain serait sur le point d'être favorable à l'autorité de fait. Une évidence qui semble faire l'affaire de la France.

Paris plaide pour les élections à Madagascar et se désolidarise de la communauté internationale. Le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'est exprimé sur la crise malgache après l'invalidation des accords de Maputo par Andry Rajoelina et la valse des Premiers ministres. La France prend acte des récents événements. « *Maintenant, il faut avancer* », selon le chef de la diplomatie française. « *Finalement les négociations n'ont pas abouti à ce que l'on souhaité. Maintenant, M. Rajoelina propose un autre Premier ministre. Je comprends que cela ne satisfasse pas tout le monde, mais si l'on va vers les élections : c'est quand même la solution. Des élections libres et contrôlées* ». « *Des élections.... Pourquoi pas, disent bon nombre de Malgaches. Mais sur quelles bases ? C'est l'une des questions qui va se poser désormais* », commente RFI. Midi observe que cette déclaration contredit le communiqué publié au lendemain de la clôture de Maputo III. La France dénonçait le fait que les 3 mouvances soient sorties du cadre de consensus prôné par les Accords de Maputo et l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba. Une semaine après, elle cautionne l'unilatéralisme d'Andry Rajoelina. Par ailleurs, force est de constater, selon ce quotidien, que la France a pris une position contradictoire à celle de l'UE qui vient d'adresser aux 4 chefs de file une lettre où elle préconise une sortie de crise consensuelle.

24 décembre : flottement dans la mise en œuvre des résolutions des 3 mouvances, le gouvernement tente de prendre une longueur d'avance avant la réunion du GIC, la position de la France se démarque de la communauté internationale.

Mouvances des anciens présidents : flottement dans l'opposition. La concrétisation des projets de mise en place des institutions de la Transition annoncés au Carlton par les 3 mouvances connaît quelques flottements. La contre-attaque visant à contrecarrer la volonté du camp Rajoelina de diriger seul la Transition a mal débuté, avec l'échec de la tentative d'installation des congressistes. Près de 80 membres du Congrès se sont retrouvés au Carlton pour peaufiner leur stratégie. Ils se sont promis de ne pas renoncer. Parallèlement à l'idée d'installer le Congrès, la première réunion du Comité National de Réconciliation(CNR) n'a pas pu déboucher, la mouvance Ratsiraka ayant fait défection. Un nouveau rendez-vous sera fixé début janvier. Son président, Zafy Albert, a publié la liste des membres, dans laquelle figurent les 2 représentants de la mouvance Rajoelina. En attendant, les bruits et les rumeurs de convocation devant le juge et d'arrestation de certains leaders de la mouvance Ravalomanana s'amplifient, note *L'Express*.

Le nouveau Premier ministre Camille Albert Vital prend ses marques. Le gouvernement occupe le terrain et tente de prendre quelques longueurs d'avance avant la réunion du GIC du 6 janvier. L'objectif est de faire évoluer la situation sur le terrain pour pouvoir plaider la solution unilatérale dans la gestion de la Transition, au détriment des 3 autres mouvances qui insistent sur un processus consensuel et inclusif. Il a montré le symbole de sa prise de pouvoir en investissant la Primature et en prenant plusieurs décisions lors du premier Conseil de gouvernement, tenu avec les anciens ministres de Monja Roindefo. Le porte-parole du gouvernement a révélé l'importation de 70.000 tonnes de riz. L'organisation des élections et les questions de sécurité sont les deux priorités de l'équipe, qui fait fi de la décision du Conseil d'Etat de suspendre le décret de nomination d'Albert Camille Vital.

Le Conseil d'Etat suspend le décret de nomination du nouveau Premier ministre Albert Camille Vital. Le recours introduit par Eugène Mangalaza a eu l'effet escompté mais cette mesure suspensive (non appliquée) ne durera que le temps nécessaire à la juridiction de rendre sa décision. Déjà rappelé à l'ordre par le ministère de la Justice, le Conseil d'Etat pourrait se prononcer dans un délai très court. L'équipe de Mahazoarivo se veut sereine. «*La plainte devrait être irrecevable*», a assuré le porte-parole du gouvernement, Augustin Andriamananoro. «*Le Premier ministre a déjà effectué une prise de pouvoir effective*», a-t-il soutenu. L'abrogation par le Conseil d'Etat du décret de nomination du directeur de cabinet d'Eugène Mangalaza, le jour de la nomination du chef du gouvernement, est le signe de la volonté d'anticiper la contre-attaque du «*Premier ministre de consensus*».

La HAT ou Haute Autorité de la Transition est rebaptisée Haut Conseil de la Transition (HCT). L'administration Rajoelina soigne les apparences afin d'estomper l'évidence d'une marche arrière, pis, un retour à la case de départ.

Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial d'Andry Rajoelina : mises en garde et pragmatisme. L'homme de l'ombre du HCT s'est montré sûr de la démarche de sa mouvance dans la gestion unilatérale de la Transition. «*Il existe un pouvoir en place, que vous soyez ou non à l'intérieur de celui-ci. La Justice est là pour se pencher sur le cas de tout ce qui ne respecte pas la loi*», a-t-il affirmé. L'ancien président de la HCC esquive la question de l'imbroglio juridique entourant les textes régissant la Transition et le retour à l'unilatéralisme. «*En l'état actuel des choses, on ne peut pas se cantonner au juridisme sinon on ne s'en sort pas. À circonstances exceptionnelles, législation exceptionnelle*», s'est-il défendu. «*D'ailleurs, c'est une question de rapport des forces*», a-t-il conclu.

Indice de division au sein de l'armée ? Des généraux absents à leur adieu aux armes. 5 officiers généraux admis à la retraite ont brillé par leur absence lors de la cérémonie d'adieu

aux armes au palais présidentiel. Parmi les absents, le général Raonenantsoamampianina, chef d'état-major de l'armée sous Marc Ravalomanana, et ministre de la Défense nommé par Andry Rajoelina sur la place du 13-Mai ; le général Edmond Rasolomahandry, également chef d'état-major sous l'ancien régime, ainsi que le contre-amiral Abel Nirina Radavidson, ces deux derniers auteurs d'une déclaration politique en octobre.

Monja Roindefo appelle la HCC à clarifier le cadre institutionnel pour gouverner le pays et pour préserver l'unité de l'armée. Il dit ne pas cautionner des « *décisions personnelles ni la nomination d'un Premier ministre par tâtonnement ou bricolage* ». L'ancien Premier ministre considère que l'organisation de législatives le 20 mars relève d'une décision unilatérale. « *Je ne pourrai pas cautionner la tenue d'une telle élection* », a-t-il soutenu. A propos de la communauté internationale, il estime qu'elle a négligé et méconnu les aspirations profondes du pays au changement. Il juge par ailleurs que celle-ci a commis une erreur d'approche systémique : un gouvernement, dit-il, n'est pas et ne peut être une assemblée.

Zafy Albert nourrit des soupçons à l'encontre de la France. Réagissant à la déclaration du ministre français des Affaires étrangères, il n'a pas clairement affirmé que l'Administration Sarkozy se trouve derrière Andry Rajoelina depuis le 17 mars mais il déclare : « *comme bon nombre d'observateurs avertis, j'ai le droit d'avoir des soupçons* ». Pour sa part, le co-président de la Transition Emmanuel Rakotovahiny a précisé que la position de la communauté internationale est celle du GIC. Une manière de dire que la France pourrait être appelée à rectifier sa position après le rendez-vous du 6 janvier. Pour le site *Mada*, « *dans le contexte actuel, il n'est pas exclu que la France soit, dans un avenir plus ou moins proche, le premier pays à reconnaître le pouvoir d'Andry Rajoelina. En agissant ainsi, elle, se désolidarise de la communauté internationale. Ou bien, elle entraînera l'ensemble de cette communauté internationale à adopter la même position qu'elle* ».

25 & 26 décembre : décès de Jacques Sylla, homme clé des années Ravalomanana rallié à Andry Rajoelina. Monja Roindefo fait sa rentrée politique et demande à la HCC de clarifier la situation institutionnelle. Exclusion de l'AGOA. Une position française ambiguë.

Jacques Sylla quitte l'arène. Une décennie au sommet, à l'ombre de Marc Ravalomanana. Successivement avocat, Premier ministre, secrétaire général du parti au pouvoir et président de l'Assemblée nationale, Jacques Sylla, décédé à 63 ans, était un homme clé des années Ravalomanana. La cohabitation entre les deux hommes n'était pourtant pas toujours harmonieuse. Des hauts et des bas ponctués de froid, de suspicion, de sanction et de trahison⁵.

⁵ **Le début.** Jacques Sylla a embrassé la politique dès sa tendre enfance. Son père, Albert Sylla, a été ministre des Affaires étrangères sous la Première République. Son fils Jacques a débuté sa vie professionnelle comme avocat, jouissant d'une grande notoriété. Ce diplômé de la vieille école n'était pas un surdiplômé. Juste une licence en droit. Il avait bâti sa compétence par l'expérience. L'avocat d'affaires avait déjà embrassé une carrière politique en qualité de ministre des Affaires Etrangères sous la présidence d'Albert Zafy, en mars 1993, alors qu'il défendait les intérêts du groupe Tiko. Il reprend son habit d'avocat pour défendre la cause du candidat Marc Ravalomanana, opposé à l'amiral Didier Ratsiraka. Il contribue à faire valider l'élection du maire d'Antananarivo au premier tour, début 2002. Au terme de plusieurs mois de crise, l'amiral s'est exilé et Marc Ravalomanana accède au pouvoir.

Le gouvernement. A l'époque, le TIM n'était qu'une association. Il fallait désigner un homme d'envergure. Jacques Sylla en avait le profil : ancien ministre issu de la « *mouvance* » Zafy, un côtier originaire de Sainte-Marie, un nom français... Cet homme qui avait la carrure d'un homme d'Etat devait pouvoir épauler une « *jeune* » président qui n'avait pas encore démontré ses facultés dans le domaine politique. Jacques Sylla est nommé à la tête du gouvernement « *insurrectionnel* ». Après la deuxième investiture du 6 mai 2002, il est maintenu à la Primature par Marc Ravalomanana. Jacques Sylla va être l'un des acteurs de la relance économique du pays. Il reste à Mahazoarivo jusqu'en 2007, et figure désormais parmi les Premiers ministres qui ont connu la plus grande longévité à ce poste.

La politique. Tiako i Madagasikara (TIM) devient un parti politique. Jacques Sylla alors Premier ministre a été propulsé secrétaire général. Le parti au pouvoir a dominé les élections législatives et communales. La cohabitation entre le président

Monja Roindefo demande la clarification de la HCC. L'ancien Premier ministre, président du Monima, a rompu le silence qu'il s'était imposé depuis son éviction en octobre. Il confirme sa rentrée politique et tente de se démarquer du bras de fer qui voit s'affronter la mouvance Rajoelina et celles des trois anciens présidents, en suggérant une remise à plat de la fondation juridique de la Transition. « *J'en appelle à HCC pour un recadrage des institutions de la Transition* », a-t-il déclaré. Il justifie sa demande par l'imbroglio juridique dans lequel se trouvent les institutions. Il en appelle à la clarification de la HCC dans l'espoir sans doute de revenir au pouvoir à la faveur de l'avis sollicité. Quelques mois auparavant, la haute juridiction lui avait donné raison, en ordonnant l'impossibilité de son éviction de la tête du gouvernement. La décision du régime de se référer aux ordonnances du 17 mars pourrait lui avoir donné espoir de voir prises à nouveau en compte les résolutions du 15 mars pour reformer le tandem Rajoelina-Roindefo.

Les Forces armées ménagent Camille Vital. Les dirigeants des Forces armées tentent de protéger le nouveau Premier ministre et de se protéger eux-mêmes, en assurant l'opinion de l'impartialité de la Grande muette. Celle-ci se réjouit discrètement, après la nomination d'un des leurs à la tête du gouvernement, afin d'effacer toute suspicion de pression militaire dans la désignation d'un Premier ministre issu de ses rangs. Le nouveau Premier ministre avait pourtant mis en avant le rôle joué par l'armée dans sa désignation. « *Je ne m'attendais pas à cette nomination, je pense l'avoir été sur proposition de mes frères d'armes, consultés par le président, en l'occurrence, ceux qui détiennent le commandement au niveau de la gendarmerie, de l'armée et même de la police. Je devrais former un gouvernement militaro-civil* », avait-il confié sur RFI. « *Nous sommes prêts à collaborer avec lui* », a réaffirmé le général Noël Rakotonandrasana, ministre des Forces armées.

Message de Noël du nonce apostolique : le dialogue, unique solution de sortie de crise. Au cours de son intervention, l'émissaire du pape Benoît XVI a fait remarquer : « *Autant d'emplois sont perdus. Les marchands envahissent les trottoirs et les rues, le pouvoir d'achat est en baisse. Le dialogue est l'unique solution* ». Pour Mgr Kasuja, il est maintenant temps de réveiller

Ravalomanana et son Premier ministre a été pourtant marquée par quelques clashes. Dans son propre camp, Jacques Sylla était suspecté d'avoir des ambitions présidentielles. Le président Ravalomanana a néanmoins maintenu son Premier ministre à son poste par souci de le garder durant tout son mandat mais Jacques Sylla était surveillé de près. Il avait même été censuré dans l'audiovisuel public.

Deuxième mandat. Écarté du cercle du pouvoir après la nomination d'un nouveau Premier ministre, Charles Rabemananjara, Jacques Sylla allait faire un retour au sommet. Candidat naturel du parti TIM dont il avait été écarté de la direction après le congrès, pour les législatives à Sainte-Marie, l'homme avait une plus grosse ambition. Malgré la réticence de Marc Ravalomanana, l'ancien Premier ministre travaillait le terrain pour le poste de président de l'Assemblée nationale avant même le scrutin. L'appel du pied a fini par faire mouche. Contre toute attente, Jacques Sylla redevenait chef d'institution en 2007. Sa relation avec le président Ravalomanana ne s'est pas pour autant améliorée. Il n'hésitait pas à critiquer le pouvoir. En 2009, Jacques Sylla avait dirigé la Délégation Ravalomanana lors des premières négociations avec le camp Rajoelina. Il bascula dans l'autre camp, le 14 mars, sur la place du 13-Mai, en réclamant le départ immédiat de celui qui l'avait nommé Premier ministre en 2002. Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, Jacques Sylla retrouve les affaires politiques en se faisant nommé Président du Congrès de la Transition par Andry Rajoelina. Resté discret, il perd à nouveau sa place au profit de Mamy Rakotoarivelo après la signature des Accords de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. C'est d'ailleurs lors de la passation avec Mamy Rakotoarivelo à Tsimbazaza que l'état de santé de Jacques Sylla fut évoqué sur la place publique. Jacques Sylla était très influent auprès de l'Église catholique malgache. Son décès risque de laisser un vide dans cette sphère d'influence.

Pour le chroniqueur Vanf, de L'Express, « *Marc Ravalomanana s'était manifestement trompé quand il choisit Jacques Sylla pour conduire sa délégation aux premières négociations de la crise 2009. Chef de cette délégation à l'hôtel Le Hintsy, Jacques Sylla se retrouva, dès le lendemain, sur la Place du 13-Mai, aux côtés d'Andry Rajoelina. Les amis de Marc Ravalomanana crièrent à la trahison. Les amis d'Andry Rajoelina accueillirent le transfuge avec mépris. Celui qui, pendant les 5 ans où il fut le Premier ministre de Marc Ravalomanana, n'a jamais su dire non aux initiatives parfois intempestives du président de la République, venait de rappeler comment, précédemment, il avait déjà su renier ceux qui le pensaient des leurs sous la présidence de Zafy Albert. La vive altercation, lors de la passation à l'Assemblée nationale, en témoigne encore : « Veloma, Jacques Be » ironisèrent ses adversaires. On ne se dispute pas avec un mort. Mais, dans le concert des louanges hypocrites ou de condoléances de circonstance, il me semblait nécessaire d'apporter à la culture générale de la classe politique un exemple historique de supériorité morale. A contrario, il faut que l'opinion et les gouvernants comprennent qu'un homme qui a trahi une fois, trahira plusieurs autres fois* ».

les consciences pour le partage et la solidarité. L'évêque d'Antananarivo, Mgr Odon Razanakolona, pour sa part, a insisté sur la nécessité de ne pas baser la gestion d'un Etat ou d'une cité sur la force. *« Il ne faut pas gérer un pays par une démonstration de force. La fracture est observée même dans les Eglises, dans la famille, à cause de la divergence d'opinions politiques. On ne peut parler de "fihavanana" que dans un contexte de reconnaissance des erreurs et de la justice »*. Et de conclure qu'il est temps de trouver l'intérêt supérieur de la Nation.

« Cadeau de Noël » de Barack Obama : Madagascar, la Guinée et le Niger exclus de l'Agoa. Les 3 pays ont été retirés de la liste des pays pouvant bénéficier d'un partenariat commercial privilégié avec les Etats-Unis, mais a réintégré la Mauritanie, a annoncé la Maison Blanche.

Les Etats-Unis sanctionnent l'économie malgache. Pour *Jeune Afrique*, l'exclusion de l'Agoa est particulièrement dramatique pour la Grande Ile qui avait su tirer partie de cette opportunité pour développer son industrie textile. Pas moins de 85% de ses exportations étaient jusqu'à présent réalisées vers les Etats-Unis dans ce secteur rendu dynamique par les investissements étrangers. Le relèvement des droits de douane (désormais entre 10 et 35%) pourrait être fatal à de nombreux ateliers de confection. D'après le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), 20.000 emplois directs et 150.000 indirects pourraient être détruits, dans un pays qui en a déjà perdu plus de 200.000 depuis le début de l'année. La nouvelle a été accueillie avec beaucoup d'inquiétude à Maurice. Les entreprises mauriciennes basées à Madagascar exportent 57 millions de dollars sous l'Agoa et emploient 8.000 personnes. Les emplois indirects sont estimés à 24.000. Les entreprises mauriciennes à Madagascar font partie intégrante de l'intégration verticale sur le plan régional. Certains travaux commencés à Maurice étaient complétés à Madagascar pour l'exportation vers les États-Unis. Ce qui explique que les producteurs mauriciens avaient choisi le label *« Made by Mauritius »* plutôt que *« Made in Mauritius »*. Les entreprises mauriciennes devront revoir leur stratégie de fond en comble. Les services de soutien aux entreprises mauriciennes, dont le secteur bancaire, devront en faire de même. Les données les plus récentes concernant les échanges commerciaux américano-malgaches indiquent que les exportations de la Grande Ile pour les 9 premiers mois de l'année se sont élevées à 198,1 millions de dollars dont 162,6 millions représentent la valeur totale des exportations sous l'Agoa. Le textile et l'habillement constituaient une part importante des exportations malgaches. Les produits agricoles malgaches sont aussi des sources de revenus d'exportation importants, soit 27,6 millions de dollars mais les recettes totales sous l'Agoa. Madagascar est aussi exportatrice de produits forestiers, chimiques, et de minéraux/métaux vers les États-Unis. Les exportations totales de la Grande Ile vers les États-Unis pour 2008 se sont chiffrées à 235,7 millions de dollars dont 201, 6 millions de dollars sous l'AGOA et le SPG.

Maurice veut des élections à Madagascar dans les meilleurs délais. Le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boollell, souhaite que les élections soient organisées dans un délai le plus raisonnable possible. Il réagissait à la décision de Barack Obama de retirer Madagascar de la liste des pays bénéficiaires de l'AGOA. Affirmant *« regretter qu'on soit arrivé là »*, il avance que *« cette suppression aurait pu être évitée par le gouvernement malgache »*. Il déplore le fait qu'Andry Rajoelina ait refusé de se rendre à Maputo pour la rencontre réunissant les mouvances sous l'égide de la médiation mozambicaine. *« Toutes les parties présentes étaient sur le point d'arriver à un accord mais se sont heurtées à l'intransigeance d'Andry Rajoelina avec ses conséquences »*, indique M. Boollell. Le ministre a toutefois fait remarquer que Madagascar pourra bénéficier à l'avenir de l'AGOA si Antananarivo respecte les conditions définies par la médiation dirigée par Joachim Chissano, avec le soutien de la communauté internationale. Il a lancé un appel au respect de la Charte de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. *« Ce qui s'est passé à Madagascar représente un recul dû à l'intransigeance de la classe politique. Cette suspension intervient à un moment où, aux États-Unis, on parle de plus en plus*

de "single preference" à l'intention non seulement des pays africains mais également de pays comme le Bangladesh, le Cambodge... ».

Nuance apportée aux récents propos pro-HAT de Bernard Kouchner. Paris met en garde contre des législatives unilatérales. Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, a mis en garde le régime d'Andry Rajoelina contre l'organisation en mars prochain d'élections législatives non consensuelles, estimant qu'elles ne contribueront pas à résoudre la crise politique. Il a appelé l'ensemble des mouvances à reprendre le dialogue, seule issue possible à l'impasse politique. « *La France invite l'ensemble des parties malgaches à reprendre le dialogue afin de renouer avec le consensus indispensable à toute sortie de crise* », a martelé M. Valéro, tout en souhaitant que la prochaine réunion du GIC fasse évoluer les positions actuellement figées. Le porte-parole du Quai d'Orsay a par ailleurs réitéré le soutien de la France à la médiation conjointe de l'UA, des Nations Unies, de l'OIF et de la SADC en vue d'une solution négociée. « *Il appartient aux Malgaches de trouver, avec l'aide de la communauté internationale, un schéma de sortie de crise dans l'esprit des accords de Maputo I et d'Addis-Abeba* », a encore dit M. Valéro.

27 & 28 décembre : échec d'une mutinerie de sous-officiers. Des hommes d'Eglise demandent la levée des sanctions contre Radio Fahazavana.

Malaise au sein de l'armée. Echec d'une mutinerie de sous-officiers. Très tôt dans la matinée, des soldats du Régiment d'Appui et de Soutien (RAS) se sont mutinés dans les locaux du ministère, avec pour objectif de maîtriser l'ensemble du camp et son armement. Un sous-officier, l'adjudant-chef Ratsimihafindramanana Daniel, aurait réussi à convaincre quelques acolytes avec la promesse d'une remise de 40.000 Ariary par tête. Si certains ont estimé que le jeu n'en valait pas la chandelle, d'autres auraient accepté d'exécuter la mission. Les mutins ont neutralisé les factionnaires avant de bloquer l'entrée du camp. Mais d'autres militaires ont réussi à donner l'alerte. Les soldats mutins auraient vite abandonné la partie. L'adjudant-chef a été arrêté et conduit dans les locaux de la brigade de recherches de Betongolo pour y être auditionné. Afin de parer à toute éventualité, les dispositifs de sécurité dans les autres camps militaires ont été renforcés. Par ailleurs, dans un communiqué préenregistré qu'il a signé au nom des sous-officiers, caporaux et soldats, le chef des mutins a dénoncé, entre autres, l'utilisation des militaires à des fins politiques. Il a également «sommé» les autorités de mettre en place sous 48 heures toutes les institutions prévues dans les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba et de mettre en application les résolutions des Assises militaires. «*L'action est maîtrisée*», s'est contenté d'avancer le Premier ministre Camille Vital. Pour sa part, le général André Ndriarijaona (Cemgam) a affirmé que cette hypothèse de distribution d'argent pourrait toucher le monde politique, ce que laisse également entendre le colonel de gendarmerie Richard Ravalomanana. «*Des noms d'hommes politiques sont cités mais pour l'instant, nous continuons à affiner notre enquête*», a-t-il confié. Cet événement risque d'envenimer une tension politico-militaire latente au moment où les mouvances des trois anciens présidents contestent l'unilatéralisme du régime. Le camp des trois mouvances rejette déjà toute responsabilité dans l'affaire et soupçonne une manœuvre politique destinée à l'atteindre et à justifier une répression.

L'adjudant-chef Ratsimihafindramanana, président national du Corps des Sous-officiers de l'Armée malagasy (COSOFA), n'est pas un inconnu. Le 10 mars 2009, il faisait partie de la centaine de mutins qui ont retenu durant une heure puis contraint le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, ministre de la Défense, à signer et à lire publiquement sa lettre de démission. Le vice-amiral avait succédé le 9 février à Cécile Manorohanta, démissionnaire suite à la fusillade du 7 février.

Pour Sobika, « cette tentative avortée de la part des sous officiers de faire un « Capsat 2 », montre que des dissensions existent bel et bien au sein de l'armée. La politique immiscée dans les rangs de la Grande muette et la frustration d'assister à des promotions en fonction de la fidélité au régime en place encourage les prises de position bien tranchées. La Grande muette semble faire sa révolution. Après la mise en avant des commandants et colonels, celle des sous-officiers, on n'attend plus que les généraux ! »

Des hommes d'Eglise demandent la levée des sanctions contre Radio Fahazavana. Sous l'égide de la FJKM, de l'EEM et de l'Eglise orthodoxe, ils ont organisé un culte œcuménique pour la Nation. A cette occasion, ils ont exigé la reprise immédiate et sans condition de l'émission « *Ampenjiky* » et du journal de Radio Fahazavana, appartenant au FFKM. Ils ont refusé le verrouillage de ces médias pour le compte des seuls proches du régime et réclamé le libre accès de toutes la classe politique et de toutes les tendances à la RNM et à la TVM. Une revendication qui semble avoir été entendue par les autorités car le soir même Radio Fahazavana a diffusé son bulletin d'information et repris l'émission « *Apenjika* ». À la place du FFKM qui observe un certain mutisme ces derniers temps, le collectif a exigé des Forces armées qu'elles observent la neutralité dans l'exercice de leur fonction et à la Justice d'être libre et équitable. Le collectif a supplié les acteurs politiques de « *sérieusement considérer la misère de la population* » et de « *cesser les arrestations arbitraires, les mensonges et l'infantilisation de l'opinion publique* ». Il a pointé du doigt la crise qu'à ses yeux les dirigeants entretiennent pour pouvoir se maintenir au pouvoir. « *Un régime créé à partir de la violence se termine par la violence* », a-t-il avancé. « *Si l'on persévère à rester dans cette crise, si l'on fait exprès de ne pas trouver de solution pour s'en sortir, nous allons prendre nos responsabilités* », ont-ils ajouté. « *L'entêtement des politiciens mènera directement la population vers une guerre civile* », ont-ils averti. Les religieux catholiques ont brillé par leur absence, observe *The Times of Madagascar*. Les dirigeants de Radio Fahazavana ont déposé une requête en excès de pouvoir auprès du Conseil d'Etat.

29 décembre : Le Premier ministre Camille Vital affirme son autorité et menace les opposants qui contestent le retour à « l'unilatéralisme ». Les 3 mouvances déterminées à poursuivre la mise en place des institutions de Maputo. Le CCOC interpelle la France et lui demande de clarifier sa position.

Sévère mise en garde du colonel Vital. Le Premier ministre fait monter la pression. Après la main tendue du jour de sa nomination, il passe aux menaces à l'encontre de ceux qui veulent se mettre en travers de sa route dans la gestion de la Transition. « *Des mesures sévères seront prises contre ceux qui dépassent les bornes* », a averti le colonel à l'occasion d'une réunion avec les hauts responsables des Forces armées et de la police. Réunion qui a pris l'allure d'une mise en scène d'allégeance de ces derniers à l'égard du nouveau chef du gouvernement, issu de leur rang. « *Les trois mouvances font de la politique et moi, je gère la Transition. J'ai un objectif, à savoir la mise en place de la IVe République. Si les hommes politiques veulent mesurer leur popularité, qu'ils se présentent aux élections pour prouver leur valeur et non pas me gêner dans mes actions* », a-t-il soutenu. Organès Rakotomihantarizaka, ministre de la Sécurité intérieure, a déclaré : « *la population peut faire confiance aux forces armées : ses droits fondamentaux ne seront pas bafoués* ». La mise en garde semble destinée à la Grande muette et à la classe politique, avec en priorité les trois mouvances qui contestent les décisions unilatérales d'Andry Rajoelina. Pour sa part, le co-président Fetison Rakoto Andrianirina analyse la réunion comme une « *manœuvre visant à faire croire à la communauté internationale que l'armée derrière est unie derrière Andry Rajoelina* ». « *Et quand il [le colonel Camille Vital] parle de souveraineté pour protéger la Nation, de quel droit ? Le changement et sa nomination sont basés sur l'illégalité* », a-t-il poursuivi.

Norbert Ratsirahonana, éminence grise d'Andry Rajoelina : « *La feuille de route est tracée. C'est à prendre ou à laisser !* ». Interrogé sur les perspectives de reprise des négociations entre les quatre mouvances sous l'égide du GIC, Norbert Lala Ratsirahonana a déclaré : «*Nous ne pouvons pas empêcher le GIC de se réunir s'il le veut. Mais il n'est plus maintenant question de négocier quoi que ce soit. Ce sont les trois mouvances qui ont rompu le contrat en remettant en cause tous les accords qui ont été conclus depuis Maputo I. Les affaires nationales ne sont quand même pas un jeu. C'est pourquoi nous avons, de notre côté, décidé de prendre nos responsabilités. La feuille de route est tracée : la Transition n'excèdera pas 10 mois avec la tenue des législatives en mars prochain. Tout le monde est libre d'y participer ou non, mais encore une fois, c'est à prendre ou à laisser...*».

Trois mouvances : « *Andry Rajoelina s'est disqualifié, le pays est en danger* ». Ce constat du co-président Fetison Rakoto Andrianirina a contraint les trois mouvances à rompre la trêve politique de fin d'année. Emanuel Rakotovahiny, Mamy Rakotoarivelo, Ange Andrianarisoa et Fetison Rakoto Andrianirina sont montés au créneau au Carlton pour condamner l'ordonnance « *relative à la réorganisation du régime de Transition vers la IVème République* ». En prenant cette ordonnance, Andry Rajoelina s'est disqualifié de la Transition prévue par la Charte de Maputo et l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba, a martelé Ange Andrianarisoa, chef de délégation de la mouvance Ratsiraka. Le co-président de la Transition, Emmanuel Rakotovahiny, a réaffirmé que les institutions de la Transition, telles qu'elles sont prévues par la Charte de la Transition, sont maintenues. « *Le Congrès fonctionne déjà avec ses 156 membres nommés. Tôt ou tard, ces congressistes seront installés à Tsimbazaza* », a réitéré Mamy Rakotoarivelo. Touchant mot du Conseil National de Réconciliation dont il est le président, Zafy Albert a souligné que cette institution est également opérationnelle étant donné que les 8 membres la composant sont déjà tous nommés. Mamy Rakotoarivelo a signalé : «*la mise en place des différentes institutions à partir des accords de Maputo et d'Addis-Abeba est légale. Nous attendons la reconnaissance ainsi que la nomination des membres de la mouvance Andry Rajoelina. S'il ne le fait pas, nous prendrons nos responsabilités*». Emmanuel Rakotovahiny de rajouter que la mise en place des institutions de la Transition se poursuivra par «*la nomination des ministres par le Premier ministre Mangalaza et par la suite, les membres du Congrès et du gouvernement prendront leurs places respectives. La tenue d'une réunion à Addis-Abeba avec GIC va clore notre action*».

Les trois mouvances décentralisent leur mouvement. Surenchère du côté des mouvances Ratsiraka, Ravalomanana et Zafy : elles projettent de ne plus concentrer leur mouvement sur la capitale et annoncent vouloir sensibiliser la population des provinces après la fête du Nouvel An. Pour cela, les membres du Congrès se feront les ambassadeurs des trois mouvances auprès de leurs localités respectives. La décision a été annoncée au Carlton par les trois mouvances, en présence d'une soixantaine de membres du Congrès de la Transition.

Ambroise Ravonison (« mouvance légaliste ») : le chef de la diplomatie française doit faire preuve d'un peu de retenue. Il constate le retour des dirigeants à leur position initiale de mars 2009 sans qualité et sans reconnaissance internationale. Il demande l'intensification des sanctions personnelles contre les auteurs du coup d'Etat du 17 mars, condamnés par la France, et demande également à Bernard Kouchner de bien vouloir faire preuve d'un peu de retenue dans ses propos et déclarations hâtives et personnelles mettant à mal les 20.000 français habitant à Madagascar ainsi que le peuple malgache. La « *mouvance légaliste* » demande à la communauté internationale et à l'UA d'abroger purement et simplement les futures négociations avec les mouvances « *passéistes* » soupçonnées de fomenter une stratégie de vengeance politique personnelle, de division raciale et d'incitation à la guerre civile, et de

poursuivre des négociations avec les mouvances et autres entités instigatrices de la lutte populaire.

Le CCOC interpelle la France. « Suite à la proposition de M. Andry Rajoelina pour la tenue d'élections au mois de mars 2010, la France a émis deux avis contradictoires à travers son ministre des affaires étrangères, M. Bernard Kouchner et le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Bernard Valéro. Compte tenu des liens d'amitiés existant de longue date entre la France et Madagascar, du poids de la France dans l'économie de Madagascar et des reproches de partialité qui ont pu lui être faits, il est essentiel que la France ait un langage clair, dénué de toute ambiguïté, afin que personne ne puissent se prévaloir d'un appui exclusif qui empêcherait la résolution consensuelle de la crise. Nous avons, à maintes reprises, souligné l'importance de l'appui de la communauté internationale dans la résolution de la crise que traverse Madagascar. Cet appui doit se faire dans le respect de la souveraineté du pays, pour la sauvegarde de ses intérêts et de ceux de sa population et dans l'esprit des principes de démocratie acceptés universellement. La place de la France au sein de la communauté internationale ne lui permet pas d'avoir ce double langage. M. Bernard Kouchner a apparemment apporté son assentiment à la tenue d'élections pour le mois de mars 2010. Soucieux de sortir définitivement Madagascar du cycle de crises et d'instaurer les bases fondamentales d'une société démocratique, juste et équitable, nous nous permettons de soulever les réflexions suivantes :

- Toutes les conditions de réussite pour la tenue d'élections libres et transparentes ne sont pas garanties dans la démarche unilatérale et dans le laps de temps proposé ;
- La tenue d'élections dans un cadre non consensuel pourrait être une solution à courte vue pour sortir Madagascar de la crise, mais ne peut être nullement une solution à long terme. Celle-ci ne serait qu'une nouvelle source de conflit.
- Les accords de Maputo dont la Charte des Valeurs qui ont été signés par les quatre mouvances appellent au respect de la parole donnée.

La population est fatiguée de cette crise dont les conséquences ne font que commencer. Nous exhortons la communauté internationale, notamment la France, à être le garant du respect des principes démocratiques et des accords internationaux. Nous demeurons convaincus que la sortie de crise de Madagascar passe par le dialogue et la solution consensuelle et inclusive et sans la force comme l'a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay ».

30 décembre : les chefs des 3 mouvances convoqués par la Justice. L'opposition pourrait être mise en cause dans la mutinerie d'Ampahibe. Forcing de la HAT auprès de l'OIF avant la réunion du GIC du 6 janvier.

Révélation sur la mutinerie d'Ampahibe. Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription de la gendarmerie, a affirmé détenir des preuves de l'existence d'un réseau d'officiers et de sources de financement derrière la mutinerie au Régiment d'Artillerie et de Soutien (RAS). Il a déclaré que ces personnes font actuellement l'objet de recherches. En garde à vue, l'adjudant-chef aurait dénoncé l'origine de l'argent qu'il avait distribué. La somme répartie s'élèverait à 5 millions Ar et aurait été octroyée à des jeunes recrues qui effectuaient leur service militaire dans le camp du RAS cette nuit-là. 5 personnes ont été arrêtées, puis relâchées après avoir été auditionnées, à titre de témoins. Deux ex-députés TIM de la région d'Antananarivo, un délégué d'arrondissement d'Antananarivo et le dirigeant d'un média proche de la mouvance Ravalomanana auraient participé à la réunion préparatoire de la mutinerie du RAS, selon l'enquête et les témoignages des 6 militaires interrogés. Des mandats d'arrêt pourraient être émis à leur encontre.

La ministre de la Justice confirme une convocation à se présenter devant le doyen des juges d'instruction pour les chefs de délégations des 3 mouvances, mais sans mandat d'arrêt. Tribune précise que la ministre a tenu à bien faire la distinction entre mandat d'arrêt et simple convocation dans le cadre d'enquêtes. Il n'est par contre pas exclu que des mandats

d'arrêt soient émis, pour nécessité de maintien de l'ordre public, si certains persistent à installer par la force dans les bâtiments publics des institutions qui ne sont pas reconnues par les autorités, à l'instar de la tentative d'installation du Congrès, aurait-elle ajouté.

Le décret de nomination des membres du gouvernement Vital n'est toujours pas signé. Le constitutionnaliste Jean Éric Rakotoarisoa estime importante, voire urgente, la prise d'un acte réglementaire officialisant l'équipe avec laquelle le Premier ministre va collaborer. « *Ce décret de nomination est obligatoire même si les membres de l'ancien gouvernement sont généralement reconduits* », a-t-il souligné. Albert Camille Vital s'est contenté de déclarer, après son installation à la tête du gouvernement, qu'il procédera seulement à « *un mini-remaniement* », sans avancer aucun délai.

Législatives du 20 mars 2010 : forcing de la HAT à l'OIF. Le vice-PM chargé des Affaires Etrangères, Ny Hasina Andriamanjato, s'est rendu discrètement à Paris où il a rencontré les représentants de l'Organisation. Selon *Midi*, il avait pour mission de convaincre l'OIF (membre du GIC) de maintenir ses promesses d'appui aux futures élections. Et le quotidien d'ajouter : « *Reste à savoir si la seule caution de cette Organisation, qui s'est désolidarisée du GIC le 24 octobre 2009 en déclarant être disponible à aider la transition unilatérale d'Andry Rajoelina pour que les élections futures se fassent avec plus de transparence et d'équité possible, suffirait pour que la HAT puisse conquérir la reconnaissance internationale par la tenue de ces législatives boycottées par les trois mouvances. En tout cas, l'OIF doit être liée par la position du GIC qui tiendra le 6 janvier à Addis-Abeba. La position de l'OIF reflétera certainement celle de la France sur la crise malgache. Or, cette dernière entretient actuellement l'ambiguïté totale sur sa position* ».

Le scénario hondurien : un choix difficile pour Marc Ravalomanana. Pour le site *Madonline*, « *dans le contexte actuel, le président déchu de Madagascar n'a plus beaucoup de choix. S'il veut asseoir de nouveau son autorité, il devra prendre le risque de retourner au pays, tout en cherchant les moyens d'assurer sa sécurité et de remobiliser ses partisans civils et militaires. Il y a peu de chance que le scénario de sortie de crise esquissé par les accords de Maputo et d'Addis-Abeba puisse aboutir. Le président de la Haute Autorité de la Transition, Andry Rajoelina, a fait son choix : celui de l'unilatéralisme. Et Marc Ravalomanana doit trouver sa voie. Malgré l'insistance des membres des trois mouvances politiques signataires des accords de Maputo, en effet, la situation se trouve dans l'impasse. Le processus de Maputo n'a plus aucune chance d'aboutir. Cela devrait conduire le président évincé, à la moitié de son deuxième mandat, à réfléchir sur sa nouvelle démarche. Aujourd'hui, le scepticisme gagne du terrain. Les partisans de Marc Ravalomanana ne croient plus trop en une transition «consensuelle». Et trouvent que les gesticulations actuelles des trois mouvances ne peuvent qu'être vouées à l'échec. Car la Haute Autorité de la Transition n'hésite pas à se donner tous les moyens pour leur barrer la route. A cet effet, Marc Ravalomanana n'a plus beaucoup de choix. S'il compte retourner au pouvoir, il devra s'armer de beaucoup de courage. Ses partisans ne souhaitent plus que son retour au pays pour réorganiser sa contre-offensive. Le président hondurien Manuel Zelaya a pris le risque de retourner dans son pays. Il n'avait pourtant plus le moindre soutien dans l'armée. Ce qui n'est pas le cas pour Marc Ravalomanana. Le président malgache bénéficie toujours de la sympathie d'une frange importante de l'armée. Tout est question d'organisation toutefois, puisque le commandement est ostensiblement toujours maîtrisé par Andry Rajoelina. Beaucoup de ses partisans en sont convaincus : si Marc Ravalomanana parvient à remobiliser les militaires qui lui sont restés fidèles, la HAT sera contrainte à revoir sa copie. Les autorités de fait auront le choix entre quitter le pouvoir ou retourner à la table des négociations. Une protection diplomatique, toujours à l'image de celle dont a bénéficié Zelaya, ne garantira en aucun cas un retour au pouvoir pour Marc Ravalomanana. Ce ne sera donc pas la meilleure voie pour lui. Le choix est sans doute difficile pour le président déchu. Mais tôt ou tard il devra décider. En attendant, Andry Rajoelina et son équipe font la pluie et le beau temps dans la Grande Ile. Sans initiative osée de la part de leurs adversaires, rien ne les empêchera de finir seuls la Transition qui sera loin d'être* »

inclusive » et « consensuelle ». Les dirigeants actuels reconnaissent pourtant, en coulisse, la fragilité de leurs autorités. Mais ils savent que tant que le vent ne soufflera pas assez fort, l'arbre ne tombera jamais ».

31 décembre : le sommet d'Addis-Abeba du 6 janvier en concurrence avec une opération d'envergure de la HAT pour le lancement de la préparation des législatives du 20 mars.

La préparation des législatives du 20 mars passe à la vitesse supérieure. Les 6 et 7 janvier, le gouvernement de la HAT va regrouper environ 500 représentants des entités de la société civile, des associations et partis politiques ainsi que des organisations internationales et chancelleries étrangères pour un atelier au Centre de conférences international d'Ivato. L'élaboration de l'esquisse de code électoral et des projets de dispositions relatives à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sera à l'ordre du jour. « Plus de 200 associations et partis politiques existants sont tous conviés sans distinction », a annoncé un proche collaborateur de la vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Cécile Manorohanta. Mais quelles que soient les tractations menées par les pro-HAT, les adhérents des 3 mouvances campent fermement sur leur position de refus.

La ministre a annoncé le démarrage dès le 1^{er} janvier de la confection de la liste électorale et de l'opération CIN. Le recensement électoral, au niveau des districts, a déjà notamment commencé.

Sommet d'Addis-Abeba du 6 janvier : échec prévisible des négociations ? La plupart des observateurs prédisent déjà un échec cuisant des négociations, les positions des mouvances s'étant considérablement durcies ces derniers jours. Pour *Les Nouvelles*, « si les médiateurs internationaux veulent donner une chance de réussite à la suite des négociations et si la Charte de Maputo reste le cadre de discussions, il est clair qu'ils devront, au préalable, convaincre la mouvance Andry Rajoelina de faire machine arrière. Sinon, il ne reste plus qu'à espérer que les quatre mouvances tombent d'accord sur la tenue des élections... »

Sanction contre Radio Fahazavana : Nathalie Rabe a négocié avec le pasteur Lala Rasendrahasina. La requête pour sursis à exécution de la note sanctionnant la station ayant été déposée auprès du Conseil d'Etat, les émissions interdites d'antenne ont pu reprendre. 24 heures après le dépôt de la requête, une rencontre a eu lieu entre le pasteur Lala Rasendrahasina, président de la FJKM, l'église à laquelle appartient *Radio Fahazavana*, et la ministre de la Communication, Nathalie Rabe. La présidente du CSCA aurait tenté d'obtenir du pasteur le retrait de sa requête, en suggérant en contrepartie une modification du « format » des émissions incriminées. Le pasteur s'y serait opposé.

Nathalie Rabe a également lancé un rappel à l'ordre à la radio Viva [pro-HAT] concernant l'émission « *Anao ny fitenenana* », accusée d'incitation à la haine. La décision aurait été prise en Conseil de gouvernement, dans un souci d'équilibre.

Les leaders des trois mouvances seraient interdits de sortie du territoire, selon L'Express qui rapporte les propos de Fetison Rakoto Andianirina. Après avoir été interdits d'entrée, seront-ils frappés d'une mesure en sens inverse ?

Suspension de l'AGOA : rencontre entre les opérateurs et le gouvernement. L'objet de cette première rencontre était de discuter de la manière de gérer autant les 40.500 employés qui seront en chômage très bientôt que les 32 entreprises qui seront obligées de fermer et de licencier. 6 ministres de la HAT conduits par celui en charge de l'Economie, Fienena Richard, se sont entretenus avec les chefs d'entreprise impliqués. D'autres rencontres suivront, pour

tenter de trouver des solutions alternatives. Parmi les propositions, la dévaluation de l'Ariary pour rendre les produits compétitifs, ainsi que la recherche de débouchés en Europe.

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

La prostitution juvénile progresse dans la région Atsinanana sous l'effet du projet Ambatovy. Ce fléau inquiétant secoue la côte Est du pays. Après la ville de Moramanga, les membres du Réseau pour l'éradication de la violence à l'égard des enfants et des femmes (Rev) sont préoccupés par le boom de la prostitution juvénile dans plusieurs communes dans la région. *«De plus en plus d'écoles ferment, notamment dans les zones reculées où le pipeline du projet Ambatovy passe. Sur cet axe, les jeunes filles de 12 à 18 ans abandonnent leurs études et se ruent vers les étrangers. D'autre part, les parents encouragent eux-mêmes leurs progénitures dans cette voie »,* se plaint la coordonnatrice du réseau Rev, qui déclare : *«Cette recrudescence de la prostitution apparaît comme l'impact direct de la pauvreté dans laquelle se sont engouffrés de plus en plus des ménages »*. Le chef de région a mis en place une Task force et il compte sur les représentants du projet Ambatovy avec pour mener à bien cette lutte.

Les crédits destinés à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/Sida sont épuisés. Le fonds avait été mis en place en novembre 2007 pour couvrir les besoins médicaux payants des malades qui n'ont pas de ressources financières. *« La crise a affecté la plupart des membres qui cotisent pour le fonds de garantie. Ainsi, peu de liquidités ont été collectées au cours de cette année »,* explique le responsable du fonds de garantie au sein de l'association Fifafi d'Analamanga, qui s'inquiète de l'avenir des PVVIH à Madagascar. *« Nous enregistrons une dette de plus de 10 millions Ar auprès des hôpitaux de référence »,* affirme le responsable.

Discriminations : des enfants handicapés refusés dans les écoles publiques et privées. *« La majorité des écoles privées ou publiques n'accepte pas les enfants infirmes. On leur dit d'aller dans des écoles spécialisées, mais elles restent encore insuffisantes »,* regrette le secrétaire exécutif du Collectif des personnes handicapées (SE/COPH), en marge d'un atelier sur la présentation d'un guide destiné aux acteurs du développement visant à améliorer l'accompagnement social des personnes handicapées. Un grand nombre d'enfants atteints d'IMC se trouvent, alors déscolarisés, ou commencent tardivement le primaire. Il n'est pas rare que des médecins refusent une consultation aux handicapés ou qu'ils ne puissent avoir accès à la micro-finance.

Violences conjugales : appui des hommes aux femmes battues. 3 600 hommes ont signé un manifeste, qui a été présenté officiellement par l'équipe de la Cellule de veille pour la lutte contre les violences conjugales Enda Océan Indien. Des manifestations de sensibilisation ont été effectuées par la cellule dans les 6 arrondissements de la capitale en octobre et novembre, et notamment dans les bas quartiers où la violence à l'endroit des femmes est un fléau croissant. Une étude réalisée en 2007 par Enda OI avec la collaboration de l'IRD a mis à jour que 65% des femmes malgaches subissent au moins une forme de violence au sein de leur foyer.

La peine capitale pour quatre accusés de pillage et incendie. Une trentaine de personnes, poursuivies pour incendie volontaire de maisons et de voitures, pillage et complicité, ont été jugées devant la cour criminelle d'Arivonimamo. A l'issue de l'audience, quatre des accusés qui sont toujours en cavale ont été condamnés à la peine capitale et quatre autres à 5 ans de travaux forcés. L'affaire a débuté dans la soirée du 5 juillet après la découverte de 7 enfants séquestrés au domicile d'un couple. Un attroupement s'est formé autour de la maison. Des

membres de la communauté villageoise en furie ont pillé et mis le feu à 5 véhicules et à des habitations. Les gendarmes ne sont pas parvenus à les contenir.

Réinsertion sociale des détenus : un atelier organisé par l'ACAT Madagascar. L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de l'ACAT intitulé « *Activités de prévention d'actes de torture, peines et autres traitements cruels inhumains et dégradantes et de réinsertion des victimes* », en partenariat financièrement avec l'UE.

Situation des jeunes femmes expatriées au Liban : le syndicat des Bureaux de Placement privés a déclaré dans un communiqué du 14 décembre qu'il se décharge sur le ministère de la Fonction publique, du Travail et des lois sociales de la prise en charge des ressortissants malgaches travaillant au Liban. Le syndicat motive sa décision par des difficultés financières et la suspension provisoire de ses activités. L'envoi des travailleurs malgaches au Liban a été suspendu depuis le 9 novembre. Pour Samuelson Ramanitriniony, directeur général de l'emploi, du travail et des lois sociales, « *ce communiqué a été rédigé dans le simple but de protéger l'intérêt de ces bureaux de placement. D'après les investigations menées en novembre, ceux du Liban gagnent 150 dollars par travailleur malgache tandis que les bureaux de placement de Madagascar en perçoivent 50* ». Une protection d'intérêt qui a sûrement aussi motivé le changement d'avis des bureaux de placement du Liban qui avaient auparavant décidé de payer les frais de déplacement pour le Liban de la délégation malgache du ministère de la Fonction publique. Lesquels bureaux de placement ont aussi surenchéri en menaçant de rompre le partenariat avec Madagascar « *si la situation n'est pas débloquée au plus tard le 15 décembre* ». Malgré la suspension de l'envoi des travailleurs au Liban, des Malgaches continuent à partir en passant par Dubaï par exemple. « *Ces personnes font tout pour partir même lorsqu'on leur dit ce qui ce passe là-bas. C'est donc à leurs risques et périls. Malheureusement, elles viennent toutes faire des récriminations auprès du ministère lorsqu'elles rencontrent des problèmes* », constate Samuelson Ramanitriniony.

Décès d'une troisième expatriée au Liban. L'ACAT apporte son concours aux victimes. Une troisième employée malgache a succombé dans un hôpital de la capitale, suite à une maladie contractée au Liban. Elle est rentrée au pays après 8 mois sans salaire. « *Nous sommes prêts à saisir la justice avec le soutien du ministère de la Population* », a expliqué Michel Randrianirina, le porte-parole des familles ayant des proches au Liban dans la région Amoron'i Mania (Ambositra). Cette région recense 1.000 expatriées. Le syndicat des professionnels diplômés en travail social se mobilise en faveur des employées expatriées dans ce pays. Il reçoit en moyenne 7 cas par jour. « *La base de notre intervention est d'accompagner psychologiquement les victimes. Nous essayons de les orienter, ainsi que leurs familles, vers les services disponibles pour qu'elles bénéficient soit d'une prise en charge médicale, soit d'un soutien juridique avec l'ACAT. Nous soutenons les mineures avec des séances de soutien psychosocial* », explique la présidente du syndicat, débordée par les appels de détresse des familles. « *En même temps, nous essayons de préparer la réintégration familiale, si un jour l'État décide de rapatrier les Malgaches du Liban* », ajoute la responsable.

Bianco - Samifin : convention de partenariat pour la surveillance des personnalités politiques. L'accord conclu prévoit notamment que lors de la transmission par le Samifin d'un rapport au Procureur de la République sur une infraction de blanchiment en relation avec une infraction de corruption, il en tienne informé le Bianco. L'objectif consiste à renforcer la surveillance particulière des personnes exposées politiquement, a expliqué Jean Claude Razaranaina, le DG du Service de Renseignements Financiers. Il se félicite d'un début de changement de comportement des banques, qui commencent à collaborer dans la lutte contre le blanchiment d'argent.

L'Union Nationale des Intellectuels pour le Renouveau proteste contre l'impunité dont jouissent les hommes politiques. Lors d'un atelier sur l'impunité, l'UNIR a déclaré qu'il ne devrait y avoir aucune immunité pour les politiciens et qu'ils devraient tous être placés sur un même pied d'égalité. Un intervenant a cité, entre autres, « *l'utilisation du pouvoir politique pour se mettre à l'abri de toute poursuite, de toute sanction* ». L'Union déplore que l'on entretienne une culture de l'impunité. Les participants ont proposé de supprimer l'immunité dont bénéficient les parlementaires. Ils insistent en outre sur la mise en place de la Haute Cour de Justice permettant la poursuite des hauts dirigeants. Les intellectuels proposent que l'amnistie soit prononcée par des instances juridiques et ne relève pas d'une décision politique.

L'Association des Détenus Politiques de Madagascar de 2002 (ADPM) : appelle au « fihavanana ». Lors d'une conférence de presse à Mahajanga, Raharimanana Venance, Président régional de l'ADPM, a déclaré : « *Nous sommes là pour vous prêter mains fortes, Mr le Président Andry Rajoelina, pour vous maintenir dans la bonne voie, car nous constatons que le train de la Transition tend à dérailler avec votre projet de présider à l'unilatéral et à la non inclusion des 3 mouvances. Pour nous ADPM, la clef de la crise n'est autre que le dialogue et le respect de la sagesse malgache !* ». [Venance Raharimanana, universitaire et historien indépendant, reconnu et respecté, est le père de l'écrivain Jean-Luc Raharimanana. Enlevé en juin 2002 par des militaires partisans de Marc Ravalomanana, après un appel au calme lancé à la TV locale, ses proches retrouveront sa piste le lendemain dans la capitale, dans un état alarmant]. Des membres du regroupement des 3 mouvances politiques appelé « *Mahajanga Miray* » ont tenu une autre conférence de presse pour appeler le Président de la Transition à la réconciliation entre les 4 mouvances, afin de préserver l'unité nationale. Selon *Tribune*, ces deux mouvements expriment en commun leur mécontentement envers certaines personnes entourant le président Rajoelina : « *elles prétendent être des détenus politiques victimes de Ravalomanana pourtant elles ont été écrouées durant les mandats de ce dernier suite à des poursuites purement judiciaires* ». Pour l'ADPM et « *Mahajanga Miray* », « *ce sont surtout ces personnes qui poussent le train de Tgv au déraillement dans un intérêt personnel et de récupération politique, et au détriment de l'intérêt du peuple malgache et de la stabilité politique du pays* ».

ACTUALITE ECONOMIQUE

Impacts économiques de la crise politique

Pour l'année 2010, la Loi de Finances est un vrai mystère. Madagascar finira 2009 sans avoir de Loi de Finances pour 2010. Le projet d'ordonnance a été élaboré sur la base d'une situation politique reconnue sur le plan international et stable sur le plan national, permettant d'inclure les incontournables financements internationaux. La HAT a pris le soin de ne pas divulguer son contenu. Une délégation du FMI et de la Banque mondiale doit se rendre à Madagascar pour évaluer la situation. L'ordonnance portant sur la Loi des Finances 2010 a été soumise à la HCC pour contrôle de légalité. Ce n'est qu'une question de procédure. Beaucoup de question restent sans réponse : comment l'Etat va-t-il combler le vide laissé par les financements extérieurs ? Dans quel état se trouvera la trésorerie nationale sans ces apports habituels ? Et quels seront les sacrifices nécessaires ? Selon certaines sources, cette Loi des Finances tiendrait compte des aides des bailleurs de fonds traditionnels, mais prévoirait que le déblocage de ces aides serait retardé dans l'année. Les autorités tableraient sur des investissements étrangers à hauteur de 1.300 à 1.400 milliards Ar, dont 1.000

milliards de la part des bailleurs. Elles compteraient également sur une aide budgétaire (sous forme de don) de 83 milliards et sur un appui budgétaire d'environ 200 milliards Ar.

« Madagascar : la grâce de la planche à billets », titre Les Afriques. C'est la planche à billets qui permet à l'Etat de s'en sortir, analyse, Jaona Ravaloson, conseiller en investissement international. « L'acquis de croissance et de développement de ces 5 dernières années est considérablement amoindri. Une grande précarité prévaut. Statistiquement, la situation économique s'était améliorée sous l'ère Ravalomanana. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais toute la question est de savoir comment pérenniser une telle dynamique favorable. L'Etat, contrairement aux crises de 1991 et 2002, n'est pas paralysé par des grèves, hormis quelques dysfonctionnements. Il a pu assurer son train de vie grâce à la réaffectation des lignes budgétaires réservées au Sommet de l'Union africaine, qui était prévu en juillet dernier. Par ailleurs, il use et abuse des émissions de bons du Trésor et de la planche à billets. Pour le secteur public, qui est quand même le plus gros employeur du pays, un relatif confort est ainsi préservé. Mais, pour les autres entités, c'est une situation de fragilité économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour. Les entreprises privées fonctionnent à la moitié de leur capacité. Les zones franches exportatrices subissent une baisse des commandes et multiplient le chômage technique ou le chômage tout court. Le secteur hôtelier et touristique a totalement perdu la saison 2009. Les réactions les plus visibles émanent des zones franches, où des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. La prise de conscience des syndicats des menaces sur l'emploi et le pouvoir d'achat a poussé plusieurs d'entre eux à militer dans les organisations de la société civile favorables à une médiation et à une sortie de crise négociée. Une grande maturité et une preuve de sagesse rarement relayées par la classe politique ! »

Selon des experts, le FMI préconiserait une dévaluation de 30% de la monnaie locale pour refléter l'état réel de l'économie malgache.

Chute de 56% des arrivées touristiques. La saison 2009 a été catastrophique pour le secteur. La crise a plombé un secteur qui était sur une courbe de croissance depuis 5 ans. Le nombre des arrivées de janvier à novembre est de 148.387. Les recettes en devises ont également chuté de moitié, passant de 204 millions de DTS à 105 millions à fin novembre.

Dévaluation de l'Ariary pour faire face à la sortie de l'Agoa ? Le ministre de l'Économie et de l'Industrie affirme que l'État sera prêt à assumer ses responsabilités pour faire face au risque de disparition de 100.000 emplois dans les zones franches. *« La solution serait de trouver les moyens de diminuer ce coût et de maintenir la compétitivité de nos produits. Il existe de nombreuses possibilités à étudier », a-t-il indiqué. L'une d'entre elle pourrait consister à dévaluer la monnaie nationale. [A noter que fin décembre l'Ariary poursuivait sa remontée sur le marché des devises, favorisant une légère décrue des prix des PPN importés]. «La présence du backbone à Madagascar peut également générer d'autres emplois», affirment plusieurs ministres. « Toutefois, a-t-on pensé aux difficultés que ces travailleurs rencontreront pour se reconverter ? Les Tic ne sont pas accessibles à qui le veut », fait observer le quotidien Les Nouvelles.*

Le ministre Athanase Tongavelo annonce un déficit de 500 enseignants et chercheurs dans les universités malgaches du fait du gel des aides des partenaires techniques et financiers.

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

FMI : arrêt définitif du programme FRPC⁶. Madagascar devra renégocier un nouveau programme avec le FMI, car l'ancien programme, clôturé en juin, ne bénéficiera pas de prolongation. Le montant des tranches restantes, dont les décaissements ont été suspendus depuis décembre 2008, est estimé à plus de 20 millions de dollars. *« Dès la reconnaissance internationale acquise, il faudra le feu vert de Washington pour que les discussions techniques puissent commencer dans le cadre d'un nouveau programme »*, explique une source proche du dossier.

L'Union Européenne octroie plus de 11 millions d'euros pour financer les deux prochaines campagnes rizicoles. Mais aucune subvention ne sera plus allouée aux paysans, ce financement passera par les institutions de micro-finance (IMF), dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés par le FIDA.

Le programme FID figure parmi les 5 projets financés par la Banque mondiale, bénéficiaires d'une autorisation exceptionnelle de déblocage. Après une suspension de financement de plusieurs mois, cette mesure a été accordée pour la branche sécurisation alimentaire. Le FID intervient au niveau de 19 communes du sud, en partenariat avec le PAM. Le déblocage n'est pas encore effectif pour la branche reconstruction post-cyclonique.

Les tracteurs indiens toujours bloqués au port de Toamasina. Les tracteurs et les équipements de construction des usines d'engrais importés de l'Inde sont arrivés au mois de janvier. Le non paiement des arriérés par le propriétaire des conteneurs en est la principale cause.

« Cadeau de Noël » de Barack Obama : Madagascar, la Guinée et le Niger exclus de l'AGOA. Les 3 pays ont été retirés de la liste des pays pouvant bénéficier d'un partenariat commercial privilégié avec les Etats-Unis, mais a réintégré la Mauritanie, a annoncé la Maison Blanche. M. Obama a pris cette décision à l'occasion de la révision annuelle du programme, imposée par la loi et qui prend en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés.

La rupture du partenariat avec le programme américain de l'AGOA toucherait directement 32 entreprises. Selon certaines estimations, ce sont plus de 40.000 emplois directs qui seraient immédiatement frappés. Parmi les 100.000 emplois indirects touchés, de nombreux transporteurs et petits gargotiers. Sur le plan national, le ministre Fienena Richard minimise l'impact de cette exclusion : elle n'équivaudrait qu'à 2,7% du PIB et environ 20% des entrées de devises. On s'attend à des délocalisations vers des pays d'Asie à bas coûts de main d'œuvre et à des retours vers Maurice. Environ 150 entreprises bénéficient actuellement du statut de zone franche à Madagascar.

Midi note : « C'est déjà la panique dans les entreprises concernées par la suspension de Madagascar de l'AGOA. Les employés se considèrent, pour la plupart, comme de futurs chômeurs, vu les intentions d'un certain nombre de sociétés ayant déjà pris la décision de quitter Madagascar. Ces employés ont commencé, depuis que la menace de suspension de l'AGOA s'était précisée, à envisager des possibilités de reconversion, sans aucun capital ni aucun autre moyen ». Seule alternative pour beaucoup : venir grossir les rangs des marchands des rues, revendre des produits chinois ou devenir gargotiers informels. « Ce sont les seules activités qui ne nécessitent pas de grands moyens,

⁶ Le FRPC est le principal instrument de coopération du Fonds monétaire international. Contrairement aux ressources des autres bailleurs de fonds, il n'est pas destiné à financer des projets de développement mais à équilibrer la balance de paiement du pays à travers des aides budgétaires. La fin de ce programme signifie qu'il sera impossible de bénéficier des aides budgétaires des autres partenaires. En effet, seul le FMI est habilité à effectuer le suivi technique des conditions d'octroi de l'aide et donne le feu vert pour les décaissements.

si on ne veut pas toucher le fond et choisir des activités honteuses, surtout pour nous, les femmes », explique une ouvrière du textile. La capitale est déjà asphyxiée depuis plusieurs mois par les marchands informels qui ont pris possession des trottoirs et des grands axes de circulation.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles

Bois de rose : 300 conteneurs autorisés à l'exportation. Edelin Randriamiandrisoa, ministre de l'Environnement, a déclaré que 300 containers sont autorisés à l'exportation après avoir été assujettis aux amendes prévues par l'arrêté interministériel. Ce qui devrait rapporter 30 milliards Ar. Une partie de la recette doit financer la Task force déployée sur place et financer les projets des associations locales destinés à sécuriser les aires protégées et à entreprendre le reboisement. *Le Courrier* croit savoir que les coupes de bois précieux ont été encouragées avant le coup d'Etat du 17 mars pour financer le « *contre rotaka*' » contre Andry Rajoelina. Toute la région Sava était parait-il au courant de ces faits, toutes les autorisations ont été données sous le régime Ravalomanana, mais suspendues par le gouvernement Roindifo. Et le quotidien d'affirmer que les responsables de l'époque se cachent à présent derrière des ONG internationales qui dénoncent ces gabegies, alors que ce sont les mêmes qui étaient chargés de vendre le bois de rose saisi au Palais présidentiel d'Iavoloha en 2008. Le régime de Transition a laissé agir ces opérateurs mais il les a sanctionnés financièrement. *Le Courrier* va jusqu'à mettre en doute l'objectivité des rapports alarmistes des organisations internationales, qui pourraient avoir été instrumentalisées par des hauts fonctionnaires « *légalistes* ».

150 containers de bois de rose exportés de Vohémar malgré la fermeture du port. Selon les informations émanant de l'Alliance Voahary Gasy, 150 containers de bois de rose ont été embarqués au port de Vohémar le 30 novembre. Or, selon une note émanant de l'Agence portuaire, maritime et fluvial, en date du 20 novembre, cette infrastructure portuaire est fermée à l'import-export. Le mètre cube est vendu au départ à 6.600 dollars, il en vaut 4 fois plus à l'arrivée en Chine.

Trafic de bois de rose : le ministère de l'Environnement fait opposition à la décision du tribunal de mettre fin aux poursuites frappant les propriétaires des 91 conteneurs saisis au port de Toamasina. Ce qui pourrait signifier la restitution pure et simple de ces cargaisons. Ces marchandises ont quitté le port de Toamasina mais le cargo qui a appareillé à destination de Maurice a été soumis à une vérification par les autorités. Sur les 101 conteneurs, 91 contenaient du bois de rose embarqué en violation des procédures. « *Les infractions sont flagrantes. Il est impossible que les propriétaires de ces cargaisons s'en sortent aussi facilement. Même le montant de l'amende prononcée est absurde* », déclare un haut responsable. Après l'expiration de la date du 30 novembre qui met un terme aux opérations d'exportation exceptionnelles, toutes les cargaisons de bois précieux répertoriées seront saisies et vendues aux enchères. Selon un dernier bilan officiel, au mois 183.000 rondins ont été recensés. Mais les opérations de saisie seront délicates à mener et le ministère de l'Environnement et des forêts sollicite la contribution de tous les intervenants de la filière.

100 containers de bois de rose prêts à l'embarquement à Vohémar. Toute exploitation et exportation de bois de rose a été interdite à compter du 1er décembre et pourtant cette décision serait loin d'être respectée. Des stocks de bois précieux seraient entreposés partout dans la ville, dans l'attente d'un prochain bateau, affirme *Midi* du 15 décembre. Ces stocks seraient illégaux car non répertoriés lors de l'inventaire. Un bateau transportant 174 containers de bois de rose appartenant à une trentaine de personnes aurait quitté le port le 2

décembre. En revanche, le quotidien rapporte que la Task force affirme être en mesure d'éviter de nouvelles coupes.

Une opération bois de rose, conduite par la Task force et baptisée Vasia IV a été menée dans plusieurs quartiers de la capitale le 14 décembre. 42 bois carrés ont été saisis. La cargaison a été transportée et gardée dans un camp militaire en attendant la décision de l'État sur le devenir des autres stocks déjà saisis dans tout le pays.

Une expédition de bois de rose au départ de Vohémar a été bloquée. Devant la pression médiatique provoquée par les ONGs internationales en matière d'environnement, l'armateur Delmas se serait désisté. Selon la station *Radio Vanille*, Andry Rajoelina serait personnellement intervenu en apprenant l'existence de ce projet d'exportation, et 13 arrestations auraient eu lieu. Des banques et des compagnies maritimes étrangères ont été dénoncées par l'agence américaine d'investigation environnementale, Global Witness, pour avoir facilité le trafic de bois précieux à Madagascar.

Protection des ressources : de gros financements sans résultat. La politique de protection des ressources naturelles mise en œuvre depuis des années n'a pas de répercussion tangible. D'importants financements comprenant des dons et des emprunts ont été alloués à ce secteur alors que les richesses du pays se tarissent, en particulier dans les secteurs forestier et halieutique. Les feux de brousse se répandent. Le taux de couverture forestière de Madagascar est passé de 30 à 15% entre 1951 et 2005. La forêt pourrait avoir disparu en 2050. L'inexistence d'une politique nationale cohérente est la principale source du problème. Les résultats sont accablants et le pire reste à venir. Faute d'une bonne gestion, l'exploitation des ressources ne génèrent pas de revenus pour le pays. La Grande Ile afficherait une perte estimée à plus d'1,2 milliard de dollars par an à cause de la dévastation de sa biodiversité. Ce constat a été fait au cours d'un séminaire sur le thème « *Les enjeux de la gouvernance des ressources naturelles à Madagascar* », organisée par le Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) et le cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM). Didier Ratsiraka avait placé son retour au pouvoir sous le sceau de la République humaniste et écologiste. De biens grands mots, étant donné que les pillages des ressources ont atteint leur apogée sous sa présidence. Il avait créé le ministère de l'Environnement, voyant que les grands pays et les bailleurs de fonds y consacraient des budgets colossaux. Tous les régimes successifs l'ont d'ailleurs compris, maintenant le département sans pour autant le doter d'une volonté délibérée, d'une politique claire et déterminée.

Air France mobilisée pour sauver 515.000 ha de forêts à Madagascar. Au cours des 50 dernières années, la Grande Ile a perdu la moitié de son couvert forestier. En partenariat avec GoodPlanet, Air France soutient un projet de très grande ampleur qui permettra de reconstituer 515.000 ha de forêts. En 2008, Air France a déjà investi 5 millions d'euros dans ce projet. Sur place, GoodPlanet a choisi le WWF pour mener le programme holistique de conservation des Forêts. Il subsiste aujourd'hui environ 9,3 millions d'hectares de forêts naturelles. L'essentiel de la forêt a été détruit par la pratique de l'agriculture sur brûlis, la création de pâturages ou la collecte de bois de feu. Madagascar fait partie des 35 régions que le WWF estime prioritaires pour la protection de la biodiversité.

La société indienne Varun Energy acquiert les mines d'uranium à Madagascar. Le groupe a acquis dans l'est du pays et à l'île Ste Marie 1.111 blocs couvrant une surface de 6.900 km² avec des réserves estimées à 1.700.000 tonnes d'uranium, de 4.350.000 tonnes de thorium et des filons d'or. Varun est présente à Madagascar en tant que Varun International SARL et Madagascar Energy Corporation avec 67% du capital des deux sociétés. L'incursion du

groupe dans l'uranium offre un potentiel de croissance considérable, car la demande actuelle pour le métal lourd dépasse de loin l'offre. Selon un rapport de la « *World Nuclear Association* », l'Inde a un ambitieux programme d'énergie nucléaire.

Prospection pétrolière : deux forages décisifs à Sakaraha, lancement d'une phase d'exploration dans la plaine rizicole de Marovoay. L'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis) se prépare à une année importante pour la prospection sur les blocs de Sakaraha et Bemolanga. Des étapes déterminantes concernent, entre autres, le projet de Sino Union Petroleum & Chemical International Limited (Sunpec) à Sakaraha et de Total à Bemolanga. La compagnie chinoise va entamer deux forages qui pourraient être décisifs tandis que la française effectuera une soixantaine de forages sur les grès bitumineux de Bemolanga. Par ailleurs, une compagnie pétrolière est en phase d'exploration dans le district de Marovoay. Le parti Vert Maitso Hasin'i Madagasikara tire la sonnette d'alarme, ce projet pouvant menacer la plaine de Marovoay, deuxième grenier à riz de la Grande Ile, si le cahier des charges n'était pas respecté. Le parti exige que celui-ci soit accessible à tous, en langue malgache et que les études d'impact environnemental et socio-économique soient largement diffusées. Les populations locales ont déjà montré leur réticence, en raison notamment des craintes d'expropriation.

La Grande Ile affronte l'intensification de la désertification. Les deux tiers de sa surface seraient concernés par la dégradation des terres. Une situation qui inquiète de plus en plus, non seulement les scientifiques, mais surtout la population locale. Les paysans du Sud-ouest sont désemparés en voyant la diminution de la surface cultivable. La désertification gagne progressivement les Hautes Terres. Les dunes progressent sur les côtes, l'érosion s'amplifie du fait des feux de brousse et de l'exploitation sauvage des pierres précieuses.

Divers, « business »

« *Business as usual malgré le blocage politique* », titre la LOI.

La lettre confirme la nomination d'Yves Roger Rajoelina, père du président de la Transition, au conseil d'administration de la société pétrolière chinoise Sunpec [cf. RP novembre 2009]. L'actionnaire principal de la Sino Union Energy Investment Groupe Ltd et consul honoraire de Madagascar à Hongkong, Hui Chi ming, était venu investir en 2005 à Antananarivo à la demande de Marc Ravalomanana. Après le coup d'Etat du 17 mars, il a cherché à tisser des liens avec la nouvelle équipe au pouvoir. Début novembre, il a trouvé le bon filon en nommant le père d'Andry Rajoelina à son conseil d'administration. Annick Rajaona, porte-parole de la présidence avait démenti mais le directeur exécutif de la firme avait annoncé officiellement cette nomination à la Bourse de Hongkong. Il a été présenté comme un « *consultant privé de l'actuel président de la Transition* ».

Serge Lucien Rajoelina, oncle de TGV, a été nommé DG adjoint de la Jirama en remplacement du péruvien Walter Espinoza, limogé en juin. Serge Rajoelina est vu très souvent avec son patron, Désiré Rasidy. L'intéressé a fait carrière au sein de la société d'Etat depuis une quinzaine d'années mais il est difficile d'imaginer que sa parenté avec TGV n'ait pas joué dans sa promotion, selon la LOI.

Louis Ranjeva à l'abri en Arabie Saoudite. Le frère de l'ancien ministre des Affaires étrangères Marcel Ranjeva et de Raymond Ranjeva, vice-président de la Cour de Justice Internationale de la Haye, qui a été président de la Banque Centrale de Manakara jusqu'à ce qu'il soit impliqué en 2005 dans une affaire de détournement de fonds jamais élucidée, aurait trouvé refuge en Arabie saoudite grâce à certaines protections accordées par l'ambassade malgache dans ce pays.

Igbal Rahim, homme d'affaires très en cours sous le précédent régime a su s'adapter au nouveau contexte politique. Britannique d'origine indo-pakistanaise domicilié à Dubaï, il vient de créer à Madagascar la société Plateforme Terminal pétrolier SA (PTP) dont il préside la CA. L'objectif est de construire et d'exploiter une jetée-plateforme pétrolière au port de Toamasina. Le gouvernement a autorisé la Sté du Port autonome (SPAT) à devenir actionnaire de PTP. Le DG, Eric Rakotosolofo, est un ex-responsable d'une filiale du groupe Bolloré, dont on connaît les liens avec Nicolas Sarkozy.

Rendre la Sirama plus attrayante, tâche confiée à Patrick Leloup, conseiller franco-malgache d'Andry Rajoelina. En décidant de payer les arriérés de salaires des employés de la compagnie sucrière d'Etat, TGV n'a pas seulement fait un joli coup à visé électorale. Il a aussi essayé de rendre la « mariée » plus belle en vue d'attirer des prétendants. Patrick Leloup⁷, proche conseiller franco-malgache d'Andry Rajoelina s'est démené dans ce sens. Un investisseur français serait sur les rangs pour un contrat de gestion de 99 ans. Les familiers du dossier de privatisation de la Sirama estiment cependant qu'il n'y a plus grand-chose d'intéressant dans cette société depuis que les chinois de complant ont récupéré l'essentiel de son outil industriel et agricole. Il ne resterait que la petite usine de Brickaville, dont la remise aux normes coûterait une fortune et celle de Nosy Be, intéressante seulement pour son patrimoine foncier.

La Sirama en chômage technique. Après avoir perçu leurs salaires impayés depuis 2007, les 700 employés de la société sucrière d'Etat Sirama ont été mis en chômage technique. Cette mesure a été prise par le régime de la transition à l'encontre des employés des sites de Nosy Be et Brickaville. L'objectif est d'assainir la situation financière avant que la société soit confiée à des repreneurs. Le chômage technique pouvant durer entre 3 et 6 mois, le sort des usines devra être connu au terme de ces délais. Un appel d'offre va être lancé.

Centres d'appel : une perspective d'emploi pour 4.000 jeunes. L'opérateur Telma a bouclé son backbone national en fibre optique tandis qu'Orange Madagascar a achevé la connexion de la Grande Ile au reste du monde via le câble sous marin en fibre optique [*le fameux projet Lion, qui connecte désormais Madagascar à l'international en haut débit, via un point de connexion à Toamasina*]. L'arrivée de ces infrastructures à grande capacité a déjà permis aux opérateurs du secteur de se projeter en avant. C'est ainsi que les opérateurs de centres d'appel, avec l'appui d'Orange, ont monté un centre de formation, le « Orange Business School », qui vient d'accueillir ses premiers stagiaires. Les opérateurs ont évalué leurs besoins à 4.000 jeunes.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, Madera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express de Maurice, Sobika, TopMada, Madagate, Tananews, Times of Madagascar, Reflexiums, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, MISNA, APIC, Xinhua, Les Afriques, Adriscoop, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, Blog de Sammy Rasolo, orange.mg, moov.mg, 20 minutes, Mada.pro, IRIN News, Le Monde, Challenges

Taux de change : au 31/12/2009, 1 euro = 2795 Ariary (cours pondéré)

⁷ Patrick Leloup, proche et ancien conseiller d'Alain Ramaroson, lequel est un ancien conseiller de Marc Ravalomanana passé dans le camp d'Andry Rajoelina, avait été expulsé de Madagascar en février 2009 par l'ancien président pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog

<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse